Vol. 3 No. 22 • du 16-22 Décembre 2009 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAITI LIBERTE

Justice Vérité Indépendance

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Haiti Liberté

16 DÉCEMBRE 1990-16 DÉCEMBRE 2009: 19 ANS APRÈS, OÚ EN SOMMES-NOUS?

Voir page 3

Les résultats des premières élections véritablement libres du 16 décembre 1990 avaient donné gagnant l'ex-prêtre Jean Bertrand Aristide



e Nouvelliste (Photo: James Alexis)

INSÉCURITÉ À PORT-AU-PRINCE!

Voir page 4

Le vendredi 11 décembre dernier, dans leur voiture, l'homme d'affaires et ingénieur, Jean-Michel Ligondé, a été abattu par balles, ainsi que sa femme, Maryse Lyndor



Mobilizasyon ap rapouswiv pou reklame depa KEP la

Page 6



Premier échec des Plateformes politiques face à l'Unité

Page 8



L'« arrière-cour » s'émancipe Washington a-t-il perdu l'Amérique latine ?

Page 10



Chavez rejette les menaces de Clinton au sujet de l'Iran

Page 18



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
Carline Archille
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Bernier Archille
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Les mercenaires politiques des Etats-Unis à l'œuvre !

Par Berthony Dupont

Dans un contexte de tension électorale, où le régime en place semble avoir le vent en poupe, le président René Préval entend ne négliger aucune des opportunités pouvant le mener à bon port. Dans son obsession absolue d'éliminer sur l'échiquier politique national le parti Fanmi Lavalas, il s'est fait conseiller par l'ancien président de la Commission d'enquête administrative sous le gouvernement de facto Boniface-Latortue. Il s'agit, en l'occurrence, du Gnbiste attitré, l'ex-sénateur transfuge de l'OPL (Organisation du Peuple en Lutte ci-devant Organisation Politique Lavalas), Paul Denis, actuellement ministre de la Justice et de la Sécurité publique du gouvernement de Préval-Bellerive.

Voilà que le pouvoir en place fait semblant de céder et de satisfaire à une enquête américaine sur la corruption et le blanchiment d'argent. Mais, quelle drôle de coïncidence ! Ne voit-on pas comment tout s'enchaîne en fin de compte pour atteindre les objectifs visés. N'est-ce pas une preuve de plus pour mettre en relief la complicité flagrante et arrogante de la Communauté Internationale, car au moment même ou l'ex-président Aristide de son exil en Afrique du Sud se prononce sur l'exclusion pour raison d'Etat de son parti Fanmi Lavalas aux prochaines législatives, le dossier IDT/Téléco a brusquement refait surface et deux anciens directeurs des Affaires Internationales de la Téléco sous le régime de Jean-Bertrand Aristide ont été rapidement arrêtés et même extradés aux Etats-Unis. Et pour paraphraser l'hebdomadaire proche du pouvoir, Haiti Observateur « *le procès actuellement en cours à Miami mettra l'ex-président sur la sellette, car les témoignages des différents accusés finiront par éclabousser Jean-Bertrand Aristide. Le Président Préval croit dur comme fer que les anciens responsables de la Téléco auront l'occasion de compromettre l'ancien baron de Tabarre* ».

Quelle intimidation ! Et l'ambassadeur américain, Kenneth Merten pour sa part, de s'écrier triomphalement que « *La corruption est extrêmement préjudiciable pour Haïti et les Etats-Unis. Nous saluons la coopération du gouvernement haïtien dans le cadre de ce dossier* » Quel dossier ? Un dossier, certes qui n'est qu'une illustration claire et nette non seulement de la colonisation mais également du rôle de gendarme que l'impérialisme américain veut jouer dans le monde. Autrement, les Etats-Unis ne devraient en aucune circonstance s'immiscer dans une affaire de corruption concernant une institution haïtienne. Ce serait à la justice haïtienne d'intervenir dans une telle question. Et ce n'est pas sans raison que c'est un sous-homme, de l'acabit de Paul Denis qui jouit de cette prérogative de faciliter la besogne à son maître impérial. Quelle honte !

Mais la vraie raison de leur stratégie, en fait, n'est pas réellement une affaire de corruption, loin de là, mais bien dans le contexte actuel, l'intimidation coûte que coûte d'Aristide afin qu'il ne continue plus à prendre la parole car ils ont grandement peur de ses communications avec les masses populaires. En effet, ils ignorent encore leur possible impact sur les exclus sociaux de l'impérialisme et les néo-bourgeoisies locales, ce qui pourrait bien gâcher leur prochain carnaval électoral. Car, le commissaire de la Métropole Bill Clinton avait bien averti: « *la stabilité dépend de l'organisation d'élections crédibles et transparentes et de la transmission des pouvoirs dans la plus parfaite harmonie* ».

Cette peur des masses est la résultante d'une profonde maturation de la conscience populaire face à une longue pratique impopulaire d'une classe d'hommes dans le pays. Quelle différence y a-t-il finalement entre un Emmanuel (Toto) Constant, un Louis Jodel Chamblain, un René Préval, un Guy Philippe et un Paul Denis ? Tous des mercenaires politiques travaillant sans vergogne pour une puissance étrangère au détriment de leur propre pays et qui ont une peur bleue des masses et de leur leader Aristide. A défaut de s'attaquer de front à ces masses, de ne pouvoir leur dire la haine de classe qu'ils leur vouent, ils préfèrent discréditer et calomnier leur représentant légitime à travers des coups tordus, perfides, bassement politiciens, manigancés justement contre des figures politiques connues pour leur association passée avec ce leader et impliquant prétendument ce dernier dans leur machination. Procédé classique de diffamation politique.

Que le mur d'intimidation impériale s'effondre comme un château de cartes, et que cette manifestation du 16 décembre 2009 soit le prélude à une grande mobilisation pouvant faire éclater la contradiction fondamentale entre les intérêts du peuple haïtien et ceux d'une classe sociale au service des intérêts étrangers !

Haïti : Augmentation des tarifs douaniers

Par Jerson PHILIPPE

Les autorités fiscales du pays ont décidé tout récemment d'augmenter les tarifs douaniers sur certains produits pharmaceutiques et de consommation courante. Que faut-il en penser ? Amélioration ou détérioration des conditions de vie ? Le ratio fiscal de l'économie haïtienne se situe aux alentours de 10 %, un niveau nettement en dessous de la moyenne du ratio dans toute la Caraïbe, qui se chiffre aux environs de 15 %.

D'aucuns ont toujours prêché en faveur d'une augmentation de la pression fiscale de l'économie sans approfondir certaines de ses caractéristiques fondamentales pour voir si cette démarche constituerait effectivement la meilleure option, étant donné les réalités socioéconomiques nationales. Tout d'abord, il n'est pas de mauvais ton que l'on envisage une augmentation de la pression fiscale de l'économie haïtienne. Ce qui, entre autres, peut permettre à l'État haïtien d'être plus performant dans ses interventions, car disposant d'un flux de ressources financières plus considérable. En effet, nous devons reconnaître que la présence timide de l'État dans quelques domaines de la vie socioéconomique est grandement due aux faibles moyens dont disposent les pouvoirs publics pour fournir les prestations sociales qui relèvent de sa compétence. Cette situation, qui a amené les autorités fiscales du ministère de l'Économie et des Finances (MEF) à prendre pareille décision, doit être analysée à la lumière des préoccupations exprimées plus haut. Après tout, c'est l'État qui décide ! Cependant, faire passer les tarifs douaniers de 3,5 % à 20% sur les catégories de produits susmentionnés relève de l'amateurisme de la part des autorités fiscales du pays qui savent très bien que les autres économies de la Caraïbe ont un PIB per capita de très loin supérieur à $ 350 US et un taux de chômage de moins de 70 %. En réalité, avant d'envisager des augmentations de taxation sur les produits de première nécessité dans un pays, les autorités fiscales feraient mieux de s'enquérir de la capacité contributive de leur population. Sinon, on peut être amené à prendre des décisions qui ne peuvent qu'encourager la contrebande, la fraude et l'évasion fiscales, car les agents économiques ont un trop faible pouvoir d'achat pour emprunter la voie légale.

En considérant ce que la réalité et les conditions de vie des ménages haïtiens offrent comme panorama, nous ne croyons pas que cette augmentation des tarifs douaniers sur les produits de première nécessité soit appropriée. Haïti Liberté et nous, souhaitons vivement que la situation de la population haïtienne soit prise en compte et que l'on ne cherche pas à comparer Haïti, le pays le plus pauvre de l'Amérique, à certaines économies caribéennes qui ont les reins plus ou moins solides et dont le niveau de vie des habitants dépasse largement celui des Haïtiens.

Cite Soleil : Inauguration boulevard des Américains

Jerson PHILIPPE

Le premier ministre Jean Max Bellerive et l'ambassadeur américain Kenneth Merten en compagnie du maire de Cite Soleil Wilson Louis ont procédé le 21 novembre à l'inauguration d'un tronçon de route baptisé « boulevard des Américains » et qui traverse désormais le bidonville de Cité Soleil (périphérie nord). Ce tronçon mesure 1,5 kilomètre avec 4 voies de 3,5 mètres. Cette route relie le boulevard la Saline à la route 9, une sortie rapide sur la route nationale numéro 1, qui conduit vers le Nord du pays. Le projet, financé à hauteur de 4 millions de dollars, a employé plus de 2.000 personnes issues en majorité de la commune, affirme le maire de la commune. Le « boulevard des Américains » entre dans le cadre d'un projet plus vaste estimé à 20 millions de dollars, comprenant entre autres la réhabilitation de la route d'accès au Warf de Cité Soleil et près de 300 petits projets dans cette commune. Elle vise notamment l'intégration urbaine, le renforcement de l'activité économique dans la zone, longtemps contrôlée par des gangs, et le décongestionnement du boulevard la Saline.



16 décembre 1990-16 décembre 2009:

Dix-neuf ans après, oú en sommes-nous?

Par Hervé Jean Michel

Le 16 décembre 1990 fut dans une large mesure une grande surprise historique, pas en tant qu'évènement spontané, fruit d'un quelconque hasard, mais en tant qu'aboutissement de longues et difficiles luttes contre des forces conservatrices-d'exclusion internes et externes.

Dans une large mesure, 16 décembre 1990, célèbre une grande victoire politique de la majorité nationale, qui pour la première fois de son histoire de peuple et après 186 ans d'indépendance, s'est rendue aux urnes pour élire librement et démocratiquement des citoyens qu'elle estimait dignes et aptes à conduire sa destinée dans la difficile et terrible histoire d'Haïti. Cette grande percée politique des masses paysannes et populaires vers les cimes du pouvoir politique, leur a valu malheureusement, l'explosion de la colère, de la haine, de la violence des nantis et des dominateurs. Sept mois après que les élus, principalement le président Aristide, démocratiquement élu, eurent prêté le serment constitutionnel, les forces de la terreur et de l'exploitation déclenchèrent un violent coup d'Etat, les 29 et 30 septembre 1991.

Tout le processus démocratique se trouvait dilué dans le mensonge, la haine, la violence, le sang, l'exil, la prison et la mort de milliers d'Haïtiens, qui avaient cru jusqu'au bout en des lendemains meilleurs pour Haïti. L'histoire de ce coup d'Etat est tragique, elle a permis de comprendre que la construction d'une vie digne pour les damnés de la terre d'Haïti, que sont les exclus, est une terrible entreprise qui recèle la mort, d'autres coups d'Etat, le bannissement et l'occupation du pays par des forces impérialistes. Aujourd'hui, malgré la trahison, le mensonge, l'exclusion, la corruption pour parvenir à détruire les idéaux du 16 décembre 1990, qui ne sont autres que justice, transparence, participation, la flamme démocratique demeure vivante et vivace.

Dans la présente conjoncture d'exclusion électorale de la majorité, incarnée par Fanmi Lavalas, sur fond d'une occupation militaire franco-canado-étasunienne, la mémoire doit être sauvegardée, les Lavalassiens se mobilisent contre l'exclusion, le bannissement et l'occupation du pays. A ce propos, le Dr. Maryse Narcisse a lancé un vibrant appel à travers le pays pour une mobilisation à l'occasion du 19ième anniversaire du 16 décembre 1990. « *C'est le 16 décembre 1990 que la majorité a joui pour la première fois de son droit de vote et c'est le 16 décembre 1990 qui a charrié les revendications de la majorité du peuple haïtien, dont les droits à la santé, à l'éducation, au travail et celui de vivre dans la dignité* » a déclaré le Dr. Maryse Narcisse, Coordonnatrice du Comité exécutif de Fanmi Lavalas, mandataire du représentant national, Dr. Jean Bertrand Aristide.

Appelant à la conscience de tous les Lavalassiens et de tous les patriotes, dans cette épouvantable quotidienneté haïtienne, la mandataire a invité à une grande manifestation pacifique, le mercredi 16 décembre 2009, qui partira de Notre-Dame du Perpétuel Secours, au Bel-Air, pour exiger des autorités du pays et principalement du président Préval le retour physique au pays, du président Aristide, et pour dénoncer les forces d'occupation, dans l'organisation d'élections-sélections. Au cours de cette manifestation, les Lavalassiens exigeront la fin de l'occupation d'Haïti et le départ de la Minustah. Dans le même temps et le même mouvement, la marche pacifique exigera le départ du Conseil électoral d'exclusion Préval/Dorsinvil. Dans son appel à la mobilisation, Maryse Narcisse, s'est adressée pour la raffermir à la conscience des Lavalassiens « *On ne peut pas acheter votre conscience et votre conviction* », a-t-elle conclu.

Que peuvent attendre les Lavalassiens en particulier et le peuple haïtien en général d'une politique concoctée par les minorités d'ici et d'ailleurs, politique défendant leurs intérêts spécifiques, dans une totale exclusion de la majorité nationale ? Des illusions, des mensonges et rien d'autre. Si ce gouvernement n'arrive même pas à protéger la vie de ceux qui possèdent la richesse dans ce pays, comme l'a si bien illustré la fulgurante montée de l'insécurité qui fauche la vie de possédants, à plus forte raison, il ne peut rien faire pour ceux qui n'ont rien. Le président Préval a été très clair, quand il a affirmé au peuple expliquant ses déboires économiques. « *Si vous aviez voulu de quelqu'un capable d'accomplir des miracles, ce n'est pas moi que vous auriez dû choisir* ».

Son Premier ministre, Jacques E. Alexis, a ajouté pour soutenir son patron de président : « *Nou pa kab fè san sot nan wòch* ». Alors rien de bon, de salvateur, ne peut sortir de l'œuvre de dirigeants inféodés aux colonisateurs. Tout le monde a vu et compris comment les deniers de l'Etat sont dilapidés dans de prétendues commissions et élections-sélections, visant à renforcer l'exclusion des masses populaires dans leur misère généralisée.

Pour toutes ces raisons, l'espoir des masses populaires réside dans leur mobilisation, dans leur unité et dans leurs luttes. Tous ceux qui se laissent aller, par opportunisme, à accepter des élections-sélections des mains de pouvoirs d'exclusion, creusent leur propre tombe. Les Lavalassiens ne doivent pas avoir peur de l'opposition. Il a fallu 186 ans, l'an 186ième de l'indépendance, pour que les premières élections libres, honnêtes et démocratiques aient lieu en Haïti. Aujourd'hui la perte de la souveraineté nationale nous jette pieds et poings liés dans les fers de pouvoirs dont l'ambition consiste à piller toutes les ressources mondiales, par des coups d'Etat, des guerres de conquête et des occupations. Rien ne peut valoir au peuple haïtien sa liberté et sa vie en dehors de sa propre audétermination et de sa volonté de combattre !

16 décembre 1990, les masses lavalassiennes et le peuple en général, doivent sauvegarder la mémoire dans la continuité de la lutte pour l'autonomie véritable d'Haïti. Tout comme avant 1804, seuls les esclaves luttaient pour une véritable révolution sociale, économique et politique, aujourd'hui, seules les masses populaires victimes d'exclusion sociale et d'exploitation brutale, ont intérêt dans une lutte pour la désoccupation du pays, la construction d'une véritable démocratie et l'autodétermination. Autrement dit, c'est la souffrance, l'exclusion, le chômage, la migration sauvage, la violence et la mort qui structureront leur horizon !

A la lumière du 16 décembre 1990, construisons un mouvement social et politique apte à éveiller la conscience des exclus pour la régénérescence d'une Haïti digne, fière et maîtresse d'elle-même.



Grande offensive de l'insécurité à Port-au-Prince!

Par Hervé Jean Michel

Contrairement à une certaine propagande gouvernementale toujours soutenue par les puissances dominatrices, selon laquelle Haïti est un pays stable et sécuritaire, acquis fondamental du pouvoir de Préval, l'insécurité et l'instabilité frappent à grands coups de poing, posant de sérieuses questions aux responsables.

Sans tenir compte de l'insécurité structurelle qui terrasse Haïti, force est de constater que le début du mois de décembre est marqué par toute une série d'actes d'assassinat qui jettent dans l'émoi la population haïtienne, spécialement ceux vivant dans la région métropolitaine.

Du 5 au 11 décembre 2009, plus de onze (11) personnes ont été tuées, selon ce que rapportent les médias. Le déclenchement de ces meurtres en série date du samedi 5 décembre 2009, jour oú Francesco Fantoli, homme d'affaires italien, vivant en Haïti depuis plusieurs années, a été frappé par des balles assassines. Mortellement atteint, l'homme d'affaires a succombé des suites de ses blessures dans un centre de santé dirigé par Médecins sans Frontières. Le vendredi 11 décembre, l'homme d'affaires et ingénieur, Jean-Michel Ligondé, petit frère de l'ex-archevêque de Port-au-Prince, Mgr. François Wolf Ligondé, a été abattu par balles dans le centre commercial de Port-au-Prince. Sa femme, Maryse Lyndor, ainsi que son comptable, Blanc, ainsi connu, ont été eux aussi tués dans l'attaque. Les victimes revenaient de l'entreprise commerciale de Jean-Michel Ligondé « Big family ». Selon les témoignages recueillis, des bandits à moto ont ouvert le feu et se sont accaparés d'une valise contenant de l'argent fraîchement tiré de la banque.

Des hommes à motocyclettes ont aussi tué Frantz Mirabeau à Laboule 16. La série de meurtres s'est poursuivie calmement, comme si tuer n'est autre chose qu'un simple exercice de pression sur la détente d'une arme à feu. A Santo 3 (Plaine du Cul-de-Sac) une personne ainsi que le motard qui le ramenait de la banque, ont été tués après une scène de chasse. Dimanche 13 décembre, à Santo 22 sur la route menant à la Croix-des-Bouquets (Carrefour Marassa) Joseph Telfort a été tué par balles. Des motards se sont approchés de sa voiture, l'ont exécuté en emportant une cargaison de cartes d'appel téléphonique. Des témoins ont rapporté que Telfort est aussi un agent de change.

Ainsi cette galopante insécurité poursuit son chemin, imperturbablement, semant la peur, la désolation, la tristesse et la mort. Toute la propagande orchestrée par le gouvernement, soutenue par l'international, démontre très clairement que la nécessité de créer une véritable vie sociale et sécuritaire en Haïti, n'est nullement une exigence, une préoccupation de l'heure. Rien n'a été fait pour favoriser un climat de paix, de stabilité et de sécurité dans le pays. Les semeurs d'illusions qui n'ont de cesse que d'exclure les masses populaires de la vie économique, sociale et politique du pays, sont les principaux responsables de cette grande offensive insécuritaire.

Peut-on oublier la prétendue grande délégation **« d'investisseurs »** emmenée en Haïti le 1er Octobre 2009 par Bill Clinton, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU et Luis Alberto Moreno, président de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ? Au Karibe Convention Center, c'était l'optimisme qui régnait dans toute sa splendeur. Le président Préval, le Premier ministre d'alors, Mme Duvivier Pierre-Louis, les ministres, la pléiade d'ambassadeurs, les officiels, les hommes d'affaires, les journalistes, tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes. Et, disait Préval : *« Des pas importants ont été accomplis qui justifient notre optimisme »*. Voilà un optimisme qui se métamorphose en pessimisme, deux mois plus tard !

Qui est responsable de cette dangereuse situation ? La politique d'exclusion sociale, économique et politique du gouvernement. Tout a été fait pour renforcer la misère, le désespoir, la haine et la violence dans le pays. Le président Préval s'est transformé en pasteur démagogue au moment même oú il substituait à sa décevante plate-forme **Lespwa** en son blanc bonnet bonnet blanc **Unité.** Devant l'Assemblée des Casecs, à la Croix-des-Bourquets, il eut à dire : ***« Sa ki kwè ap sove, sa ki pa kwè deja kondane ».*** Voilà les sentencieuses paroles du chef de l'Etat d'Haïti, un pays malade jusqu'à la moëlle. Un pays totalement divisé, totalement écartelé, exigeant des paroles de réconciliation et de paix. M. Préval ne sait même pas que sa tâche en tant que mandataire de la nation, élu à la majorité du suffrage exprimé par le peuple, est de travailler à l'intégration de tous les Haïtiens, à l'unité de tous les Haïtiens dans un même pays incluant même les Lavalassiens.

Voilà l'optimisme du chef de l'Etat, un optimisme qui tue, excluant la majorité nationale dans la perspective d'un pays qui devrait se construire pour tous. Malheureusement les bénéficiaires de la politique d'exclusion instaurée par Préval, renforcent cette politique suicidaire. Un pays oú le peuple est abandonné, méconnu, humilié, insulté, jamais ne peut obtenir la sécurité, la stabilité et la paix. Toute politique digne de l'humain doit lutter contre la frustration par la pratique de mesures d'intégration sociale. Les préjugés peuvent, dans un minimum de temps maintenir la peur, la crainte, néanmoins viendra le temps où les mythes seront démasqués, abattus et brûlés.

La sécurité et la paix ne peuvent être obtenues par les armes de guerre, par la violence policière et militaire, mais par l'acceptation de cette terrible réalité que **tout homme est un homme.** Ainsi **tout homme est un homme**, implique les mêmes traitements pour tous, les mêmes chances pour tous par l'application de politiques de justice sociale, de sécurité sociale, de sécurité des vies, des biens, bref de sécurité publique.

Fermeture de la mairie du Cap-Haïtien

Jeudi 10 décembre dernier, au Cap-Haïtien, les deux maires adjoints du conseil municipal de cette ville ont scellé les portes de la dite institution. Les deux hauts fonctionnaires de la mairie du Cap-Haïtien ont reproché le président du conseil municipal Michel Sainte Croix d'une gestion autoritaire centrée sur sa propre personne. Ils ont expliqué leur décision de fermer la mairie par le fait que le maire Sainte Croix ait laissé le pays pour la France, emportant les sceaux et les documents de l'administration municipale sans même leur annoncer son départ. Cette routine entachée d'abus d'autorité de la part des maires en Haïti d'écarter les autres membres des conseils municipaux, reste et demeure un dilemme.

Jackson Rateau

Un journaliste photographe bastonné à Port-Au-Prince

Mardi 8 décembre 2009, à la rue Oswald Durand, lors d'une manifestation d'étudiants contre les forces d'occupation onusienne en Haïti, un journaliste photographe Watson Jeudi a été molesté par des agents de la PNH. Le journaliste était en train de photographier quand des agents de l'unité Swat, en poste aux entrées de la faculté de Médecine et de Pharmacie depuis cela des mois, lui ont exigé de remettre sa camera.

En dépit qu'il se soit identifié avec sa carte de presse, les policiers l'ont maltraité et saisi son appareil. Après de violentes altercations et des séances de bastonnade éventuellement, les tortionnaires ont remis la camera à la victime, qu'elle a refusé de récupérer sans son badge évidemment. Par ailleurs, une semaine auparavant, des mesures disciplinaires ont été prises par la hiérarchie de la PNH contre un policier affecté au commissariat de Port-Au-Prince qui avait brisé la camera du journaliste, Evens Saint Félix.

Jackson Rateau

Le port de Miragoâne élevé au rang des ports internationaux

Mardi 8 décembre 2009, une délégation composée d'agents côtiers haïtiens et américains s'était rendue au port de Miragoâne dans le cadre d'une visite d'inspection dont le but serait de constater le respect du code ISC par l'Etat haïtien. Ce code exige la sécurité de tous les ports dans le pays. Détenteur d'un certificat, le port de Miragoâne est admis au rang des ports internationaux, ceci, en dépit des tas d'alluvions qui s'y sont jonchés de toute part. « Le port détient un certificat de conformité. L'Etat haïtien a nommé le port de Miragoâne l'Autorité Portuaire Nationale (APN). Suite à nos évaluations et nos différents progrès, le port est maintenant détenteur de son certificat de conformité d'une validité de 5 ans », a déclaré un des responsables du port de Miragoâne, Hugues Desgranges.

Jackson Rateau

Peut-on combattre la corruption par des slogans?

Par Yves Pierre-Louis

Le mercredi 9 décembre dernier, c'était la célébration de la Journée mondiale de la lutte contre la corruption, en Haïti, l'un des pays placé sur la liste comme étant le pays le plus corrompu du monde. Très peu de chose a été fait pour sensibiliser la population sur ce phénomène qui gangrène la quasi-totalité des institutions du pays. En cette occasion, l'unité de lutte contre la corruption (ULCC), dirigé par Amos Durosier, a profité de l'occasion pour organiser une rencontre avec la presse pour informer la population des différentes activités entreprises dans le cadre de la lutte contre la corruption dans le pays. Selon Amos Durosier, cette journée a été célébrée autour du thème : « NON à la corruption, corruption NON. » Il a promis que ce slogan devrait être placardé à bord des autobus de la société nationale d'Investissement (SONI) pour sensibiliser les autorités du pays sur la problématique de la corruption dans les administrations publiques du pays.

La corruption qui est un délit, est sanctionnée par le code pénal haïtien en son article 137, qui stipule ce qui suit : *« Tout fonctionnaire public de l'ordre administratif, judiciaire ou militaire, tout agent ou préposé d'une administration publique qui aura agréé des offres ou promesses pour faire un acte de sa fonction ou de sous emploi, même juste, mais non sujet à salaire, sera puni de la dégradation civique et condamnée à une amende de la valeur de la promesse agréé ou des choses reçues sans que la dite amende puisse être inférieure à cinquante piastres. »*. Il est clair, c'est la loi qui doit être mise en application pour combattre la corruption et non des slogans. L'expression latine le dit bien : *« Dura lex, sed lex »* la loi est dure mais c'est la loi.

Dans toute société, c'est par la loi qu'on doit réprimer tout comportement jugé indésirable. En Haïti, le phénomène de la corruption a atteint son paroxysme dans toutes les institutions du pays, même celle qui est là pour appliquer la loi. Ces derniers temps, des scandales de corruption de détournement de fonds ont éclaboussé nombre d'institutions et d'entreprises publiques.

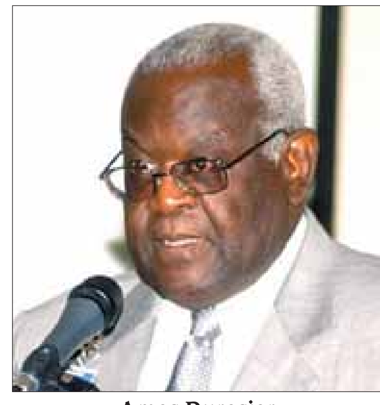
A l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la corruption, des parlementaires sont montés au créneau pour critiquer le comportement des autorités haïtiennes.

Le député Steven Irvenson Benoît a pointé du droit les autorités gouvernementales qui ne manifestent aucune volonté réelle pour faire la lumière sur les dossiers relatifs à la corruption dans diverses institutions étatiques. Il a nommément cité comme exemple le cas de l'ONA impliquant directement son ex-directeur



Le député Steven Irvenson Benoît

général, Sandro Joseph, un grand nombre de parlementaires et d'autres hauts focntionnaires de l'Etat qui refusent de faire la déclaration de leur



Amos Durosier

patrimoine, alors que cela fait plus de deux ans qu'une loi a été votée en ce sens. *« Ce sont ceux-là mêmes qui ont voté la loi contre la corruption qui la piétinent et ce faisant, ils envoient un très mauvais message tant aux Haïtiens qu'aux étrangers. Ce sont peut-être des raisons politiques qui maintiennent en prison l'ex-directeur général de l'ONA, Sandro Joseph, quand on sait que plusieurs autres personnalités indexées pour leur implication dans la corruption, ne font l'objet d'aucune action en justice. »* a fait remarquer le député.

On ne peut pas combattre la corruption sans combattre en même temps le système capitaliste qui de par sa nature est corrompu, il produit des individus corrompus. Outre l'exploitation de l'homme par l'homme, la corruption est un autre credo sur lequel repose le capitalisme. Ce qui se passe actuellement en Haïti, dans les institutions publiques en ce qui concerne la corruption est la conséquence directe du modèle capitaliste.

Ki nimewo, ki nimewo sila a?

Ak Fanfan Latulipe

Lò KEP la parèt ak boul no1 pou pati INITE a, nan vandredi ki te 4 desanm nan, tout mounn met men nan tèt pou rele anmwe. Chantè *Cubano* alatèt Skah Shah parèt, li mande: ki nimewo, ki nimewo sila a? Gaillot Dorsainvil reponn li: *Number one*! Al oun boul papa! Al oun tiraj osò manman! Al oun bòlèt, tonton! Al oun *Number one*, tantin! Sa a, s oun bòlèt tou kuit, byen monte. Sa rele bòlèt vòlè, bòlèt KEP, bòlèt magouy, magouy ki soti nan Palè nasyonal, magouy politisyen san lonè, san diyite. KEP la se kòb li li konnen, se ti monnen an ki fè l mache. Konplo te déjà ranje ak responsab platfòm INITE a ki te gen anvlòp li nan pòch li ak tout nimewo 1 an andedan l. Ki nimewo, ki nimewo sila a ?

Nèg kòmanse babye, nèg kòmanse voye pye, rele bare visye yo nan KEP la ! Mo sal monte, betiz pi sal desann. Lòbèy pete. Dirijan Alternativ yo ki abitye patisipe nan tout konplo rele move kou KEP la «*un nouveau complot* ». Himmler Rébu tonbe pale franse: «*le complot ne passera pas*». Evans Paul dirijan KID vin sonje Sandinis yo ki te gen yon bèl fòmil. Li deplwaye fòmil la, li di : «*No pasarán*, yo pap pase». Marie-Denise Claude pete rele :«Ti Mari pap monte, ti Mari pap desann». Politisyen bwa fouye Victor Benoît fè FUSION avèk Chavannes Jeune/*Christ est ma victoire*, yo deklare yo pap fè yon pa kita, yon pa nago toutotan KEP la pa ba yo yon bon boul.

Ayayay ! Dife nan kay la. *Du feu dans la maison*. Dife nan dèyè tòti a, nan dèyè Gaillot Dorsainvil pou l elimine boul malatchong sa a. Pòtpawòl KEP la, Richardson Dumel, li pale, li depale, li bege, li swe, li bave, li chanje lang li twa fwa, li kabre kesyon kandida yo, li koule lò laprès fann nan wèl li. Li di : «*je ne porterai pas la responsabilité de cette escroquerie, que chaque bourrique braie dans son pâturage*. Prezidan Dorsainvil fòse m di nou : *c'est par pure coïncidence que la plate-forme INITE a eu le même numéro qu'une autre formation politique* », san li pa oze di de ki fòmasyon l ap pale. Finalman, traquée, la bête KEPIste a hurlé et tiraj osò pou bay chak kandida yon nimewo vin ranvwaye pou demen samdi 5 lan. Nan samdi bòlèt tire ankò. Platfòm prezidan Preval la leve ak yon bèl nimewo, nimewo 10.



Dorsainvil prezidan KEP la fè yo konnen, yon zewo devan oubyen yon zewo dèyè pa chanje anyen. Jou eleksyon yo, INITE ap toujou sòti number one

Leve men nou, leve, leve men nou, leve. Tout machann bòlèt ape mande: ki nimewo, ki nouvo nimewo sila a? Tout kandida machann peyi leve men yo anlè ape jemi: ki nimewo sila a ? Li pa *number one* ankò, li *number ten*. Dorsainvil voye fè yo konnen, li toujou number one, yon zewo devan oubyen yon zewo dèyè pa chanje anyen. Jou eleksyon yo, INITE ap toujou sòti *number one*. Men jan Bouki te di l: 40 tchanwo, 40 tchanba, 20 nan mitan fè chan. Préval tchanwo, Dorsainvil tchanba, INITE nan mitan fè chan. Se nan jwèt matematik pou pat rantre ti gason, INITE nan mitan ap toujou fè pi gwo boul bòlèt la.

KEP la gen twou nan manch, mezanmi, prezidan l Gaillot Dorsainvil plen twou nan manch, prezidan Préval li menm se *l'homme trou-manché par excellence*, kandida INITE yo chaje ak twou nan manch, kandida *transfuge* akrèk pou pòs e ki pran woulib abò INITE yo, tout gen twou nan manch, lavalasyen ki pèdi bann yo, ansyen kousen pyese nan MIDH Marc Bazin yo, ansyen Fòd 3 pedal ki lage Fusion yo, politisyen bwa fouye ki vire do ba OPL ki chaje ak opòtinis menm jan ak Paul Denis yo, enpe mounn nan L'UNION ki lage Pastè Chavannes e ki pa kwè pase sa nan Jezi yo, Marie-Denise Claude PDCH-FUSION woulibèz ki monte abò INITE, yo tout gen twou nan manch, twou manti, twou manti ki pa janm fon, twou koripsyon, twou manti, twou santi, twou pou antere yon gwo pati politik ki bay zòt tèt fè mal kwak pati sa a an malmakak. Men wi, mezanmi, bòlèt la tire, 01 de kabès. 01 se li ki sanble ak LESPWA, se li k sanble tou ak INITE : se pase pran m, m a pase rele w, gouden 10 ak 35, 50 kòb ak 2 gouden.

Bòlèt la tire, se 10 ki soti pou INITE. Inite fè 10 sou 10, Preval fè 10 sou 10. MINUSTAH fè 10 sou 10. Tout machann bòlèt ape rele, tout kandida bannnann poban yo, tout kandida po patat yo, tout kandida grenn senk yo, tout kandida grenn siwèl yo, tout kandida bèkfè yo, tout kandida bèksi yo, tout kandida degrenngòch yo, tout kandida blengbendeng yo, tout kandida ti sousou dèyè Premye minis yo, tout kandida malpouwont nan koulwa Palè nasyonal yo, tout ape rele : ki nimewo, ki nimewo sila a ? Dorsainvil fè yo konnen : *d'ordre du Palais national*, se boul 10 la ki bon boul la. Sa k pa kontan, anbake. MINISTAH la pou regle tout kòz. Yo vin nan peyi a, yo gen tan konn gou akasan e yo chaje ak siwo represyon. Omòd akasan, men siwo w: *number ten*.

Ki nimewo, ki nimewo sila a? Nimewo 10, pou ranmase mezi kandida pou depite apatrid, mezi kandida san konsyans pou vin senatè, pou egzekite lòd ki soti nan Palè, konsiy ki soti nan anbasad Papa Loko a; palmantè sanwont, san lonè ki pral dakò pou vote lwa pou vann peyi a ba boujwazi dominiken, pou bay Leonel Fernández plis dwa pou l fè deklarasyon lib e libè sou avni peyi Dayiti. Bòlèt la tire, zewo men 2 kabès. Lavalas fè zewo, l'UNION fè zewo, Platfòm Patriyòt Ayisyen fè zewo, kidonk Himler Rébu fè zewo, gwoupman ALTERNATIVE la ak tout Evans Paul fè zewo. Preval konnnen l anafè ak yon dal zewo, oun pakèt krab, oun bann foli pouvwa, yon ekip gwo van ti vwal, li fè KEP la bay tout mounn zewo, sòf INITE ki fè 10. Preval konnen tou nèg sa yo ki di KEP la fè visye pou INITE, se wont yo pran pou sèvi kòlè. Yo se magouyè parèy li, yo tout ap tounen sou do pye l; dokale yo ap tounen do ba, dodo prezidanm nan, dodomeya pou de kout tafya.

Ou mèt tande sesisela, *tu peux entendre ceci et cela*, tout sa yo ki te fè gwo kòlè, monte kole chemiz yo byen wo, tonbe nan di gwo mo sal, mande pou KEP la reprann tiraj osò a, tout se madigra. Et Préval konnen yo byen. L annik rale younn mete l nan yon komisyon prezidansyèl, oun lòt li mete l konseye, oun lòt ankò li mete l minis, epi tout chen kaka tout chat pise. Préval betize yo paske l konnen tout se madigra. Preval gade yo nan je, epi l di yo : Chal Oska, m pa pè w ; endyen, m pa pè w ; mas kochon, m pa pè w ; Vivi, m pa pè w ; lamayòt, m pa pè w, se mounn ou ye, se kandida ou ye, kandida ki vin fè ladènyè sou pèp la, e tou sa k pa antre nan INITE yo pap sis nan douz la, *ils ne seront pas six dans les douze*.

Ki nimewo, ki nimewo sila a ? Atansyon kandida, atansyon malpouwont, pa di ou pat konnen !

Mobilizasyon ap rapouswiv pou reklame depa KEP la



De manm RONMFL : Choisy Francilome ak Romestil Pierre Melisca nan yon konferans pou laprès

Pandan konsèy elektoral pwoviz-wa Préval/Dorsainvil la ap vanse tètanba pou al fè yon eleksyon bouyivide, pikekole pou pati politik prezidan Préval la "INITE" yo rele Inikite-Titanik, mas pèp la nan 4 kwen peyi a ap mobilize pou mande depa KEP sa a san kondisyon pou rezon sa yo: Fòmasyon KEP la pat reponn ak prensip atik 289 konstitisyon 1987 la, li mete majorite nasyonal la ki regwoupe bò kote Fanmi Lavalas deyò nan pwosesis elektoral la, l ap fè magouy pou fasilite kandida yon sèl pati ki rele INITE, prèv yo parèt byen klè, KEP la bay kanè, okenn kandida Inite pa pran kanè, Inite sòti ak 93 sou 93 kandida pou depite e 10 sou 10 pou pòs senatè yo, malgre tout repwòch ki sòti nan popilasyon an, KEP la pa okipe yo. L ap prepare l pou l òganize eleksyon ofisyèl pou pati Inite.

Pou tout rezon sa yo, KEP Préval/Dorsinvil la pa gen okenn kredibilite, pèp la pa fè l konfyans pou l fè eleksyon onèt ak demokratik nan peyi a. Eleksyon ki pa nan enterè pèp la, ki pap pote anyen pou pèp la. Se nan sans sa a òganizasyon politik Fanmi Lavalas, plizyè òganizasyon viktim Leta boujwa sa a ki la a, òganizasyon sosyete sivil la, òganizasyon peyizan yo nan 4 kwen peyi a deja leve kanpe kont KEP sa a ki fabrike tout pyès kont majorite nasyonal la ak mas pèp la pou kenbe l nan grangou, nan mizè, nan chomaj ak nan fènwa.

Nan yon kominikasyon pou laprès, lendi 14 desanm 2009 la, kòdonatris komite egzekitif Fanmi Lavalas la, Maryse Narcisse lanse mobilizasyon manch long, k ap kòmanse mèkredi 16 desanm lan, nan okazyon 19vyèm anivèsè premye eleksyon lib nan peyi a. « *Nan okazyon 16 desanm 2009 la, yon dat istorik, yon dat ideyolojik, yon dat politik pou pèp ayisyen an, Fanmi Lavalas anonse yon gwo mobilizasyon nan 10 depatman peyi. Se te yon 16 desanm 90 ki charye revandikasyon pèp ayisyen an, dwa pou travay, dwa lasante, dwa aledikasyon, dwa pou tout moun viv tankou moun. 16 desanm 2009 sa a Lavalas nan Lwès, Nò, Nodès, Nòdwès, Latibonit, Sant, Sidès, Sid, Nip, Grandans fè tande vwa nou, yo pa ka achte konsyans nou, yo pa ka achte dwa vòt nou. N ap lanse yon envitasyon espesyal pou Gresye, Leyogàn, Tigwav, Kafou, Matisan, Tibwa, Gran-ravin, Lasalin, Site Solèy, Delma, Petyonvil, Kanapevè, Kriswa, Nazon Fòtowon, Fò-nasyonal, Bèlè, Solino, Taba elatriye, randevou a se devan Pèpetyèl sekou nan Bèlè pou gwo manifestasyon 16 desanm lan».*

Rezo ògàn nasyonal miltiplikatè Fanmi Lavalas (RONMFL) apiye manifestasyon 16 desanm lan, li mande depa KEP la pandan l ap kontinye mobilize pou kolekte siyati yon petisyon kont KEP Préval/Dorsinvil lan. Nan yon konferans pou laprès kòdonatè jeneral RONMFL lan, Romestil Pierre Melisca, te bay lendi 13 desanm nan, pou mande depa KEP desklizyon Dorsinvil la. « *Nou menm* nan RONMFL *nou apiye ak tout fòs nou gwo manifestasyon komite ekzekitif* FANMI LAVALAS *ap òganize jou k ap mèkredi 16 desanm lan, pou mande* KEP **la** *rache manyòk li bay tè a blanch e nou mande tout popilasyon an, nan tout katye popilè yo,* Bèlè, Site Solèy, Granravin, Solino, Kafou, Dèlma, Petyonvil, Taba *elatriye, pote kole pou mande retou fizik Prezidan* **Jean Bertrand Aristide**.

Pandan pwosesis petisyon an ap kontinye pou mande KEP koupyon an rache manyòk li, n ap tou voye yon pinga bay pouvwa Preval/Bellerive, pou di l pèp la *pap aksepte okenn eleksyon malatchong pike kole k ap pote plis mizè ak grangou pou popilasyon an . Nou konnen pifò pouvwa an ayiti sitou pouvwa diktati yo pa vle tande verite, y ap touye w, oubyen kidnape w, oubyen ekzile w. Se nan sans sa a pifò moun k ap revandike pou mas pèp la, sou rejim Preval premyè ak dezyèm vèsyon jwenn lanmo yo, kouwè :*Père Jean Mary Vincent, Père Ti Jean Pierre Louis, Antoine Izmery, Georges Izmery, Me Guy Malary, Jean Dominique, Jean Claude Louissaint, Felix lamy, Père Gerard Jean Juste, Pasteur Molès, Jean Lamy, Lovinsky Pierre Antoine».

Platfòm òganizasyon de baz ak viktim Leta yo (PLONBAVIL), yon òganizasyon tounèf, kote plizyè òganizasyon ki sòti nan mas pèp la ak tout kalte viktim Leta boujwa sa a ki genyen nan tèt li yon prezidan k ap marinen tout kalte konplo ak fòs fènwa reyaksyonè yo, anndan kouwè deyò peyi a ak peyi enperyalis yo lenmi peyi Dayiti kont mas pèp la. Platfòm lan di *: « Jounen jodi a nou konstate prezidan Préval mete sou pye yon KEP mafya pou fè pike kole pou l ka ofisyalize diktati li vle tabli anndan peyi a, pandan li mete majorite nasyonal la ak plizyè pati politik deyò nan eleksyon yo. Lè n konsidere deblozay, lòbèy ki pete nan klèb entènasyonal, kote yo bare manm Inite Titanik lan nan vòlè nimewo, nan tiraj la. Lè n konsidere 26 pati politik pran pozisyon trèklè pou yo pa al patisipe nan maskarad elektoral sa a. N ap pwofite di yo nou pran ak e peyi a pran ak. PLONBAVIL konstate KEP-Préval-Opont-Dorsainvil la pa gen okenn kredibilite ak moralite pou òganize eleksyon kredib, onèt ak demokratik nan peyi a. Se poutèt sa, nou manda KEP restavèk sa a rache manyòk li san pèditan. N ap pwofite mande kominote entènasyonal la pou l pa finanse eleksyon chanpwèl sa yo. Pou n fini, n ap mande popilasyon nan tout kouch nan sosyete a pou yo leve kanpe kont koudeta/elektoral palè nasyonal ap manniganse kont pèp la. Nou mande fòmasyon prese prese yon lòt KEP jan atik 289 konstitisyon 1987 la mande l. Se sèl kondisyon pou gen bon jan eleksyon lib, onèt ak demokratik nan peyi a ».*

Plizyè lòt òganizasyon nan sosyete sivil la, kouwè : KASIL/KONBA ki genyen nan tèt li senatè Nip lan, Jean William Jeanty, nan nòt pou laprès li te li nan plizyè estasyon radyo nan kapital la, mande depa KEP la ki pa enspire pèp ayisyen an konfyans, k ap prepare yon eleksyon pou yon sèl pati politik ki rele Inite-Titanik. Sèten pati politik ki te enskri nan KEP la, pa fè l konfyans, yo kontinye ap reklame depa l.

Donk anpil moun konstate si KEP Dorsinvil la pèsiste nan prepare maskarad elektoral sa a, l ap kondui peyi a pi plis nan yon sitiyasyon makawon, kote gwo peyi enperyalis yo ap jwenn tout kalte pretèks pou kontinye mete peyi a sou titèl yo. Tout pati politik ki pote kole nan maskarad elektoral sa a ap genyen pou bay nasyon an kont, paske kreyon listwa pa gen gòm e listwa pa janm padone moun k ap fè konplo kont peyi l.

Yves Pierre Louis

Pozisyon Aristid sou konjonkti politik la

N ap prezante lektè nou yo, dènye pati entèvyou ansyen Prezidan Jean Bertrand Aristide te bay jounalis Venel Remarais, direktè radyo Solidarite, jou ki te Mèkredi 25 novanm 2009 ki sot pase a, pou klarifye kèk pwen sou konjonkti politik la, an Ayiti, sitou aprè Konsèy Elektoral Preval la (KEP) mete deyò nan pwochen eleksyon yo mas popilè yo espesyalman pati Fanmi Lavalas tankou yo te fè l deja nan mwa avril 2009



Ansyen Prezidan Jean Bertrand Aristide

VR: Prezidan Aristide, si nou ta retounen sou kesyon elektoral la, pwobableman ou enfòme sou sa, gen moun nan fanmi lavalas ki te deziye deja kòm kandida pati a men ki te rejte paske fanmi lavalas pat otorize yo pou yo te patisipe nan eleksyon Avril yo, ki jounen jodi a ap fè fas ak gwo difikilte, difikilte ekonomik, yo presanti pou ale nan eleksyon men sou yon lòt banyè, se sou banyè yon nouvo platfòm ki fòme se platfòm Inite. Eske ou okouran sou sa?

JBA: Wi mwen okouran. Nan kad respè chak sitwayen genyen, menmsi se yon manm Fanmi Lavalas, nou dwe respekte dwa li, jou li vle chanje pou l chanje. Donk se dwa li fò n respekte sa. Mentnan nan kad analiz, e nou obsève sa k ap fèt la a e sa ki kache dèyè li, nou ka di espwa ap fè jou piske li pa delivre. Mannèv pou regwoupe X, Y pou fè inite a, se yon espès "de CONAJEC jan Jean Claude Duvalier" te fè a, eskize mwen, fò m sensè kòm toujou, li pap mennen nou ankenn kote. Sa ba w enpresyon nou redui peyi a a yon afè pouvwa politik.

VR: Eske ou li dènye edisyon jounal Le Matin an?

JBA: non mwen pa li l

VR: se etranj, men li pale menm jan avè ou.

JBA: a bon (li ri), mwen jis an Afrik, mwen wè sa yo wè, yo wè sa mwen wè, donk mwen byen kontan se pa sèlman mwen ki wè l konsa, tanmye. Donk mwen panse nou pa ka redui peyi a a yon afè pouvwa politik ki nan men m fò, m ap fè tout kout gidon pou m kenbe li, pou m pwoteje l ... Men anyen, bagay yo vin pi mal.

VR: Prezidan Aristide, gen moun ki panse gen tèlman pati politik nan peyi a, sa lage peyi a nan yon gwo ying yang kote youn ap goumen avèk lòt, meyè bagay pou ki ta fèt se pou tout moun ale nan yon direksyon, direksyon chanjman avèk yon sòt diyite pou tout moun ta ale nan menm direksyon. Ou pa wè l konsa ou menm?

JBA: Mwen panse an prensip inite a li endispansab paske linyon fè lafòs se sa ki pèmèt nou egziste depi 1804 kòm yon nasyon menmsi nasyon an malad grav, men omwen inite a te pèmèt nou fè 1804. Mentnan si se inite engra, dwèt lonje, moun k ap fè ti kou, gwo kou pa dèyè pou n kenbe yon pouvwa epi pou nou eskli majorite a, en, ... se sa m te wè ki sot fèt nan mwa Avril pase a lè yo mete Fanmi Lavalas deyò. Se jis bay KEP a « le benefice du doute » pou n panse yo vle verifye pati yo, yo vle kwè se mwen ki bay manda a pou Fanmi Lavalas ale nan eleksyon an, lè sa a si gen regwoupman ki bay tèt li non Inite a, se menm Lespwa a, fò pèp la pa bay tèt li manti, Lespwa echwe, se menm Lespwa a ki douko l, ki rele tèt li Inite. Dakò. Kounye a si gen yon manm nan Fanmi Lavalas ki vle ale, jan m te di talè a m ap respekte dwa l paske nou respekte dwa yon sitwayen genyen pou l fè chwa l. N ap ankouraje l rete, e si li ale n ap respekte dwa l. Si se ta vre gen yon platfòm ki rele Inite ki pral ede bagay yo alemye, fòk an menm tan otorite ki dèyè Linite a fò yo respekte dwa majorite a atravè Fanmi Lavalas. Si gen pretèks pou eskli Fanmi Lavalas, lè sa a, sa montre tout sa nou sot di la yo, fò nou pran yo ankò pi oserye paske sinon bagay la pral vin pi mal.

VR: Anpalan sou manda a, gen moun ki di Konsèy Elektoral la ta fè konnen manda sa fò li ta pase nan Konsila Ayisyen, mwen pa konnen si genyen l an Afrik Disid, fò li ta vini nan Ministè Afè Etranjè, yon bagay ki ta kapab konplike. Kisa ou panse?

JBA: Pa genyen Konsila Ayisyen isit an Afrik Disid. Nou te nonmen yon anbasadè pou reprezante Ayiti isit an Afrid Disid an 2004, men lè koudeta kidnapin nan fèt tout swit sa kaba, jiskaprezan pa genyen. An nou koupe kout met nan makout pou nou reponn konsa: 1- nan eta peyi a ye la, se nòmal pou Konsèy Elektoral la verifye papye yo; 2- si kounye a se pa dilatwa k ap fèt, bagay la klase, li klè. Men si se dilatwa k ap fèt w ap wè y ap

Ale nan paj 19

L'événement du 16 décembre 1990 est la raison vitale de notre lutte

Par Roosevelt René, M.E

Tout a commencé en 1990 lorsque le président provisoire d'alors, Ertha Pascal-Trouillot, demanda au Secrétaire général des Nations Unies et à son homologue de l'OEA, l'organisation d'élections pour mettre Haïti sur le chemin de la démocratie sous tutelle. C'était là le premier acte d'une vaste manoeuvre appuyée et même induite par Washington. L'objectif était d'en finir avec l'instabilité politique, de freiner l'exode massif vers les États-Unis, et d'assurer une fois de plus et pour toujours les intérêts stratégiques nord-américains dans cette nation de la caraïbe.

L'économiste néo-libéral Marc L. Bazin allait être le candidat soutenu par la Maison-Blanche et l'oligarchie haïtienne. Il avait été jusque-là fonctionnaire de la Banque Mondiale, un bref laps de temps ministre des Finances sous la dictature de Duvalier et leader du mouvement pour l'instauration de la démocratie (MIDH). Dix autres candidats étaient également en lice, parmi lesquels le tortionnaire duvaliériste Dr Roger Lafontant, mais dans la logique nord-américaine, Bazin n'avait pas de rival. Tout était réglé pour qu'Haïti rejoigne le groupe des fragiles démocraties sous tutelle qui serviraient pendant les années 90 à la mise en place du néo-libéralisme dans la région, avec son dramatique et prévisible coût social.

La lettre de madame Pascal-Trouillot n'était teintée d'aucune ingénuité. On pouvait même y lire entre les lignes l'intention des États-Unis de porter devant le conseil de sécurité une question de politique intérieure concernant l'un des pays membres de l'ONU et de créer ainsi un précédent néfaste. L'ambassadeur de Cuba à l'ONU (qui était un membre provisoire du conseil de sécurité) donna alors l'alerte à ce sujet, et conjointement avec le GRULA (Groupe latino-américain),rejeta toute manœuvre, visant à utiliser une mission des Nations Unies pour suivre le processus électoral haïtien à des fins d'ingérence, étant donné que l'on ne saurait considérer le dit processus comme une situation «qui affecte la paix et la sécurité mondiale»; un argument que l'on manipulait déjà à ce niveau au sein de l'organisme international afin de placer Haïti comme nation à souveraineté limitée.

Cuba et la GRULA travaillèrent alors pour que la mission qui allait être adoptée (au seul niveau de l'assemblée générale) n'inclût pas l'aspect militaire comme on le prétendait, et fût exclusivement limitée à garantir la transparence et l'impartialité des élections, avec l'appui de la population haïtienne, des institutions et des partis politiques du pays. C'est ainsi que la question haïtienne pénétrait sur le tapis parfois dangereux des Nations Unies, dans l'espoir de l'amener jusqu'à la table ronde du conseil de sécurité pour qu'elle ne soit pas enterrée comme en beaucoup d'autres occasions, d'ailleurs, Washington demeurait à l'affût.

Ce qui s'est passé ensuite est connu. Marc L.Bazin, l'homme des Américains, n'obtenait que 12,6% des voix, tandis qu'un prêtre de l'ordre des salésiens, le Père Jean-Bertrand Aristide, s'adjugeait 70%, porté par un surprenant mouvement populaire qui prit le nom de lavalas (avalanche) et qui avait mis en lui ses espoirs les plus chers de justice sociale et de dignité nationale.

Cette victoire du peuple haïtien et l'arrivée au pouvoir du Président Jean-Bertrand Aristide, ont été un coup terrible pour l'oligarchie haïtienne et l'extrême droite du gouvernement des EUA, qui prétendaient faire d'Haïti un paradis d'exploitation économique, de plaisir, d'implantation de casinos, des jeux destinés aux citoyens oisifs, des bordels de luxe et enfin une nouvelle colonie de la Caraïbe.

Cette victoire signifia la fin des intérêts de ces groupes, car elle était un exemple qui pouvait s'étendre au reste de l'Amérique latine et de la Caraïbe. C'est ainsi que l'armée d'Haïti, cette corporation de terroristes et de mercenaire payés de l'étranger avait déclenché un coup d'État, le 30 septembre 1991 contre le Président Jean-Bertrand Aristide, élu à la majorité en 1990. Ce coup d'État a non seulement aggravé à l'extrême tous les acquis de la société haïtienne, tous les espoirs, et toutes les infrastructures du pays, mais il a aussi systématiquement détruit tout ce qui avait été laborieusement construit au cours des sept mois du gouvernement Aristide-Préval.

Le Président Jean-Bertrand Aristide avait exposé clairement son programme de gouvernement: le thème de la justice sociale tenait une place centrale. Mais ce n'est pas tout. La réforme de l'État prévoyait la séparation de la police et de l'armée afin de faire respecter les droits de l'homme, ainsi que le renvoi de certains militaires, ce qui plaçait le Président Jean-Bertrand Aristide sur le banc des accusés. Avant son élection, le Prêtre Jean-Bertrand Aristide, connu pour être en sympathie avec les misérables d'Haïti, avait attendu quatre longues années avant d'accepter de se présenter comme candidat à la présidence et de répondre ainsi aux voeux des masses populaires.

Fils du peuple, le Prêtre Jean-Bertrand Aristide a toujours maintenu des liens solides avec les déshérités d'Haïti et c'est ce qui lui a valu leur soutien. Sa popularité s'était accrue à un rythme vertigineux au point de troubler le sommeil des tontons-macoutes et des secteurs rétrogrades de la nation haïtienne.

Depuis la fin du régime dictatorial et sanguinaire de Jean- Claude Duvalier jusqu'au 7 février 1991, le Prêtre Jean-Bertrand Aristide, «le soleil de la liberté», «l'arc-en-ciel de la libération», «l'étoile qui guide le peuple», comme on se plaît à le dire, a été exposé à des tracasseries de tous genres: menaces, intimidations, tentatives réitérées d'assassinat, et mesures de bannissement. Il était considéré comme l'enfant terrible de la communauté ecclésiastique et un leader politique redoutable. Dans la lutte électorale le candidat de l'Organisation Lavalas, (avalanche) l'espoir des pauvres, prenait le chapeau légal du FNCD. C'était le 16 décembre 1990, et deux mois plus tard, ce prêtre salésien, expulsé de son ordre, craint par les yankees, châtié par le Vatican et condamné à mort par les duvaliéristes, prenait la présidence d'un pays en ruine, ravagé par une misère extrême depuis plusieurs décennies et qui a vécu pendant une trentaine d'années sous l'empire d'une des plus sanglantes dictatures du continent. Une population de 8 millions d'habitants connaît plus de 50% d'analphabétisme, une mortalité infantile de 95 pour mille enfants nés vivants, un système de santé qui n'arrive pas à couvrir les besoins les plus élémentaires, une espérance de vie d'à peine 54 ans; 55% de la population est urbaine et 45% est rurale, privée de systèmes d'approvisionnement en eau potable; 36% des terres sont cultivées et une économie axée notamment sur la manufacture et victime des crimes d'une force armée entraînée par les États-Unis dans l'art du coup d'État militaire.

Le prêtre catholique Jean-Bertrand Aristide au timon des affaires publiques jouait, sans en être trop conscient peut-être, un rôle important pour sauvegarder l'image de marque de l'Église romaine en Haïti. Un théologien de la libération, accédant au pouvoir politique comme chef d'État, a été un événement sans précédent dans le monde. S'il arrive donc tant soit peu à satisfaire les pressantes revendications du peuple haïtien, à réorganiser la médecine et l'éducation, à procéder à une réforme agraire selon les aspirations des paysans, à créer un climat de paix et de démocratie, son nom restera marqué dans l'histoire du pays. Les observateurs estiment que son élection du 16 décembre 1990 servait la cause de la Théologie de la libération, en tant que système d'idées répandu en Amérique latine assez éloignée de l'utopie populaire du royaume des Dieux réservée aux couches les plus défavorisées.

Certains auguraient de la circonspection du Vatican qui affrontait depuis de nombreuses années les mouvements contestataires dans l'Église latino-américaine. D'autres ont fait remarquer qu'il avait ignoré l'action des petites Églises en Haïti, les *ti Legliz* ou Église des pauvres, dans un pays où le pape Jean-Paul II s'était rendu en 1983.

La participation du prêtre Jean-Bertrand Aristide aux élections avait obligé le Vatican à se prononcer sur la présence des prêtres sur la scène politique, où se relèvent plusieurs expériences depuis l'affrontement du Saint-Siège avec les prêtres nicaraguayens, membres du gouvernement sandiniste au Nicaragua. L'action politique des religieux dans la région s'était teintée de nuances les plus diverses depuis les années 1960. Les noms de Camilo Torres (Colombie) et de Gaspar Garcia Laviana (Nicaragua) sont connus parce qu'ils avaient choisi la voie qui semblait la plus éloignée de la pensée de la hiérarchie ecclésiastique: la lutte armée.

Les potentats de l'Église catholique d'Haïti qui traversait une crise jamais enregistrée au cours de son histoire ne savaient plus à quel saint se vouer pour bannir le prêtre-leader du foyer de cette communauté religieuse. A leur avis, le Prêtre Jean-Bertrand Aristide évoluait à contre-courant. La haute instance affichait ouvertement son désaccord avec les prêtres indigènes des Petites Églises dont un certain nombre se réclamaient de la Théologie de la libération, à l'instar des prêtres de l'Amérique latine: au Brésil Leonardo Boff et Frei Betto, au Pérou Gustavo Gutierrez, en Uruguay Juan Luis Segundo, en Equateur Leonidas Proaño, en Colombie le chapelin Camilo Torres, en Argentine Enrique Dussel, au Chili Pablo Richard, au Honduras Nicolas d'Antonio, au Salvador l'Archevêque O. Romero et au Nicaragua, les prêtres Miguel d'Escoto, Ernesto Cardenal et E. Perrales sans oublier, Fernando Cardenal qui était l'un des dirigeants de l'organisation «Les Jeunesses sandinistes du 19 Juillet.» Nombreux sont ceux qui avaient choisi la réflexion théologique et académique comme moyen d'insertion dans la complexe et violente réalité politique du continent.



Le peuple célébrant la victoire du mouvement Lavalas d'Aristide aux élections du 16 décembre 1990

La liste de ceux qui se sont mis au service du changement social peut s'allonger. Citons le Nicaraguayen Uriel Molina et Ignacio Ellacuria le dernier assassiné au Salvador avec cinq jésuites et d'autres appartenant aux différentes organisations, ordres religieux et centres de réflexion sociologique ou théologique. Les accusations de Monseigneur Oscar Amulfo Romero contre la répression au Salvador, interprétées comme signifiant la volonté de Dieu d'être du côté des pauvres, ainsi que sa décision d'être «la voix des sans-voix» en avaient fait la cible des paramilitaires qui l'ont assassiné en mars 1980. Une partie de l'opinion publique pense encore que ce sont ceux-là mêmes qui ont tué les six jésuites à l'Université centre-américaine en novembre 1989.

A chaque fois, le Vatican a réagi de manière différente. Depuis l'avertissement du pape adressé à Ernesto Cardenal au Nicaragua, et celui du cardinal Miguel Obando y Bravo, un opposant déclaré du sandinisme qui a imposé silence aux théologiens et au changement d'évêques dans plusieurs pays. Mais en 1990 c'est Haïti, un des 41 pays les plus pauvres du monde où le catholicisme et le vaudou cohabitent, qui redonne la vie à l'Église des pauvres aussi bien dans les combats des rues contre les vestiges du duvaliérisme que dans les luttes électorales. «Un vote en faveur d'Aristide est un support en faveur de l'Église des pauvres», affirment certains enthousiastes sur le continent. La forme particulière de l'Église des pauvres en Haïti était peu connue; mais il existe des communautés ecclésiastiques de base où la réflexion critique sur la réalité à partir de la foi se fait en créole. Il était certain, assurent les spécialistes, que la seconde victoire d'Aristide aux élections du 26 Novembre 2000 attirerait une nouvelle fois l'attention du continent sur ce courant religieux.

L'expérience du soutien de l'Église aux élections brésiliennes n'est pas à négliger, et même si elle avait perdu elle a rassemblé des forces populaires autour d'un projet politique perçu comme une voie vers la concrétisation de leurs croyances, aussi bien sociales que religieuses.

Les contradictions entre l'Église catholique et le duvaliérisme en Haïti sont historiques. En 1961 le dictateur François Duvalier fût excommunié par le Pape Jean XXIII pour avoir expulsé du pays l'archevêque F. Poirier et l'évêque Rémy Augustin; ce dernier ayant été détenu durant 14 heures, sous prétexte qu'il avait soutenu les activités des étudiants «ennemis du gouvernement».

Entre cette année et 1969 le régime de Duvalier avait déporté pour des raisons politiques 20 prêtres catholiques; un autre partit en exil à Saint-Domingue, un deuxième fût destitué et un troisième révéla ses intentions de renverser la dictature par les armes. Ils fûrent tous déclarés indésirables et dangereux pour la sécurité de la nation. En 1969 Duvalier exprima sa volonté d'épurer l'Église pour neutraliser ce qu'il appelait son influence subversive sur la jeunesse.

Au cours de la Conférence du Conseil épiscopal latino-américaine (CELAM) tenue à Puebla, au Mexique, en janvier 1979, on a constaté un écart entre la hiérarchie et les bases de l'Église catholique haïtienne, la première associée au pouvoir duvaliériste et l'autre dénonçant ses crimes. A cette occasion des curés haïtiens résidant aux États-Unis et au Canada avaient dénoncé dans un document le régime et l'Église, et avaient accusé Washington, la Grande Bretagne, la France, la République Fédérale d'Allemagne et Israël d'apporter un soutien économique, diplomatique et militaire à la dictature.

Ce n'est que peu avant la visite du pape en Haïti, en 1983, que la hiérarchie catholique s'est décidée à défier le gouvernement de Jean-Claude Duvalier, dans une lettre pastorale où elle dénonçait implicitement le climat de répression instauré dans ce pays. Les catholiques haïtiens ont eu une part décisive dans le renversement du régime de Jean-Claude Duvalier, de l'avis des témoins et des spécialistes. L'Église des pauvres a été un facteur de rassemblement et de canalisation de la révolte populaire spontanée.

Depuis cette date Jean-Bertrand Aristide (titid pour ses partisans) s'était affirmé Leader de la (Petite Église) «l'Église des petits et des humbles», qui constitue aujourd'hui une force politique dont il faudra tenir compte à l'heure de la vérité dans ce pays des Caraïbes.

Suite à la page (16)

Premier échec des Plateformes politiques face à l'Unité

Par Catherine Charlemagne

Après le méli-mélo du tirage au sort organisé la semaine dernière par le Conseil Electoral Provisoire (CEP) en vue d'attribuer un numéro à chacun des partis ou plateformes politiques les autorisant à mener campagne pour les joutes électorales du 28 février prochain, certains pensaient que le processus allait être bloqué ou, à la rigueur, retardé. Le quasi flagrant délit de fraude constaté lors du premier tirage au sort donnait en effet un alibi doré aux grandes plateformes et aux partis politiques pour contester de manière légitime les responsables du CEP en les mettant devant le fait accompli de leur irresponsabilité. L'affaire était tellement évidente et la contestation des leaders politiques tellement juste que même le CEP et la plateforme politique du Président de la République ont dû reculer en acceptant de procéder à un nouveau tirage au sort.

C'est une première dans les annales de cet organisme de revenir sur sa décision. Même sans grand espoir, beaucoup de gens s'attendaient à ce que le processus soit retardé tant la volonté du pouvoir de tout faire afin d'accaparer le scrutin est manifeste. Lorsqu'en ce vendredi 4 décembre 2009 tous les principaux responsables politiques crient au scandale et prennent la décision d'interrompre ou de ne cautionner leur participation à ces élections nationales qu'au renvoi ou à la démission de l'actuelle équipe dirigeante du CEP, tout le monde disait voilà enfin une décision politique raisonnable face à un pouvoir qui pense pouvoir tout se permettre.

Même avec la plus grande prudence, certains croyaient que ces responsables politiques iraient jusqu'au bout de leur raisonnement, ce d'autant plus que, pour une fois, ils étaient soutenus par une bonne partie de la société constatant comme eux, le « hold-up » électoral qui se prépare. Mais une fois de plus, tous se sont dégonflés devant la toute puissante machine de l'Unité qui, par un mouvement de prestidigitateur dont seule Haïti a le secret, a transformé une rébellion en soutien politique.

Le lendemain du jeu de hasard dans tous les sens du terme, s'agissant d'un tirage au sort à la manière d'une loterie, la quasi totalité des partis et plateformes politiques qui avait déserté le *Club International* où se tenait le spectacle était revenu prendre place et ce, pour encourager le CEP à poursuivre le processus s'il le faut, sans la présence des « grands partis ». Alors qu'au même moment ceux qui criaient hier au loup tergiversaient entre eux et devant la presse, au local de Fusion, sur la position qu'ils doivent garder face à l'appétit du pouvoir.

Finalement, le cœur serré et pour la galerie, certains votaient pour le boycott si la présidence de la République ne renvoyait pas l'actuel Conseil Electoral. Mais en coulisse, c'était autre chose. Sans attendre, en effet, à ce que l'affaire tourne publiquement en « eau de boudin » deux jours plus tard, ils négociaient en secret leur retour dans le processus. Pendant ce temps, le CEP était pris d'assaut par des petits leaders opportunistes et sans base électorale à l'image d'un Me Osner Févry, patron contesté d'une branche de PDCH qui suppliait les autres de revenir. Sinon, dit-il, « *Ils seront de grands perdants. Ils ont tout à perdre et rien à gagner en boudant les élections* ».



Comment les dirigeants de la Fusion des Sociaux Démocrates et de la plateforme « Alternative » peuvent-ils expliquer la candidature au Sénat d'un vieux crocodile comme Serge Gilles, alors même que des jeunes cadres du parti ont été purement et simplement mis au placard ?

L'on reconnaît là, quelqu'un trouvant une occasion d'exister politiquement et médiatiquement. Profitant de la confusion, l'Unité a eu le temps de transformer son numéro 1 en numéro 10. Un vrai coup de maître, une fois de plus, avec un CEP ne se souciant guère de la suite des événements puisque le troisième homme qu'est la Communauté internationale, présent depuis plus de vingt ans dans le paysage politique et institutionnel haïtien n'est pas intervenu ou du moins a appuyé le chef de l'Etat dans sa démarche de regroupement des partis.

Ainsi, trois jours après leur décision de boycott, les principales plateformes politiques mettent la pédale douce en assouplissant leur position vis-à-vis du pouvoir en déclarant qu'elles contestent seulement l'arbitre (CEP) mais elles n'abandonnent pas pour autant le terrain, en clair, elles iront aux élections en respectant toutes les décisions de l'arbitre en fait, le CEP. Car, la position médiane que les chefs de partis pensent pouvoir faire avaler à la population ne tient pas. C'est ou bien les partis et plateformes politiques boycottent les élections et restent donc en dehors de l'ensemble du processus ou bien ils jouent le jeu et respectent tous les règlements et dans ce cas, la plateforme présidentielle peut se féliciter d'avoir gagné la première bataille en attendant de gagner la guerre.

En fait, que recherche le chef de l'Etat si ce n'est à faire avaliser

Suite à la page (15)

La situation d'Haïti cinq ans après l'invasion du pays par l'ONU

Interview d'un collaborateur haïtien de Vive TV, Etan Dupain, par les membres de l'Ecole nationale Florestan Fernandez (Brésil)*



Depuis l'arrivée de l'ONU, il y a plus de faim, la dette externe a augmenté, une campagne de dénigrement contre le pays s'est ouverte pour éliminer une des Histoires les plus importantes au monde

Quelle est la réalité des jeunes haïtiens aujourd'hui?

Etan Dupain - Cela fait 205 années qu'existe la République d'Haïti, pays ayant vécu une des premières révolutions au monde et cité en exemple dans le combat contre n'importe quel pouvoir impérial dans le monde. Aujourd'hui la situation des jeunes est très difficile et triste pour les suivantes raisons : l'influence du capitalisme, le déracinement culturel, fruit des différentes occupations militaires et esclavagistes de la France, des États-Unis et de l'ONU avec le soutien continu de l'Église, centre de toutes les activités. Nous sommes libres car nous ne sommes plus dans les campagnes à travailler en tant qu'esclaves mais nous restons esclaves dans nos têtes car l'Église enseigne au peuple que le ciel est plus important que la famille, le pays. Tout ça, n'a aucune valeur, il faut lutter pour sauver ta vie et c'est tout. C'est cela la base de notre société.

La majorité des jeunes n'ont pas la possibilité d'étudier, l'État applique une politique conservatrice et religieuse où l'Église est responsable de l'éducation à tous les niveaux. Sur dix enfants qui ont la possibilité de suivre l'école primaire et le secondaire, seuls 2 ou 3 parviennent à entrer à l'université, alors que l'éducation de tous est un besoin fondamental dans n'importe quel pays. Actuellement, la jeunesse est opprimée par la classe politique dominante, la bourgeoisie et l'Église. Mais il ne faut pas oublier que Haïti est un pays qui a de l'avenir, 50% de la population ayant moins de 25 ans.

Quelles sont les conséquences de la présence des troupes de l'ONU en Haïti?

Etan Dupain -En premier lieu, dans toute l'histoire du pays depuis 1804, nous n'avions jamais connu de cas de torture. Après l'arrivée des militaires onusiens (Minustah) en 2004 ils ont commencé leur "programme", un programme qui consistait à organiser les troupes pour faire pression sur les familles pour gagner de l'argent, et "revaloriser" le pays en lui donnant une image de pays criminel, et en même temps assurer la présence étrangère sur la terre de Jean Jacques Dessalines, Boukman et Toussaint Louverture.

Les scandales continuent, et aujourd'hui c'est le quotidien des Haïtiens. Un général brésilien, membre des forces de l'ONU s'est suicidé après l'ouverture d'une enquête sur une grande quantité d'argent retrouvé frauduleusement sur son compte bancaire. Ce genre de choses est permis par le terrorisme légal des Nations Unies qui n'accomplissent pas leur mission d'organisation de paix dans le monde mais qui garantissent la mainmise des grands capitaux transnationaux et qui légitiment la violence des grandes puissances mondiales.

Depuis l'arrivée de l'ONU, il y a plus de faim dans le pays, la dette externe a augmenté, une campagne de dénigrement contre le pays s'est ouverte pour éliminer une des Histoires les plus importantes au monde. Il y a plus de prostitution, de viols de garçons et de filles par les soldats de l'ONU, la privatisation de ce qui restait de services publics, ce qui est fondamental pour étendre l'impérialisme et l'approfondir. Il y a également une surexploitation des ressources naturelles par des entreprises étrangères plus particulièrement du Canada, des États Unis, de la France et du Brésil, qui crée une dépendance du pays à tous le niveaux.

Comment les jeunes haïtiens s'organisent-ils?

Etan Dupain - Il y a très peu de mouvements sociaux en Haïti, mais il y a de nombreuses formes d'organisation. Par exemple, j'ai été membre d'un mouvement social qui s'appelait SODA, mouvement de travailleur de base. Le mouvement s'occupait de 7 écoles totalement gratuites et portait des projets d'élevage de volaille. On travaille avec les enfants de la rue aussi. Une autre organisation importante est PAPDA, qui lutte pour l'élimination de la dette externe du pays. Mais comme je l'ai déjà dit, nous sommes dans un processus extrêmement complexe, avec l'oppression de la bourgeoisie et de l'Église, 100% des Haïtiens parlent KREYÒL (créole), mais l'école et l'État nous obligent à parler français, une langue qu'à peine 15% de la population pratiquent. Tout ça ce sont des formes de répression que la jeunesse haïtienne vit aujourd'hui.

Nous devons expliquer quelque chose de très important à propos de la présence de nombreux pays en Haïti. Dans la seule ville de Rio de Janeiro, il y a plus de violence qu'en Haïti, au Pakistan, à New York, Buenos Aires, en Colombie, tous ces lieux ont plus de faits de violence qu'en Haïti tout entier. Alors pourquoi y a-t-il des soldats en Haïti ? L'ONU travaille-t-elle pour la paix ou pour les intérêts du capital ?

C'est certain, en Haïti ils ne voient qu'un nouveau marché, la richesse naturelle, l'eau, le gaz, matière première pour l'exploitation, et ils convertissent donc le pays en un véritable marché et nous font consommer des produits transgéniques.

Avec l'occupation militaire, des leaders importants ont visité Haïti au nom du développement, mais le travail de ces messieurs a été en fait de trouver des espaces pour exploiter toujours plus l'économie haïtienne et la population. Le résultat final c'est que cinq des plus importantes multinationales du monde sont présentes dans le pays et contribuent à l'augmentation de la misère et de la violence. Tous les moyens de production sont privés et à tous les niveaux, il n'y a donc aucune possibilité de véritable développement.

Quel message souhaites-tu adresser aux jeunes brésiliens?

Etan Dupain - Aujourd'hui le Brésil est le nouvel empire sud américain, on peut le voir par exemple avec ce qui se passe en Haïti ou au Paraguay. Cela nous montre la véritable nature du gouvernement et de la bourgeoisie de ce pays qui est impérialiste et criminelle. Ils continuent d'assassiner les haïtiens depuis cinq ans et d'exploiter un pays voisin comme le Paraguay. C'est un pays où 22% de la population contrôlent toutes les richesses, un pays qui est la cinquième puissance économique du monde mais où la majorité du peuple continue de vivre dans la misère et sans terre.

La jeunesse brésilienne doit bien regarder avec attention la trajectoire de la classe politique de la bourgeoisie du Brésil aujourd'hui. Quand le Brésil investit 20 à 30 fois plus pour la préparation d'une force armée que pour l'éducation, c'est un message clair et objectif donné par ce petit groupe de puissants.

Il faut regarder également le rôle du Brésil dans la protection des capitaux internationaux et de l'impérialisme. Si ces jeunes sont de véritables brésiliens et brésiliennes, ils doivent lutter pour éviter que le Brésil ne devienne un nouveau pouvoir impérial fasciste.

Au nom de Dessalines, Boukman, Che Guevara, Toussaint Louverture, Martin Luther King, Simon Bolivar et de tous les vrais peuples du monde, la lutte continue jusqu'à l'élimination de l'impérialisme et la victoire finale. Vive Haïti libre et indépendante. Que vive l'humanité.

***Etan Dupain** est membre de l'École Populaire Latino-américaine de Cinéma et de Télévision et est également collaborateur social de Vive TV.

Traduction : Grégoire Souchay
La revolucion vive
7 décembre 2009

Lawyers Worldwide Warn Against Danger of "Electoral Charade" in Haiti

By Kim Ives

This past week saw outcry from legal professionals around the globe against the election fiasco unfolding in Haiti after the Provisional Electoral Council's exclusion of former President Jean-Bertrand Aristide's Lavalas Family party (FL) and 13 others from parliamentary elections set for Feb. 28 and Mar. 3, 2010.

On Dec. 11, the *Miami Herald* published an Op-Ed in which lawyers Brian Concannon, Jr. and Ira Kurzban urged the Obama administration, the United Nations (UN) and the Organization of American States (OAS) "*to step up and head off this disaster by refusing to finance the electoral charade.*" With Washington's support, the UNDP promised, prior to the widely-condemned exclusions, to provide $18 million for the election.

Saying the unjustifiable disqualifications were without "*constitutional legitimacy,*" Concannon and Kurzban note that the Provisional Electoral Council or CEP "*tried the same thing earlier this year, and got away with it*" when it excluded the FL from partial Senate elections held in April and June.

The U.S. and U.N. both initially criticized FL's exclusion last spring, but then backtracked and supported the massively boycotted elections, which drew less than 5% participation according to most independent estimates. "*By dropping their principled objections to the April election's flaws, the international community gave the [CEP] a green light to keep excluding the government's political rivals,*" Concannon and Kurzban conclude.

Also on Dec. 11, the International Association of Democratic Lawyers (IADL), which assembles lawyer committees from 90 countries, wrote to UN Secretary General Ban Ki-moon to warn that UN approval of next February's elections could result in popular protest, which the UN has often suppressed with lethal violence. This warning comes just days before thousands are expected to march through Port-au-Prince on Dec. 16, the 19th anniversary of Aristide's first landslide electoral victory in 1990. That demonstration will target the latest election exclusion.

IADL members have a mission, their website explains, to protest "*racism, colonialism, and economic and political injustice wherever they interfere with legal and human rights, often at the cost of these jurists personal safety and economic well-being.*"

While we do not recognize the legitimacy of the occupation force's UN Charter-violating mandate in Haiti nor its right to arbitrate Haitian affairs, we think the IADL's letter to Ban Ki-moon does a good job of exposing how the UN is trampling the goals and terms of conduct set forth in its own mandate by supporting the "*flawed elections*" now underway. It also articulates the frustrations and alarm of most Haitians about the planned elections. We reproduce the letter in its entirety because it has not previously been published.

International Association of Democratic Lawyers

Rue Brialmont 21
1210 Brussels, Belgium
www.iadllaw.org

December 11, 2009

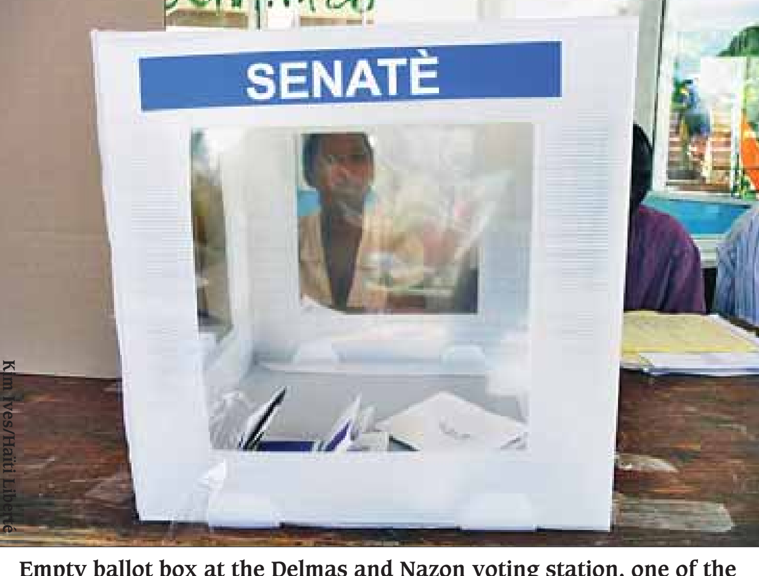
Ban Ki-moon
Secretary-General
United Nations
First Avenue at 46th Street
New York, NY 10017

Dear Secretary General Ban Ki-moon:

We are writing to urge the United Nations, including the UN Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH) and the UN Development Programme (UNDP) to fully comply with the Universal Declaration of Human Rights and the MINUSTAH mandate by withdrawing all support for the upcoming Parliamentary elections in Haiti scheduled for February and March 2010 until the Haitian government demonstrates that the elections will be fair and inclusive.

Haiti's Provisional Electoral Council (Conseil Electoral Provisoire or CEP) disqualified 14 of the 69 parties that registered for the elections, including Haiti's most popular party, Fanmi Lavalas (FL). This decision threatens not only Haiti's democracy and stability, but billions invested in the peacekeeping mission financed by the international community. The United Nations (UN) should act swiftly and resolutely to end this charade.

The CEP lacks a sound legal basis for the disqualification of FL and other parties from voters' ballots. The CEP claims that the excluded parties failed to submit the proper registration documents. For Fanmi Lavalas (FL), the Council claims that a mandate sent by the party's exiled leader, former President Jean-Bertrand Aristide, from South Africa, is not authentic. FL presented an original mandate, authenticated by a Haitian notary. Dr. Aristide sent a fax of the mandate directly to the CEP, and confirmed its authenticity in an interview with a Haitian radio station. This mandate more than complies with the flexible mandate requirements of Haitian law, set forth in article 1749 of Haiti's Civil Code. The CEP has not cited any law that justifies its exclusion of FL.



Empty ballot box at the Delmas and Nazon voting station, one of the capital's largest, on June 21, 2009. That run-off election, like the April 19th first round, was massively boycotted due to the CEP's exclusion of the Lavalas Family party, Haiti's largest.

Political parties across the spectrum have condemned the political parties' exclusion as illegal, as have Haitian human rights groups and lawyers' organizations. Virtually no organization in Haiti, other than the ruling party, its allies, and members of the international community, support the CEP's exclusion.

The CEP not only lacks a good reason for its decision, it also lacks legitimacy to do so. The Council is a Provisional Council chosen by Haiti's President, René Préval, from nominees presented by civil society organizations also chosen by President Préval, not the independent Permanent Council required by Haiti's 1987 Constitution.

Unjustified exclusion of FL and other parties violates Haitians' right to vote in free and fair elections as guaranteed by Haiti's Constitution and international law including Article 21 of the UN's Universal Declaration of Human Rights. Without expressing principled objection to the Council's decision, the UN will be complicit in a violation of Haitian citizens' right to vote and in direct contravention of MINUSTAH's mandate to "*support the political process under way in Haiti, . . . promote an all-inclusive political dialogue*" and assist the Haitian government in holding "*elections consistent with Haiti's constitutional and legal requirements.*"

We are also concerned with the ability of MINUSTAH to respond effectively and legally to the demonstrations that are almost certain to occur if these illegal elections proceed. We note the many credible allegations of excessive and even lethal force by MINUSTAH soldiers in crowd control situations, including the shooting of a bystander outside the memorial service for Rev. Gérard Jean-Juste on June 18, 2009, and the shooting in Grande Goâve on November 10, 2009. MINUSTAH's ability to respond to demonstrations will be increasingly compromised if Haitian voters perceive that the UN is complicit in the flawed elections through its financing of them and other support.

Democracy and development in Haiti can only proceed through fair, inclusive elections. The United Nations should set an example worthy of its Universal Declaration of Human Rights by refusing to support, in any way, the current elections unless the CEP includes all properly-registered political parties and runs fair, credible elections.

The International Association of Democratic Lawyers, and its affiliates in 90 countries, will continue to monitor the organization of elections in Haiti, and the response of UN entities to the elections and to related demonstrations. We would be happy to answer any questions you might have about this letter, and look forward to hearing from you about UN efforts to ensure that Haiti's upcoming elections are worthy of UN support.

Sincerely,

Jeanne Mirer, Esq.
President

cc: **Hédi Annabi,** Special Representative of the Secretary-General and Head of Mission, MINUSTAH

Luiz Carlos da Costa, Principal Deputy Special Representative of the Secretary General, MINUSTAH

Kim Bolduc, Deputy Special Representative of the Secretary-General and Humanitarian Coordinator, MINUSTAH and Resident Representative in Haiti, UNDP

L'« ARRIÈRE-COUR » S'ÉMANCIPE WASHINGTON A-T-IL PERDU L'AMÉRIQUE LATINE ?

Par Janette Habel

Cet article a été publié dans le Monde Diplomatique du mois de Décembre 2007. Deux années plus tard, il reste encore d'actualité dans le cadre de l'agressivité de l'administration d'Obama pour reprendre le contrôle de l'Amérique latine avec l'ouverture de sept bases militaires en Colombie, sans oublier le dernier coup d'état au Honduras et la politique d'exclusion électorale des masses populaires haïtiennes. C'est dans cette optique que nous avons choisi de le reproduire pour l'édification de nos lecteurs. **(HL)**

Pourquoi l'ambassade américaine à Caracas a-t-elle ouvert une série de « consulats satellites » dans cinq Etats du Venezuela producteurs d'hydrocarbures ? Pourquoi le Pentagone tente-t-il de réactiver l'aéroport militaire Mariscal-Estigarribia, dans le Chaco paraguayen, à quelques dizaines de minutes de vol de la Bolivie ? Depuis la fin des années 1990, Washington est bousculé en Amérique latine. Le projet de grand marché de l'Alaska à la Terre de Feu, la Zone de libre-échange des Amériques, n'a pas abouti. En lieu et place sont apparus des gouvernements de gauche, modérés ou radicaux, une alliance énergétique Venezuela-Bolivie-Argentine, une Banque du Sud, faisant pièce au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, l'Alternative bolivarienne des Amériques (Bolivie, Cuba, Nicaragua, Venezuela), l'ébauche d'un « socialisme du XXIe siècle » à Caracas, La Paz et Quito... Washington tente d'endiguer cette émancipation en promouvant de nombreux traités de libre commerce, en légitimant un « droit d'ingérence démocratique » et en renforçant la coopération militaire au nom de la guerre contre le terrorisme et le narcotrafic, en défense de... la démocratie de marché.

« L'Amérique latine est un continent perdu. » L'affirmation est de Moises Naim, directeur de la revue Foreign Policy. Moins catégorique, le président de l'Inter-American Dialogue, Peter Hakim, n'en formule pas moins la même inquiétude lorsqu'il se demande : « Washington [est-il] en train de perdre l'Amérique latine (1) ? » Depuis une décennie, les Etats-Unis ont essuyé de nombreux revers dans cette partie du monde. Le rejet des politiques néolibérales a porté au pouvoir des coalitions de gauche, radicales ou modérées, marquant à des degrés divers leur indépendance. En avril 2002, le coup d'Etat contre le président vénézuélien Hugo Chávez a échoué. Depuis, la force du mouvement indigène a porté M. Evo Morales au pouvoir en Bolivie malgré les pressions du département d'Etat. Bien qu'exerçant des pressions de toute sorte, les Etats-Unis n'ont pas davantage pu empêcher l'élection de M. Daniel Ortega au Nicaragua ou, en Equateur, celle de M. Rafael Correa (2). Alors, intervenir de façon plus musclée ? L'échec de l'expédition irakienne rend peu probable, au moins pour un temps, un engagement militaire direct sur un autre front.

Pourtant, en dépit du rejet croissant dont il est l'objet, l'essentiel du cadre néolibéral demeure en place. Certes, lancée en grande pompe par M. William Clinton, lors d'un Sommet des Amériques, tenu à Miami, fin 1994, la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA, en espagnol ALCA), grand marché américain prévu de l'Alaska à la Terre de Feu, n'a pu voir le jour. Mais, d'après M. Carlos Gutierrez, secrétaire américain au commerce, les entreprises américaines ont investi 353 milliards de dollars en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2005. Leurs filiales y emploient un million six cent mille personnes. En 2006, les exportations américaines ont augmenté de 12,7 % et les importations de 10,5 %.

L'échec de la ZLEA ne doit pas masquer les progrès des accords bilatéraux ou multilatéraux, en particulier à travers les traités de libre commerce (TLC) (lire « Fraude médiatique au Costa Rica »). Car l'attrait du marché américain constitue un atout puissant : « Notre pays doit trouver dans les relations avec tous les pays du monde, et particulièrement avec les Etats-Unis, la force que sa taille ne lui donne pas », affirme ainsi le ministre uruguayen de l'économie, séduit par un TLC avec les Etats-Unis, dont l'une des conséquences serait un conflit avec le Marché commun du Sud (Mercosur), ce qui ne déplairait pas à Washington. Fussent-elles classées au centre gauche, les élites latino-américaines sont promptes à capituler devant l'offensive néolibérale.

Au fil du temps, le champ politique des TLC s'est élargi. Une nouvelle étape dans l'intégration continentale – version nord-américaine – a été franchie le 23 mars 2005 à Waco (Texas). Le Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) nord-américain consacre la création d'une communauté économique de sécurité entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Pour le juriste Guy Mazet, « la nouveauté de cet accord réside dans l'introduction de la notion de sécurité dans la logique des processus économiques et commerciaux, et dans l'institutionnalisation du pouvoir des entreprises et du secteur privé s'imposant aux politiques publiques (3) ».



De gauche à droite: Evo Morales, Manuel Zelaya, Daniel Ortega, Hugo Chavez et Rafael Correa



Le président Barack Obama au cours d'une visite au Pentagone

On peut s'interroger sur la légitimité juridique de cet accord négocié en marge des parlements nationaux. « Le secteur privé passe par le cadre international pour obtenir une influence plus grande sur les politiques nationales », constate Mazet.

Le chercheur américain Craig Van Grasstek a établi que tous les pays latino-américains ayant rejoint la coalition des volontaires (coalition of the willing) en Irak bénéficient d'un TLC avec les Etats-Unis. C'est également le cas de ceux qui – la Colombie, l'Equateur avant l'élection de M. Correa, le Pérou, le Costa Rica, le Guatemala –, en Amérique latine, ont quitté le groupe des vingt (G20) (4). La publication par le journal El País du procès-verbal des conversations entre MM. George W. Bush et José María Aznar (5), en février 2003, révèle la brutalité du chantage du président américain à l'égard des pays réticents à appuyer une intervention militaire en Irak. « Ce qui est en jeu, c'est la sécurité des Etats-Unis, déclarait alors M. Bush. Lagos [le président chilien] doit savoir que le TLC avec le Chili attend sa confirmation au Sénat. Une attitude négative pourrait mettre en danger sa ratification. »

Une domination plus consensuelle

De même, Mme Michelle Bachelet, pourtant partisane d'un partenariat stratégique avec Washington, est exposée à des sanctions, au motif que le Congrès chilien a ratifié le traité créant la Cour pénale internationale (CPI) et ne veut pas garantir l'immunité des soldats américains devant cette juridiction. L'aide militaire pourrait être suspendue. Le Chili devrait alors régler une somme importante au Pentagone pour entraîner ses militaires au pilotage des F-16 qu'il vient d'acquérir. Le Brésil, le Pérou, le Costa Rica, l'Equateur, la Bolivie et l'Uruguay ont vu leur entraînement militaire et leurs programmes d'aide suspendus pour les mêmes raisons.

L'effondrement soviétique a contribué à donner à la rhétorique démocratique de Washington un grand crédit. Le temps semble révolu où, dans le sillage de Ronald Reagan, Jeane Kirkpatrick polémiquait contre M. James Carter en l'accusant d'avoir, en parlant de « droits de l'homme » à tort et à travers, miné l'assise de régimes autoritaires non communistes pourtant « plus compatibles avec les intérêts américains ». Avec l'essor du libéralisme, la conviction que la discipline imposée par la mondialisation et le marché limite tout risque de dérapage « populiste » s'est imposée. Comme le constate le chercheur William I. Robinson, on peut, en brandissant la bannière de la démocratie, « pénétrer la société civile afin de garantir le contrôle social » par des formes de domination plus consensuelles. « Les stratèges américains sont devenus de bons gramsciens comprenant que le lieu réel du pouvoir est la société civile (6) », à condition toutefois de la fragmenter en groupes et en communautés aux intérêts divergents.

Un consensus s'est établi peu à peu au sein de l'Organisation des Etats américains (OEA) après les attentats du 11-Septembre : la défense de l'ordre démocratique va de pair avec le droit d'intervention contre toute « altération » de cet ordre. L'adoption (par acclamations) de la charte démocratique de l'OEA, en 2001, a résumé cette ambition sous l'œil vigilant du secrétaire américain à la défense Donald Rumsfeld. La préservation de la démocratie, y compris par la force, n'est pas une idée nouvelle. Ce qui l'est davantage, c'est qu'elle est désormais partagée par certains secteurs de la gauche au nom du « droit d'ingérence humanitaire ».

Mais le rôle de l'OEA est devenu plus complexe du fait des nouveaux rapports de forces sur le continent. Le fait que toutes les menaces envers la démocratie ne sont pas traitées à égalité provoque des tensions. Lors de la trente-septième assemblée générale de l'organisation, réunie au Panamá en juin 2007, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a demandé l'envoi au Venezuela d'une commission d'enquête afin d'analyser les raisons du non-renouvellement par le gouvernement de M. Chávez de la concession (arrivée à échéance) de Radio Caracas Televisión (RCTV). Cette proposition fut rejetée, et la secrétaire d'Etat, isolée, dut quitter la réunion.

Face aux difficultés des relations multilatérales, l'administration américaine compte sur ses propres relais : les organisations non gouvernementales (ONG) et les fondations. L'Agence américaine pour le développement international (United States Agency for International Development, Usaid) en est le pivot, notamment pour les aides financières. Elle est « l'instrument le plus approprié lorsque la diplomatie est insuffisante ou que l'utilisation de la force militaire présente des risques », déclarait M. Andrew Natsios, son administrateur, le 8 mai 2001. Ce constat s'applique parfaitement au Venezuela, où l'Usaid finance de nombreuses initiatives et où les democracy builders (« constructeurs de démocratie ») sont à pied d'œuvre. L'Institut républicain international (IRI), dirigé par M. John McCain, candidat à la Maison Blanche, fait partie des cinq ONG qui attribuent les fonds de l'Usaid à des organisations et à des programmes politiques de l'opposition vénézuélienne.

Ainsi, après le coup



De gauche à droite : Obama, Bush et Clinton

d'Etat avorté de 2002 contre M. Chávez, que M. Bush avait entériné, le département d'Etat a créé à Caracas un bureau de la transition dont l'un des objectifs déclarés est d'« encourager la participation des citoyens au processus démocratique ». La « résistance non violente » est présentée comme la méthode la plus efficace pour déstabiliser des gouvernements, prélude à leur renversement.

On peut s'interroger sur l'objectif réel de la campagne de « défense de la liberté d'expression » au Venezuela et sur l'instrumentalisation politique des revendications séparatistes de l'opposition de droite qui, en Bolivie, contrôle quatre départements (Santa Cruz, Beni, Pando, Tarija) et bloque les travaux de l'Assemblée constituante. « Une droite raciste, séparatiste, violente et antidémocratique », commente le vice-président bolivien Alvaro García Linera. Que les gouvernements du Venezuela, de la Bolivie et de l'Equateur aient repris le contrôle de leurs ressources stratégiques – pétrole et gaz –, pour les deux premiers à travers des nationalisations partielles, cela n'est pas étranger à l'attitude de Washington.

Quant à Cuba, alors que M. Bush a encore renforcé l'embargo, le scénario de la « transition démocratique » se prépare dans une commission chargée d'élaborer des propositions – dont certaines sont tenues secrètes « pour des raisons de sécurité nationale » – dans la perspective de l'après-castrisme.

Transféré du Panamá à Miami en 1998, le commandement Sud de l'armée des Etats-Unis (Southern Command, Southcom) est le principal dispositif militaire en Amérique latine. Entre le Southcom et les gouvernements latino-américains, les contacts impliquent des militaires et excluent les interlocuteurs civils. Le Southcom définit l'agenda de la région de manière unilatérale, sans en informer directement le département d'Etat. Les agences pour l'aide au développement ou à l'agriculture ayant été reléguées au second plan – l'aide bilatérale a diminué d'un tiers par rapport à l'époque de la guerre froide –, c'est le département de la défense qui prend désormais en charge une part importante des programmes d'assistance au sous-continent. Le transfert n'est pas neutre, le budget de la défense étant beaucoup moins contrôlé par le Congrès que ceux de l'aide étrangère. Entre 1997 et 2007, les Etats-Unis auront consacré 7,3 milliards de dollars d'aide militaire et policière à l'Amérique latine (7).

Des Etats violents repliés sur eux-mêmes

En l'absence de définition commune et universelle du terrorisme, le Conseil national de sécurité (CNS) ne s'embarrasse pas de précisions : la guerre qui lui est menée est définie comme « une entreprise globale d'une durée incertaine », « ayant une portée globale ». Dans cette guerre asymétrique, les ennemis sont divers : islamistes, contrebandiers et narcotrafiquants, réfugiés dans la « triple frontière » entre l'Argentine, le Brésil et le Paraguay ; « populistes radicaux », en premier lieu au Venezuela et en Bolivie ; « organisations terroristes » – Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), Armée de libération nationale (ELN) et paramilitaires en Colombie ; mouvements sociaux. Mais aussi gangs de jeunes, réfugiés, immigrés clandestins, et autres terroristes « potentiels »...

Pour les responsables du Southcom, les intérêts américains ne sont plus menacés par une puissance étrangère, le sous-continent étant une zone dénucléarisée exempte d'armes de destruction massive. La menace émergente centrale, selon le général James Hill, ancien commandant du Southcom, « c'est le populisme radical qui mine le processus démocratique et qui restreint les droits individuels au lieu de les protéger ». Ce populisme radical (incarné par M. Chávez) se renforcerait en exploitant les « frustrations profondes » provoquées par l'échec des « réformes démocratiques » et en « stimulant un sentiment antiaméricain (8) ».

De son côté, le général Bantz J. Craddock accuse les « démagogues anti-Etats-Unis, anti-globalisation et hostiles au libre-échange » d'être responsables de l'instabilité politique. Y faire face impose, selon lui, de renforcer les forces de sécurité de la région et d'augmenter le budget militaire du Southcom, car « il n'est pas possible de laisser l'Amérique latine et les Caraïbes devenir un trou perdu où des Etats violents, repliés sur eux-mêmes, sont coupés du monde qui les entoure par des gouvernements populistes autoritaires (9) ».

Parallèlement à cet engagement du Pentagone, il convient de signaler la présence de conseillers militaires américains et le rôle croissant que jouent en Colombie des opérateurs militaires privés et des acteurs civils non étatiques de même nationalité. Les missions remplies par ces sous-traitants ne peuvent être exécutées par les forces armées en raison des limites à l'engagement des troupes américaines fixées par le Congrès. Les compagnies de sécurité privées peuvent en revanche être impliquées dans des opérations militaires sans son accord.

Dans un autre registre, on notera que la multinationale bananière américaine Chiquita Brands a été condamnée, en septembre, par un tribunal de Washington, à une amende de 25 millions de dollars pour avoir versé 1,7 million de dollars aux paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie (AUC) entre 1997 et 2004 afin d'assurer la protection de ses plantations. Les avocats des familles de cent soixante-treize personnes assassinées dans les régions bananières ont attaqué Chiquita. Mais un accord a été négocié avec le gouvernement américain, exemptant de poursuites les dirigeants de l'entreprise. « Je suis surpris que, pour quelques millions de dollars, on puisse s'acheter l'impunité aux Etats-Unis », n'a pu que constater le ministre colombien de la justice.

Sous l'impulsion de Washington, les armées latino-américaines sont de nouveau impliquées dans des tâches de police intérieure. En décembre 2006, le président mexicain Felipe Calderón a envoyé sept mille soldats dans l'Etat de Michoacán pour combattre le trafic de drogue. L'armée intervient également dans les favelas de Rio de Janeiro, au Brésil ; contre les gangs de jeunes (les maras), en Amérique centrale ; et pour contrôler l'immigration à la frontière mexicaine. Cette militarisation de la sécurité publique n'est pas nouvelle, mais, favorisée par une demande de protection devant la montée du crime organisé, elle contredit la tendance au retour des militaires dans les casernes qu'on observait depuis la fin des dictatures. Les organisations de défense des droits humains sont préoccupées, les « fauteurs de troubles » étant souvent des indigènes, des jeunes sans travail, des chômeurs marginalisés. L'intervention de l'armée peut stigmatiser ces catégories sociales, ressusciter le vieil « ennemi intérieur » et ainsi permettre aux militaires de retrouver une capacité de pression politique rappelant un sinistre passé (10).

C'est dans ce contexte qu'en octobre 2007 M. Bush a demandé au Congrès d'approuver le plan Mexico d'aide à la lutte contre le narcotrafic. Son budget prévisionnel – 1 400 millions de dollars – est destiné à l'achat de matériel militaire (hélicoptères, moyens de renseignement) et à l'entraînement conjoint des armées des deux pays. Les dangers de cette militarisation de la lutte antidrogue sautent aux yeux au moment où le Mexique connaît de graves conflits sociaux dans plusieurs Etats. Un complément budgétaire de 50 millions de dollars devrait par ailleurs étendre la « guerre contre le narcotrafic » à l'Amérique centrale. La réaction du Congrès, à majorité démocrate, est incertaine.

Les Etats-Unis préconisent depuis longtemps une réforme du rôle traditionnel des forces armées latino-américaines. L'accent est mis sur la coopération régionale et l'interopérabilité, alors que, pendant la période de la guerre froide, l'aide militaire était presque exclusivement destinée à la collaboration bilatérale. Le Southcom a pour objectif de créer une force de réaction rapide capable de faire face aux nouveaux périls. En 2007, lors de la réunion de la trente-septième assemblée générale de l'OEA au Panamá, Mme Rice proposa la formation d'une alliance de défense mutuelle contre les menaces envers la sécurité du continent afin de surveiller la politique intérieure des Etats membres et de s'assurer qu'ils respectent les normes démocratiques. La proposition fut rejetée, les Latino-Américains ne voulant pas cautionner ce qu'ils jugeaient être un stratagème américain pour punir le Venezuela (11).

Washington ayant besoin d'être présent sur le terrain et d'avoir des alliés pour légitimer son intervention, la mise en place d'une force d'intervention régionale apparaît incertaine compte tenu des actuels équilibres régionaux. L'exemple d'Haïti pourrait cependant faire école. William Léo Grande a analysé le rôle de l'administration Bush dans la chute du président Jean-Bertrand Aristide (12). S'il estime que son départ forcé fût facilité par la dérive de l'ancien prêtre, il n'en reste pas moins que ce sont d'anciens membres d'une force paramilitaire, le Front pour l'avancement et le progrès en Haïti (FRAPH), qui, avec l'appui de l'administration Bush, ont assuré son renversement. Une manipulation du « droit d'ingérence » particulièrement réussie... On peut en effet s'étonner que certaines armées du continent participent à la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah) (13) alors que les conditions du départ forcé de l'ex-président sont très contestées : M. Dante Caputo, ancien représentant du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) en Haïti, a mis en cause le rôle de la Central Intelligence Agency (CIA) dans la chute de M. Aristide (14). Une « force de stabilisation » telle que la Minustah risque de servir de modèle pour l'avenir.





Le bâtiment et le logo de la Southern Command, (Southcom)

Le Southcom dispose de nombreux autres instruments pour convaincre. Les pays membres de l'OEA ont adopté la notion de « sécurité coopérative », en 2001, à Santiago du Chili. Elle favorise la « transparence des procédures militaires » (15). Et les rencontres régulières des ministres de la défense du continent (DMA) renforcent la confiance réciproque. L'internationalisation des opérations armées, les exercices navals communs, l'entraînement par Washington de dix-sept mille militaires latino-américains (chiffre de 2005) et les ventes d'armes créent des liens.

Opinions divergentes à gauche

Le rôle dirigeant du Pentagone et le poids du complexe militaro-industriel ont été confirmés par la levée officielle de l'embargo sur les ventes d'armes vers l'Amérique latine, alors que les Etats-Unis étaient déjà le plus important fournisseur d'équipements de ce type de la région. Une telle décision risque d'entraîner une course aux armements : la vente des avions de combat F-16 au Chili peut conduire d'autres armées de la région à vouloir se « moderniser » (16). Le ministre de la défense brésilien a annoncé qu'en 2008 le Brésil augmenterait de plus de 50 % le budget des dépenses et investissements de ses forces armées, et ce bien que le pays entretienne des relations « consolidées et pacifiques » avec tous les pays d'Amérique du Sud.

Face à Washington, la gauche latino-américaine est partagée entre partisans d'un partenariat négocié qui contraint à limiter les réformes sociales et défenseurs de l'intégration politique latino-américaine dont l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) (17) serait un premier pas. « L'impérialisme d'aujourd'hui n'est pas le même que celui d'il y a trente ans », constate Atilio A. Boron (18). Les politiques de gauche doivent tenir compte de ces changements tout en sachant que l'administration américaine n'est pas prête à tolérer la réappropriation des ressources nationales, le rejet des traités de libre-échange ni l'indépendance politique que revendiquent les gouvernements bolivien, équatorien et vénézuélien.



Le général Douglas Fraser, commandant Sud de l'armée des Etats-Unis (Southern Command, Southcom), le principal dispositif militaire en Amérique latine

Notes

(1) Foreign Affairs, Palm Coast (Floride), janvier-février 2006.
(2) Sous des formes diverses, et avec des politiques très différentes, la gauche est au pouvoir dans les pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Cuba, Equateur, Nicaragua, Uruguay, Venezuela. Sont également considérés comme sociaux-démocrates les gouvernements du Costa Rica, du Guatemala, du Panamá et du Pérou (ce dernier menant une politique très conservatrice).
(3) Guy Mazet, Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine (Credal) - CNRS, Mimeo Colloque, Ivry, avril 2007.
(4) Né en 1999, le G20 regroupe le G8 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie), des pays émergents (Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Turquie), plus l'Union européenne en tant que telle.
(5) El País, Madrid, 27 septembre 2007.
(6) William I. Robinson, « Democracy or polyarchy ? », NACLA Report on the Americas, vol. 40, n° 1, New York, janvier-février 2007.
(7) Washington Office on Latin America (Wola), « US military programs with Latin America 1997-2007 », Below the Radar, Center for International Policy, Latin America working group Education Fund, mars 2007.
(8) Général James Hill, House Armed Services Committee, Washington, 24 mars 2004.
(9) « Posture statement of general Bantz J. Craddock before the house armed services committee », Washington, 9 mars 2005.
(10) Lucía Dammert et John Bailey, « Militarización de la seguridad pública en América latina ? », Foreign Affairs en espagnol, Palm Coast, avril-juin 2007.
(11) William LeoGrande, « A poverty of imagination : George W. Bush's policy in Latin America », Journal of Latin American Studies, Cambridge University Press, Royaume-Uni, 2007.
(12) Ibid.
(13) Force des Nations unies, la Minustah se trouve sous commandement brésilien, et le délégué du secrétaire général est un Chilien ; elle compte des militaires brésiliens, uruguayens, chiliens, argentins, péruviens, équatoriens.
(14) Le Monde, 18 novembre 2004.
(15) Cf. Richard Narich, « Tendances en matière de sécurité en Amérique latine », et Cristina López, « La politique extérieure des Etats-Unis envers l'Amérique latine », Défense nationale et sécurité collective, Paris, novembre 2007.
(16) S'ils vendent des F-16 au Chili, les Etats-Unis privent en revanche Caracas de pièces de rechange pour ces mêmes appareils, utilisés dans l'armée de l'air vénézuélienne.
(17) Bolivie, Cuba, Nicaragua, Venezuela.
(18) Atilio A. Boron Empire et impérialisme, L'Harmattan, Paris, 2003.

Monde diplomatique Décembre 2007

[*Ndlr*] **Janette Habel**, politologue spécialiste de l'Amérique latine, Maître de conférences à l'université de Marne-la-Vallée et politologue à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine

Avenir écologique de la planète : le vrai principe de précaution, c'est le communisme !



Yvo de Boer (à gauche) et Lars Løkke Rasmussen, Premier ministre du Danemark lors de la cérémonie d'ouverture de la Conférence sur le climat à Copenhague, au Danemark, le lundi 7 décembre 2009.

Par Georges GASTAUD

Même si les recherches scientifiques sur les causes du réchauffement climatique sont loin d'être achevées, il est salutaire que les Nations-Unies se réunissent spécialement à Copenhague pour traiter de la sauvegarde écologique de la planète.

Il est vrai que depuis des siècles, « le capitalisme ne crée la richesse qu'en épuisant ses deux sources, la Terre et le travailleur » (Marx). Depuis longtemps d'ailleurs, le capitalisme ne développe plus qu'en surface les forces productives : entré depuis la fin du 19ème siècle dans sa phase monopoliste, dans laquelle Lénine plaçait le moteur de l'impérialisme moderne, le capitalisme pourrit sur pied depuis plus d'un siècle : derrière la clinquante « modernité » du portable, du baladeur et du clavardage généralisé, casse industrielle et parasitisme financier battent leur plein dans les pays de la Trilatérale impérialiste USA/Japon/U.E. ; des millions de prolétaires y sont réduits au chômage ou aux petit boulots ; dans les pays du Sud, dans les ex-pays socialistes détruits par la contre-révolution, règnent misère de masse et surexploitation. Pendant qu'explose le nombre de milliardaires en dollars, la barre du milliard d'affamés vient d'être franchie en 2009 : champagne bio pour tout le monde ! Ces meurt-la-faim sont les victimes systémiques de la spéculation des « marchés » sur les céréales et de la destruction organisée des cultures vivrières sous l'égide des trusts agroalimentaires comme Monsanto, et des appareils d'Etat à leur dévotion, comme l'Union européenne.

Et partout, avec la crise systémique du capitalisme qui n'en finit pas, des millions de chômeurs supplémentaires viennent chaque mois s'ajouter à la liste des licenciés pour cause de profits insuffisants. Ainsi le libre-échangisme sélectif piloté par les USA (qui savent protéger leur marché intérieur et interdire les importations françaises quand bon leur semble !) est-il en passe d'araser l'industrie indigène des pays du Sud et de l'Est. En France, l'euro-libre-échangisme vient symboliquement d'obtenir coup sur coup la liquidation des usines Amora de Dijon et la fermeture de la maison de Haute-Couture Christian Lacroix ; quant à la casse des usines d'équipement automobile, elle bat son plein : avec la mise à mort programme du « produire en France », il faudra donc importer, et importer encore sur mer, par air et sur route, tout ce qui était auparavant produit sur place et en permettant aux gens de gagner leur vie. C'est le règne absurde du « flux tendu » et du « juste à temps », c'est le yaourt faisant deux fois le tour du monde avant d'atterrir sur les tables, avec derrière lui une impressionnante traînée de C.O. - et de gens jetés à la rue...

Cela n'empêche par M Borloo de poser à l'écologiste distingué dans les médias pendant que son compère Cohn-Bendit parade sur les sarkomédias dans l'espoir d'exploser une « gauche établie » déjà passablement discréditée. Etranges « écolos », dont le premier rêve de faire rouler des camions de vingt-cinq mètres sur nos autoroutes ; quant au second, il a soutenu la constitution européenne et son principe de « concurrence libre et non faussée », synonyme de délocalisation généralisée, donc de transport de marchandises « made in ailleurs » par super-tankers mazoutant les mers et par super-camions enfumant nos bronches. D'ailleurs, si la France tente un jour de taxer la pollution produite par le transport routier, première cause de pollution atmosphérique bien avant nos usines aux deux-tiers délocalisées, la « verte » Europe de Bruxelles lui infligerait aussitôt d'énormes amendes avec le soutien zélé de « Dany le Vert », chantre bien connu de la lutte anti-« protectionniste »... C'est d'ailleurs ce même Cohn-Bendit qui, à l'unisson de Jean-Paul Huchon, président du conseil général francilien, voudrait privatiser et

Suite à la page (16)

Sommet de Copenhague:

Nous sommes tous coupables de la dégradation de la planète

Par Eduardo Galeano

La santé du monde est un désastre. "Nous sommes tous responsables", clament les cris de l'alarme universelle et cette généralisation vaut absolution : si nous sommes tous responsables, personne ne l'est.

Comme des lapins ils se reproduisent les nouveaux technocrates de l'environnement. C'est le taux de natalité le plus élevé au monde : les experts engendrent des experts et encore des experts qui s'affairent à envelopper le sujet dans le papier de soie de l'ambiguïté. Ils fabriquent le nébuleux discours des exhortations au « sacrifice de tous » dans les déclarations des gouvernements et dans les solennels accords internationaux que personne ne respecte.

Ces déluges de paroles – inondation qui menace de se transformer en catastrophe écologique comparable à celle du trou dans la couche d'ozone – ne se déchaînent pas pour rien. Le langage officiel noie la réalité pour mieux accorder l'impunité à notre société de consommation, à ceux qui imposent cette dernière en tant que modèle au nom du développement et aux grandes entreprises qui la pressurent et s'en nourrissent.

Mais les statistiques parlent. Les données cachées sous le baratin révèlent que 20 % de l'humanité commet 80 % des agressions contre la nature, crime que les assassins appellent « suicide », mais c'est l'humanité tout entière qui paye les conséquences de la dégradation des sols, de l'intoxication de l'air, de l'empoisonnement de l'eau, de l'emballement du climat, de la dilapidation des richesses naturelles non renouvelables.

Madame Harlem Bruntland, Premier Ministre du Gouvernement norvégien, a déclaré récemment que si les 7 milliards d'êtres humains qui peuplent notre planète consommaient autant que les pays développés d'Occident, « il leur faudrait 10 planètes Terre pour subvenir à tous leurs besoins". Une exigence impossible à satisfaire.

Mais les gouvernants des pays du Sud qui promettent à leurs peuples l'entrée dans le Premier Monde, passeport magique qui nous rendra tous riches et heureux, devraient être tous traînés en justice, mais pas seulement pour escroquerie. Ils ne font pas que nous rouler dans la farine, non : ils sont en train, ces gouvernants, de se rendre coupables d'incitation au crime. Parce que c'est ce système de vie présenté comme un paradis et qui est fondé sur l'exploitation du prochain et sur l'anéantissement de la nature, c'est lui qui rend nos corps malades, empoisonne nos esprits et nous prive de notre monde.

"Est vert ce qu'on peint en vert"

Maintenant, les géants de l'industrie chimique font leur publicité aux couleurs vertes, et la Banque Mondiale lave son image en serinant le mot écologie à chaque page dans ses communiqués et en peignant en vert ses prêts. "Dans les conditions de nos prêts il y a des normes environnementales strictes", précise le président de la suprême banquerie mondiale. Nous sommes tous écologistes, jusqu'à ce que quelque mesure concrète vienne limiter la liberté de polluer…



Ne compromet pas notre climat!

Lorsque le Parlement de l'Uruguay adopta une bien timide loi de protection de l'environnement, les entreprises qui expédient du poison dans l'atmosphère et qui pourrissent l'eau soudain arrachèrent de leur visage le masque vert tout neuf et exprimèrent à grands cris leur véritable nature avec des mots que nous pouvons résumer ainsi : « Les défenseurs de la Nature sont les avocats de la pauvreté ; ils se dévouent au sabotage du développement économique et ils font peur aux investisseurs étrangers".

La Banque Mondiale, elle, par contre, est le principal promoteur de la richesse, du développement et des investissements étrangers. C'est peut-être parce qu'elle cumule tant de vertus que cette Banque gèrera, en partenariat avec l'ONU, le Fonds en faveur de l'environnement mondial tout récemment créé.

Cet impôt sur la mauvaise conscience n'aura pas beaucoup d'argent à sa disposition, (100 fois moins que ce que les écologistes réclament), pour financer des projets qui ne détruiront pas la planète. Irréprochable intention, mais conclusion inévitable : si ces projets requièrent un fonds spécial, la Banque Mondiale admet ipso facto que tous ses projets autres rendent un bien piètre service à l'environnement.

Cette Banque s'appelle Mondiale comme le Fonds Monétaire s'appelle International, mais ces deux jumeaux vivent, encaissent et décident à Washington. Qui paye commande et l'innombrable technocratie ne crache jamais dans la soupe qu'elle mange. Puisqu'elle est le principal créancier du dénommé Tiers Monde, la Banque Mondiale gouverne nos nations otages qui, pour le service de la dette, payent à leurs créanciers extérieurs 250 mille dollars à la minute et elle leur impose sa politique économique en fonction de l'argent qu'elle leur accorde ou leur promet.

La divinisation du marché qui achète de moins en moins et qui paye de plus en plus mal permet de bourrer de magiques babioles les grandes villes du monde du Sud, droguées à la religion de la consommation, pendant que s'épuisent les campagnes, que pourrissent les eaux qui les abreuvent et qu'une croûte sèche recouvre les déserts qui jadis furent des forêts.

"Entre le capital et le travail, l'écologie est neutre"

On pourra raconter n'importe quoi d'Al Capone, mais, lui, c'était un gentleman : ce bon Al Capone envoyait toujours une gerbe de fleurs à la veillée funèbre de ses victimes… Les mastodontes de l'industrie chimique, pétrolière et automobile ont payé une grande partie des frais de l'ECO 92.

Il s'agit de la conférence internationale qui, à Rio de Janeiro, s'est occupée de l'agonie de notre planète. Et cette conférence, appelée Sommet de la Terre, n'a pas condamné les multinationales qui produisent la pollution et qui en vivent ; elle n'a pas eu un seul mot contre la liberté illimitée du commerce qui rend possible la vente du poison.

Au grand bal masqué de la fin du millénaire, même l'industrie chimique s'habille en vert. L'angoisse écologique trouble le sommeil des plus grands laboratoires du monde qui, pour aider la nature, sont en train d'inventer de nouvelles cultures biotechnologiques.

Mais ces préoccupations scientifiques n'ont pas pour but de trouver des plantes plus résistantes aux fléaux naturels sans aide chimique, elles recherchent des plantes capables de résister plus efficacement aux herbicides et aux pesticides créés par ces mêmes laboratoires. Parmi les 10 plus grandes firmes au monde produisant des semences, 6 produisent des pesticides (Sandoz, Ciba, Lorsqu'-Geigy, Dekalb, Pfiezer, Upjohn, Shell, ICI). L'industrie chimique n'a aucun penchant masochiste. Le rétablissement de la bonne santé de la planète, ou de ce qui nous en restera, implique la mise au pilori de l'impunité de l'argent et la liberté des humains. L'écologie neutre, qui tient plutôt du jardinage, se fait la complice de l'injustice d'un monde où la nourriture saine, l'eau pure, l'air respirable et le silence ne

Suite à la page (18)

Message de l'ONM A l'occasion de la Journée internationale des Migrants ce 18 Décembre 2009

« Sensibilisons nos compatriotes aux risques de la migration irrégulière »

« An n sansibilize konpatriyòt yo sou danje vwayaj san papye »

A l'occasion de la Journée internationale des Migrants ce 18 décembre, l'Office National de la Migration (ONM), s'associant aux Ministères des Affaires sociales et du Travail (MAST), des Affaires étrangères, des Haïtiens vivant à l'Étranger invite la population à une profonde réflexion, particulièrement nos compatriotes (frères et sœurs) qui sont affectés par les conséquences regrettables de la migration irrégulière et alternante.

Partout dans le monde, la situation des migrants se détériore et le courant dominant dans les pays d'accueil de migrants, considère ces derniers comme une menace à la sécurité et à la stabilité économique. La migration fait partie intégrante de l'histoire de l'humanité. C'est donc sur cette réalité qu'il faut influer pour désamorcer bon nombre d'appréhensions et de tensions liées au phénomène migratoire. Tel est le pari préconisé par l'ONM pour l'année 2010. Chaque année, des milliers d'Haïtiens en situation économique désespérée entreprennent des voyages à haut risque à bord d'embarcations de fortune. Pour l'exercice 2008/2009, le service d'Accueil de l'Office a répertorié environ quinze mille cinq cent quatre-vingt-seize (15,596) rapatriés.

Il est difficile d'établir lesquels des faits ou scandales récents ont le plus ébranlé notre vision de la migration. En effet, plusieurs tragédies ont frappé des voyageurs haïtiens qui cherchent à émigrer vers des cieux supposément plus cléments. En deux ans et quelques mois, deux bateaux ayant à leur bord des compatriotes se livrant au trafic de personnes ont fait naufrage au large des îles Britanniques Turques et Caïques (Turks and Caïcos Islands) avec un bilan de 87 morts (72 en mai 2007 et 15 en juillet 2009), une soixantaine de personnes portées disparues et près de deux cents (200) rescapées rapatriées après ces tragédies.

La gestion de la migration haïtienne vers la République dominicaine traverse actuellement un moment de dangereuses inquiétudes et de brûlantes appréhensions. Elle puise son justification dans le fait que plusieurs incidents violents tels que : assassinats, viols, mutilations ont surgi ces derniers mois entre des ressortissants haïtiens et des dominicains. Vu d'ensemble, ces événements se sont produits de manière spontanée.

Aujourd'hui, les marchés installés dans la zone frontalière sont souvent le théâtre de multiples cas d'extorsion, de pillage, de mauvais traitements à l'encontre des acheteurs et commerçants haïtiens venus de partout. La population haïtienne des régions frontalières vit dans des conditions de grande pauvreté matérielle. L'absence d'un réel contrôle et le peu de moyens dont disposent les rares institutions étatiques présentes au niveau de la zone frontalière occasionne la résurgence des voyages clandestins. Les organisateurs de ces voyages, en général des aigrefins et des souteneurs exploitent à fond la déficience de l'État au niveau des zones frontalières ainsi que certains domaines considérés comme étant stratégiques pour la sécurité nationale

En ce jour de profond recueillement, l'ONM renouvelle ses sincères sympathies aux familles des victimes des divers naufrages à l'occasion de voyages clandestins. Il exhorte tout un chacun à ne pas perdre ses forces, à s'armer de courage et de volonté afin d'œuvrer à la renaissance de notre pays, qui ne dépend que de nous Haïtiens. Haïti a besoin de chacun de ses fils pour qu'ensemble ils contribuent à faire d'elle ce qu'elle fut jadis '' la Perle des Antilles''. Pour changer la vie ici chez nous et rendre agréable le vivre-ensemble, il est vital que chacun assume sa responsabilité individuelle et citoyenne dans quelque secteur d'activité qu'il opère.

L'ONM, à l'occasion de la commémoration de la journée internationale des migrants, ce 18 décembre 2009, plaide vivement pour que l'histoire des migrations soit intégrée dans les programmes scolaires et universitaires. Il doit s'agir non seulement de l'immigration récente, car peu de nos compatriotes savent comment la migration, jusqu'en 1970, a été organisée entre Haïti et les pays de l'île. Il est d'une impérieuse nécessité de prendre conscience des réalités migratoires passées dans les motifs de ces migrants dont nous sommes les descendants ? Cette approche est donc capitale pour un discernement éclairé des enjeux migratoires contemporains.

Les flux migratoires sont de tout temps une donnée de l'histoire et sont à la base des échanges entre les peuples et les individus. Les hommes se déplacent à la recherche de mieux- être, certes, mais aussi en vue d'aller à la rencontre de l'autre et des autres. La meilleure connaissance des migrations et de leur histoire influeront directement sur la perception des migrants, et oeuvreront ainsi à une réduction de peurs et préjugés dont ils sont constamment victimes. Il existe d'autres moyens de modifier positivement la perception de la migration. La juste appréhension des phénomènes migratoires passe forcément par la compréhension des motifs de migration.

La Coordination de l'ONM se félicite de l'intérêt manifesté par le chef du gouvernement, Monsieur Joseph Jean Max Bellerive à la problématique de la migration dans sa déclaration de politique générale. Aujourd'hui, il est impérieux de doter notre pays d'une réelle politique migratoire qui garantit la régulation des flux migratoires dans l'intérêt des migrants et de l'économie nationale. Il est temps pour l'Etat haïtien de ratifier la Convention internationale sur les droits des migrants.

« Sensibilisons ensemble nos frères et sœurs aux risques de la migration irrégulière » cette initiative œuvrera à une appréhension plus juste des phénomènes migratoires.

Enfin, les efforts de tous : dirigeants politiques, professeurs, ONG, familles et étudiants contribueront certainement à aider nos compatriotes à affronter de la meilleure façon le défi de vivre dignement chez eux dans leur pays. L'État a donc le devoir de réfléchir à la vulnérabilité sans cesse croissante de nos migrants et leur offrir un accompagnement plus soutenu. Ceci vaut encore plus en ce qui concerne les personnes déportées auxquelles il importe de faire une offre de réinsertion sociale et économique durable en Haïti.

L'ONM voudrait en ce jour de réflexion rappeler à tous les compatriotes que la problématique des migrants (expulsés, refoulés, déportés, rapatriés, chassés, violentés) est aussi complexe que pénible et parfois révoltante. Ceux et celles qui en sont victimes, les femmes et les enfants en proie à la traite inhumaine ont besoin du support de tout un chacun pour avoir une chance de s'en sortir.

Comprenons que le monde a besoin de lumière; que notre pays a besoin de lumière ! Devenons chacun une étincelle qui fera jaillir cette flamme. Focalisons-nous sur les résultats même s'ils tardent à se manifester et mettons-y l'effort nécessaire. Car, nous ne pourrons utiliser le vent sans déployer les voiles. Il n'y a pas de doute que le pays a besoin de vous? Quoique nous aurons à affronter la résistance, nous rencontrerons aussi des âmes nobles qui nous soutiendront, nous accompagneront, nous guideront et nous les reconnaîtrons à leur juste valeur lorsqu'elles se manifesteront.

Gérard MORENCY
Coordonnateur-Adjoint

Quétia L. J. ALEXANDRE
Coordonnatrice-Trésorière

Déclaration Universelle des Droits Humains: Tragique ironie en Haïti, 61 ans après !

Par Mario JOSEPH, Av

L'année 1948 était glorieuse. Les 58 Etats membres des Nations Unies qui constituaient alors l'Assemblée Générale ont adopté la déclaration universelle des droits Humains. Certains pays du tiers-monde notamment Haïti, avaient été parmi les signataires de ce document historique. Au cours de cette même année légendaire, les Etats Unis d'Amérique du Nord intensifiaient la guerre froide.

Les autorités étasuniennes, usant de leur haute capacité de persuasion, forçaient leurs compatriotes à abandonner les pratiques humanitaires. En cette occasion, l'Etasunien Georges CANNON, membre influent de l' « establishment » et promoteur de la Guerre Froide avait déclaré : « *Nous disposons de 50% des richesses du monde et nous sommes seulement 6,5% de la population mondiale* ». En outre, Monsieur CANNON insistait pour que cette disparité soit maintenue. « *Pour la maintenir, nous devons cesser de parler des Droits Humains, de standard et de niveau de vie et de démocratie* ». A travers sa politique de deux poids deux mesures, les Etats-Unis ont parodié la Déclaration Universelle des Droits Humains.

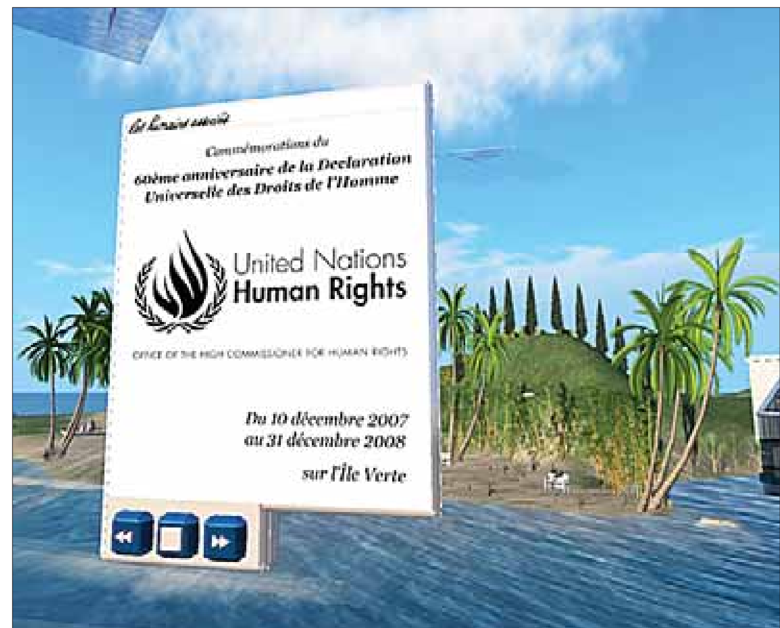
Pourtant, ils ont catégoriquement rejeté en même temps les Droits économiques, sociaux et culturels, et la Démocratie en faveur d'un monde uni pour atteindre le paradis perdu. Nous devons nous rendre à l'évidence que la Trinité (Globalisation, Privatisation et Libéralisation) et la loi HOPE (1 et 2) en Haïti, sont que des fioritures qui ne donnent qu'une fausse impression de progrès et de prospérité au bénéfice des couches défavorisées. A l'instar de la Trinité, le concept développement tel que abordé est trop approximatif. Il représente pour plus d'uns cette perception sardonique du monde selon laquelle : les pauvres périssent et les riches fleurissent. Cette réalité, n'est-elle pas une tragique ironie de la Déclaration Universelle des Droits Humains ?

Les pays du tiers-monde dans leur grande majorité, particulièrement Haïti, sont au bord et/ou longtemps déjà dans l'abîme. Les constantes pressions de la Trinité ont dramatiquement chambardé leur projet de développement et de prospérité. Le processus de démantèlement de la sensibilité sociale du secteur public et l'insécurité de toute sorte doivent les contraindre à dégager des alternatives progressistes.

Contrairement à la Trinité ou plan de la mort par excellence, nous devons faire l'effort nécessaire de manière désintéressée, pour renforcer un nouvel ordre global de justice sociale, de valeur morale et de souveraineté de notre Patrie. Le préambule de la constitution haïtienne de 1987 dit ceci : « *Le peuple haïtien proclame la présente Constitution : Pour garantir ses droits inaliénables et imprescriptibles à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur, conformément à son acte d'Indépendance de 1804 et à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.*

Pour constituer une nation haïtienne socialement juste, économiquement libre, et politiquement indépendante. Pour instaurer un régime gouvernemental basé sur les libertés fondamentales et le respect des droits humains, la paix sociale, l'équité économique, la concertation et la participation de toute la population aux grandes décisions engageant la vie nationale, par une décentralisation effective ». En lieu et place de la logique aberrante du défaitisme, du laxisme et de la nonchalance, le Gouvernement haïtien devrait s'évertuer à renforcer ses prestations sociales. Cette stratégie rationnelle contribuerait à diminuer les disparités économiques d'une part, et d'autre part, à parvenir à l'éradication des inégalités dans les moyens et les opportunités. Ce serait conforme à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui veut construire un monde plus juste où règnent la Paix et la Justice. Cette bataille continue et acharnée doit être la préoccupation de tous les citoyens conscients de leur responsabilité citoyenne.

Le dernier rapport mondial sur le développement humain 2008/2009 classe Haïti au 146ème rang sur 177 pays cotés selon l'Indice de Développement Humain (IDH). Deux tiers (2/3) de la population haïtienne vivent sous le seuil de la pauvreté absolue. Haïti est, fort longtemps, en butte à un problème de faim plus qu'endémique et une malnutrition permanente. Traditionnellement, les besoins de base d'un être humain se résument aux droits de se nourrir, de s'habiller et de se loger. Le Droit à une vie décente est garanti par les lois dans toute société civilisée. Le Droit à la vie, outre les autres privilèges, comporte le droit au travail. Quand on prive quelqu'un du Droit d'existence, c'est son droit à la vie même qui est bafoué. Il semble certes que ces derniers temps une grande malédiction est en train de s'abattre sur le pays. En outre, la dégradation accélérée de la situation socio-économique, les derniers ouragans dévastateurs en cascades et l'effondrement meurtrier des Ecoles ne laissent entretenir aucun doute sur les thèses ci-dessus avancées.



Mais, personne ne peut faire croire que les catastrophes auxquelles Haïti est constamment et impuissamment exposée ne sont imputables qu'aux affres impitoyables de la fatalité et de la prédestination. C'est de préférence la résultante de l'irrespect de la constitution de 1987, des règles de droits ajouté à une forte tendance à la démagogie, au laxisme, et à la nonchalance de nos Gouvernements.

Le Parlement haïtien a adopté trois textes de loi visant à la réforme judiciaire. L'Exécutif les a publiés certes mais rien n'est fait pour l'application effective de ces lois. L'inapplication de ces textes lois et le non renforcement des lois haïtiennes sont notoirement préjudiciables à la bonne marche des institutions républicaines. C'est facilement compréhensible, car au cas où elles seraient appliquées, bien des dirigeants allaient en être les premiers à en payer les conséquences.

Depuis la démission du Président de la Cour de Cassation, Me. Boniface Alexandre, en 2006, cette haute instance judiciaire est restée jusqu'à aujourd'hui sans Président. Et cinq juges, des imposteurs mal nommés de la Cour de Cassation, y siègent en violation de la constitution haïtienne de 1987. Le Président de la Cour de Cassation est, en principe, le plus haut responsable du Conseil Supérieur de la Magistrature. En outre, il occupe aussi la fonction de vice président de la Haute Cour de Justice. Réfléchissez donc alors, combien seront ces hauts fonctionnaires de l'Etat à y répondre de leurs forfaits irrémissibles ?

Le tiers du Sénat et la chambre des Députés qui devraient être renouvelés depuis Novembre 2009 ne le sera qu'en février prochain. Ces élections, à l'instar de celles d'Avril et de Juin derniers seront organisées sur fond d'exclusion injustifiée de plusieurs partis politiques notamment Fanmi Lavalas. Sans la participation populaire, ce sera la vassalisation de la démocratie et de l'Etat de droit en Haïti. Les dernières élections de 2009 ne répondaient pas aux prescrits de la déclaration Universelle des droits de l'Homme. Elles devraient faire la honte de leurs financeurs au même titre qu'à leurs organisateurs.

L'article 21 de la déclaration Universelle des droits de l'Homme se lit comme suit : 1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics. Cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel légal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote».

Le salaire journalier minimum étant, le plus bas dans notre hémisphère, n'est qu'un indice que les lois du travail et le droit au travail sont constamment violés. Le jaunissement de syndicats si bassement inféodés tant au Gouvernement qu'au secteur affairiste, ce mal nommé « secteur privé » prouve que ces secteurs mafieux œuvrent ardemment à supprimer le mouvement syndical haïtien.

L'article 23 de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme qu'ils feignent tous d'ignorer stipule :

1. « Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts ».

La Constitution de 1987 en vigueur se porte en défenderesse acharnée de la Réforme Agraire tout en prônant la protection de l'environnement. Mais l'adhésion du gouvernement au Plan Néolibéral le contraint à ouvrir librement et largement le portail au secteur privé et aux investissements étrangers dans les zones franches. Et tout se fait au mépris des intérêts supérieurs de la nation. Cet état de fait injuste prive les plus pauvres de leur seul et unique moyen de subsistance. La situation insoutenable qui s'est développée depuis un certain temps à la plaine Maribarou, Ouanaminthe dans le Nord-Est est suffisamment patente.

Le droit au procès équitable comporte simultanément le droit de ne pas être victime d'inhumanité de la part des forces de l'ordre, de ne pas être jeté arbitrairement en prison etc. Un procès intenté par la Cour Interaméricaine des Droits de L'Homme (CIDH) a opposé Monsieur Yvon Neptune à l'Etat d'Haïti suite aux atteintes graves faites à M. Neptune « d'insécurité judiciaire absolue ». La cour a ordonné à l'Etat d'Haïti de mettre fin « immédiatement » aux persécutions subies par M. Neptune. La Convention Inter-Américaine des Droits de l'Homme dont Haïti est partie prenante déclare en ses articles : 8.1 (Garanties judiciaires) : « Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue avec les garanties voulues, dans un délai raisonnable, par un juge ou un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi antérieurement par la loi, qui décidera du bien-fondé de toute accusation dirigée contre elle en matière pénale, ou déterminera ses droits et obligations en matière civile ainsi que dans les domaines du travail, de la fiscalité, ou dans tout autre domaine ».

25 (Protection judiciaire) : « 1) Toute personne a droit à un recours simple et rapide, ou à tout autre recours effectif devant les juges et tribunaux compétents, destiné à la protéger contre tous actes violant ses droits fondamentaux reconnus par la Constitution, par la loi ou par la

Suite à la page (19)

L'angoissante maladie asthmatique

Par Dòk Fanfan

Définition

L'asthme est une maladie inflammatoire chronique des voies respiratoires. Il se manifeste par des crises de dyspnée (difficulté à respirer) sifflante, souvent nocturnes et réversibles, soit spontanément soit sous l'effet du traitement. C'est un syndrome multifactoriel, dont l'expression est fonction de facteurs acquis souvent liés à l'environnement. Des facteurs spécifiques (tels que l'allergie) s'associent à d'autres non spécifiques (comme la pollution ou le tabac), et modulent «l'hyperréactivité bronchique», elle-même non spécifique. L'asthme touche tous les groupes d'âges mais se déclare souvent pendant l'enfance.

Epidémiologie

100 à 150 millions de personnes souffrent d'asthme à travers le monde et leur nombre est en augmentation. Cette affection serait responsable de plus de 18 000 décès par an. Jusqu'à l'âge de 10 ans, les garçons sont plus souvent atteints que les fillettes. Passé l'âge de la puberté, ce sont les femmes qui sont le plus souvent atteintes. C'est dans les régions au climat sec que la prévalence de l'asthme est la plus faible. Contrairement à des croyances répandues, l'asthme ne semble pas plus fréquent en milieu urbain qu'en milieu rural.

Mécanisme et symptômes

Chez une personne en bonne santé, les bronches restent suffisamment ouvertes pour permettre une inspiration et une expiration libres et faciles. Quand une crise d'asthme se déclenche, il se produit une **contraction** des muscles bronchiques et une **inflammation** plus ou moins importante à la surface interne des bronches, ce qui engendre un rétrécissement des voies respiratoires. La conséquence est une «hyperréactivité bronchique». L'air ne passe plus que difficilement. L'asthmatique ressent alors une **oppression** du thorax accompagnée d'une **respiration sifflante**, d'une **toux** et d'un **essoufflement** quelquefois angoissant, autant d'éléments diagnostiques d'une crise typique, fréquente durant la nuit.

Une grand nombre d'asthmatiques ne présente pas de crises sifflantes de ce type et vivent des années avec un asthme évoluant lentement mais sûrement. De nombreuses personnes sont ainsi gênées depuis des années par des manifestations moins impressionnantes sans que le diagnostic ne soit effectué (toux sèche persistante surtout nocturne, sensation de «chercher son souffle», fatigue fréquente pour des efforts peu importants).

Causes et facteurs de risque

L'asthme est un syndrome **multifactoriel**.

Facteurs de risque endogène :

Le terrain atopique: **principal facteur causal**, à caractère héréditaire. L'atopie est une aptitude anormale d'un individu à synthétiser des anticorps (Ig E) spécifiques dirigées contre les allergènes (substances déclenchant une crise d'allergie) naturels entrant en contact avec l'organisme par des voies naturelles.

Le terrain génétique est un élément essentiel de la maladie asthmatique de l'enfant. Le risque allergique moyen d'un enfant pris au hasard dans la population est de 20 %, celui d'un enfant ayant un parent allergique sera de 40-45 % et celui d'un enfant né de parents tous deux allergiques approchera les 80-90%.

Le stress psychologique (émotions, contrariétés, tensions) peut être à l'origine du déclenchement d'une crise d'asthme.

Les influences hormonales : pendant l'enfance, la prévalence de l'asthme est plus élevée chez les garçons, plus élevée chez la femme à l'âge adulte. La période prémenstruelle est une période à risque. Il existe un autre pic de prévalence de l'asthme au moment de la ménopause chez la femme.

Facteurs de risque exogène

Les allergènes. Chez l'enfant, l'asthme est dans 90 à 95 % d'origine allergique même s'il n'est pas toujours facile de mettre clairement en évidence l'allergène impliqué. L'étiologie allergique décroît sensiblement avec l'âge. Au nombre de ces allergènes, il faut compter ceux présents dans l'air ambiant (moisissures, pollen, tiques, blattes, etc), certains aliments, les médicaments, les allergènes professionnels (farine de blé pour les boulangers, isocyanates pour les peintres).

La pollution atmosphérique due aux usines d'incinération des déchets ménagers et industriels, le trafic automobile, les aérosols acides, le dioxyde de soufre etc.

Le tabagisme : cofacteur indiscutable ; 20 % des asthmatiques sont des fumeurs.

Les virus : 50 % des crises d'asthme du jeune enfant sont liées à une infection virale.



Inhalateur contenannt un médicament pour dilater les bronches en période de crise aiguë

Traitement

1) Un **bronchodilatateur** (ex. :albuterol) pour soulager rapidement la sensation d'étouffement.
2) Un traitement de fond pour lutter contre l'inflammation (**stéroïde** anti-inflammatoire) et ainsi prévenir les crises d'asthme. Il est très important que le traitement de fond soit régulier.

Pronostic

Chez l'adulte, il est rare qu'une personne correctement soignée meure d'asthme. La mort provoquée par l'asthme est très rare, quand on considère qu'environ 20 millions des personnes aux Etats Unis souffrent de cette maladie. Chez l'enfant, le pronostic est moins rassurant. Toutefois, des soins médicaux adéquats et continus doivent entrer en ligne de compte pour assurer le minimum de mortalité.

Toutefois, chaque année, aux Etats-Unis, environ 4000 personnes meurent de cette maladie. 55% des mortalités surviennent après l'âge de 65 ans. Les facteurs de risque (de mort) sont : une absence de soins continus, un manque de régularité à prendre les médicaments, l'arrêt des médicaments, l'appartenance à une catégorie sociale économiquement défavorisée et qui généralement explique les deux précédents facteurs.

Premier échec

Suite à la page (8)

sa victoire électorale avec la participation de tous les partis et plateformes politiques à son petit tour de passe-passe électoral? Que va-t-il se passer après le 28 février 2010 ? Naturellement tous les perdants vont crier au vol, au détournement des voix et à la fraude électorale. Ils vont contester les résultats et la victoire de l'Unité. Sauf que personne ne va les écouter, encore moins les prendre au sérieux puisqu'ils auront contribué à avaliser une mascarade dont ils savaient d'avance que c'était organisé pour.

Les « grandes » plateformes politiques comme ALTERNATIVE (Alternative Pour le Progrès et la Démocratie) de Victor Benoît et de Evans Paul ou de PLAPH (Plate Forme des Patriotes Haïtiens) de Myrlande Manigat et de Himmler Rébu se sont ridiculisées dans cette affaire et du même coup ont fait montre de leur faiblesse et du peu d'écoute qu'elles ont au sein de la population puisque, non seulement elles ne sont pas arrivées à faire fléchir le pouvoir dans le processus, mais, plus dur pour les responsables de ces formations politiques, elles sont obligés de revenir intégrer une course qu'elles avaient abandonnée pour non respect des règles du jeu.

Du coup elles se sont retrouvées en position de faiblesse face à l'Unité et n'ont quasiment plus rien à dire ni aux responsables de l'organisme électoral, et pire, ni aux électeurs qui ne comprennent pas les raisons de ce revirement sans aucune garantie que les choses changeront. Les observateurs politiques, quant à eux, ont plus ou moins identifié les causes de cette réintégration presqu'en catimini d'un processus qui allait de toute façon continuer sans ces hommes et ces femmes sans crédiblité que ce soit aux yeux de la population mais surtout auprès de la Communauté internationale qui les a chouchoutés trop longtemps.

L'échec de la tentative de boycott a mis au grand jour les limites aujourd'hui des considérations de la Communauté internationale pour des individus qui n'ont jamais délimité leur camp politique sous prétexte de démocratie. Depuis l'arrivée au pouvoir du Président René Préval en 2006, ils participent à tous les mauvais coups de celui-ci, bouffent au quotidien avec lui à tous les échelons de l'administration et découvrent au dernier moment (à moins d'un an de la fin de son mandat), qu'il était infréquentable et irresponsable politiquement de marcher avec lui. Les faux boycotteurs, pour la plupart d'anciens GNBistes, pensaient pouvoir rééditer le coup de 2001-2004, c'est-à-dire manipuler une nouvelle fois l'opinion publique nationale, histoire d'entraîner la Communauté internationale dans un dossier ne le concernant point.

Sauf qu'aujourd'hui, c'est le contraire qui s'est produit et la Communauté internationale n'est plus dupe et pour cause, elle est déjà présente dans le pays et elle assiste en première loge à l'impuissance et à l'incapacité d'une classe politique à se moderniser et à se renouveler. Comment les dirigeants de la Fusion des Sociaux Démocrates et de la plateforme « Alternative » peuvent-ils expliquer la candidature au Sénat d'un vieux crocodile comme Serge Gilles, alors même que des jeunes cadres du parti ont été purement et simplement mis au placard au moment où l'on va dépenser des milliers de dollars américains pour faire la promotion d'un septuagénaire pour sa campagne électorale.

Alors même que tout le monde le sait, sans un coup de pouce de la présidence, quelqu'un comme Serge Gilles qui n'a pratiquement jamais mis les pieds dans le Plateau central en restant confiné dans sa villa de Pétion-Ville, n'a aucune chance de se faire élire sénateur du Centre ou de nulle part ailleurs en Haïti. Tout ceci explique en partie les raisons du silence des amis étrangers, de la Communauté internationale et de certains partis qui assistent, impuissants, à leur éclatement et leur émiettement par la plateforme politique Unité qui a l'avantage d'être la créature du Président René Préval non pas celle de Jean-Bertrand Aristide.

Écologique

Suite de la page (12)

démanteler Electricité de France, comme si l'exigence de sécurité ne commandait pas au contraire de revenir au monopole de l'Etat sur l'énergie nucléaire, quitte à braver pour cela le veto de Bruxelles et à sortir la France de cette prison des peuples qu'est l'Europe du Traité de Lisbonne...

Dans ces conditions, il est rassurant que les travailleurs retrouvent le chemin du combat de classe. Soutien total, donc aux routiers et aux cheminots de France qui, en posant, chacun de son côté (hélas !), le problème des bas salaires et de la dangereuse euro-déréglementation des transports ferroviaires, maritimes, aériens et routiers, peuvent forcer les capitalistes et leur Etat-UMP à mettre la main à la poche, les empêchant ainsi de suivre leur pente « naturelle » : celle du profit immédiat, qui est aussi souvent celle de la plus grande pollution sociale et écologique possible...

Combat déterminé également, contre l'exterminisme, cette tendance lourde du capitalisme en phase dégénérative, à préférer l'intérêt immédiat de l'oligarchie financière à l'avenir à long terme des êtres vivants en général et de l'humanité en particulier. Soutien aussi à tous ceux qui luttent en France et ailleurs pour démanteler la dictature européenne, cette déclinaison sous-continentale de la monstrueuse mondialisation capitaliste : car là et nulle part ailleurs sont les facteurs structurels de la destruction de la planète.

Aucun soutien en revanche aux bobos anticommunistes d'Europe-Ecologie, dont le souci premier est de créer sur fonds publics un marché capitaliste du « bio » et de l'écologie, de faire diversion à la question sociale pourtant indissociable du combat écologique, voire d'accompagner idéologiquement la casse industrielle de la France et le déclassement des prolétaires en col bleu et aux idées rouges qui en résulteŠ alors que les délocalisations sont un facteur exponentiel d'aggravation des pollutions. Mais qu'importe à nos « bourgeois bohêmes » des centre-villes, qui palabrent sur l'écologie tout en vivant largement de la « com », de la « pub », des médias abrutisseurs, de « services » financiers et d'autres « produits de première nécessité », alors que la majorité des humains n'accède toujours pas à l'électricité, à l'eau potable, à l'école et aux soins médicaux...

Quant aux communistes, il leur revient d'en finir avec la « repentance » et l'auto-flagellation perpétuelles auxquelles les ont condamnés depuis des décennies les dirigeants opportunistes qui ont aidé à saborder les partis, les acquis et les Etats ouvriers. Certes l'URSS et les pays socialistes, qui ont dû à la fois, dans un court laps de temps, construire leur industrie et résister aux agressions constantes d'un capitalisme plus développé, sont loin d'avoir toujours pu porter toute l'attention nécessaire aux questions écologiques.

Notons toutefois qu'il est malhonnête de mettre au compte du « système soviétique » la catastrophe de Tchernobyl : celle-ci résulta au contraire du démantèlement de la planification socialiste par Gorbatchev et de l'irresponsable basculement qui s'ensuivit des centrales nucléaires soviétiques à l'autonomie financière totale au détriment des investissements de sécurité. L'exemple de Cuba, dont les résultats écologiques sont parmi les meilleurs au monde, montre au contraire ce que peut le socialisme quand il met en pratique ses principes humanistes de démocratie populaire et de responsabilité partagée.

Mais surtout, il faut aller au fond du débat : à l'heure où l'exigence de planifier les rapports entre industrie humaine et environnement naturel devient une question vitale, l'issue est moins que jamais à l'irrationalisme, à la mise en accusation de la science et de la technique, à la « décroissance », à l'anti-humanisme comme si « l'Homme » en général, et non l'exploitation capitaliste, était la cause des désastres écologiques. L'heure est au contraire à l'investissement public massif dans la science, et notamment à l'investissement dans la recherche fondamentale. C'est indispensable pour obtenir le progrès du savoir et la nécessaire accélération de la révolution technologique. Ainsi pourra redémarrer l'essor des forces productives repensées à partir des besoins humains et non en fonction du profit d'une poignée de richards prêts à asphyxier la planète pour exhiber leur Rollex. Car à l'époque de la mondialisation des échanges, la propriété privée des grands moyens de production devient un luxe mortel pour l'humanité. Oui la jungle capitaliste du libre-échange sauvage parrainé mondialement par les « socialistes » Pascal Lamy (directeur de l'OMC) et D. Strauss-Kahn (directeur du FMI) mène l'humanité à sa perte en suscitant une « guerre de tous contre tous » insupportable avec à la clé, le gaspillage insoutenable des uns et le sous-développement durable des autres. L'avenir du monde n'est-il pas plutôt à la coopération entre Etats progressistes, comme celle que dessine l'ALBA en Amérique latine ? N'est-il pas plutôt à la planification démocratique du développement, à la gestion collective et coordonnée des ressources humaines et naturelles. D'ailleurs, ni la nature ni a fortiori les hommes ne sont des « ressources » contrairement à ce que voudrait nous faire croire une idéologie capitaliste qui ne valorise choses et gens qu'en les immergeant dans ce que Marx appelait « les eaux glacées du calcul égoïste »

Cette perspective de mondialisation communiste faisant litière de la mondialisation capitaliste appelle plus que jamais, dans un premier temps, une phase historique incompressible de révolution et de construction socialiste impliquant à la fois la souveraineté de chaque peuple et sa coopération égalitaire et planifiée avec tous les autres, comme s'y essaient déjà les pays de l'ALBA. Ainsi et ainsi seulement pourra-t-on progressivement éliminer les contradictions de classe et de nationalité qui déchirent l'humanité pour permettre à l'humanité de mettre vraiment en commun les acquis scientifiques, les savoir-faire, et pour planifier rationnellement et à long terme la production et les échanges dans le respect de « la Terre et du travailleur ».

Ce second âge du socialisme n'aura rien de commun, faut-il le dire, avec l'instauration d'une prétendue « gouvernance » capitaliste mondiale qui aggraverait le mal en soumettant directement toute la planète à la dictature éco- et anthropocidaire de la Trilatérale impérialiste. Tout au contraire, l'issue progressiste aux désordres sociétaux et écologiques créés par le capitalisme en putréfaction, doit être cherchée dans la transition révolutionnaire au communisme, cette société sans classes, sans armes et sans oppression où « le développement de chacun deviendra la clé du développement de tous » (Marx/Engels). Seule en effet une société communiste pourra pleinement réconcilier l'homme avec la nature en réconciliant enfin Prométhée et ce que l'Indien Evo Morales nomme la Pacha Mama, la Terre-Mère : car l'enjeu profond de la lutte, ô combien « finale », qu'engagera tôt ou tard le 21ème siècle entre l'exterminisme capitaliste et un Mouvement communisme international revivifié, sera d'éliminer ou pas, au sein même de la société, « l'état de nature » et la « loi de la jungle » que signifie l'anachronique survivance du système capitaliste en tant qu'il est fondé sur la concurrence aveugle, sur la dictature des marchés et sur l'exploitation du travail d'autrui : l'humanité ne réussira pas en effet à gérer rationnellement ses relations avec la nature, - à coup sûr l'un des axes structurants d'un futur mode de production communiste mondialisé - sans éliminer la domination de l'état de nature au sein même de la société, aujourd'hui présente sous la forme périmée et omni-destructive de la propriété privée des grands moyens de production. De l'issue de ce combat titanesque entre le capitalisme exterministe et la tendance irrépressible des opprimés à lutter pour la société sans classes, dépend l'avenir de l'humanité au 21ème siècle : c'est ce qui donne tout son sens vital et humaniste à la noble devise de Fidel Castro : le socialisme ou la mort !

On mesure donc à quel point est fausse la thèse, récemment défendue en commun sur France-Inter par Cohn-Bendit et par son nouvel ami Mélenchon, à savoir que « l'écologie dessine désormais un intérêt humain universel », sous-entendu, un intérêt « au-dessus des classes » qui transcenderait à la fois l'antagonisme Capital-Travail et la contradiction Impérialisme-Peuples opprimés. Au contraire, la prise en otage écocidaire de l'humanité par le grand capital exterministe impose plus que jamais d'en finir de manière révolutionnaire avec l'anachronique propriété privée des grands moyens de production, avec ce scandale que constitue la privatisation croissante des fruits du travail humain et du savoir scientifique, à une époque où la production et l'échange tendent à s'universaliser. Et symétriquement, la tendance du capitalisme à imposer sa « mauvaise fin » exterministe de l'histoire, celle d'une nouvelle guerre mondiale interimpérialiste qui signerait l'arrêt de mort de l'humanité ou celle d'une destruction lente de l'humanité par écocide ou par la déshumanisation rampante de toutes les relations sociales, impose à l'humanité pensante, et spécialement au camp des travailleurs, de lutter pour la « bonne fin » de l'histoire : celle d'une collectivisation rationnelle et démocratiquement planifiée des travaux humains : le communisme pour le monde.

Si donc, un peu d'écologisme « bobo » éloigne du combat de classe anticapitaliste, un engagement écologique responsable et conséquent invite au contraire à mettre en chantier, si possible avant que ne s'écoule un nouveau siècle de déprédations capitalistes, une société sans classes, sans saccage de la planète bleue pour le profit de quelques irresponsables, une société révolutionnant la science, le pouvoir politique et les rapports de propriété pour collectiviser au profit de chacun les savoirs et les productions humaines : en un mot, une société communiste.

Le Grand Soir 14 décembre 2009



L'événement



Fils du peuple, le Prêtre Jean-Bertrand Aristide a toujours maintenu des liens solides avec les déshérités d'Haïti et c'est ce qui lui a valu leur soutien. Ci-dessu, au cours d'un rassemblement avec les mendiants au Palais national

Suite de la page (7)

En Haïti, le Président Jean-Bertrand Aristide est depuis longtemps le représentant le plus authentique et le plus dynamique des masses déshéritées et aussi la voix des sans-voix. On s'explique aisément pourquoi il était devenu la cible de cette haute instance cléricale et des autorités politiques haïtiennes. Pourtant il était, sans conteste, le gage de la religion catholique, si décriée dans le pays durant ces vingt dernières années.

Parallèlement à la religion catholique, la religion populaire des Haïtiens, le vaudou, suivait son petit bonhomme de chemin. Elle fut, durant la période coloniale, frappée d'anathème. C'est ainsi qu'au cours des années trente du siècle dernier, les fidèles du vaudou avaient connu les plus injustes et cruels traitements. Les vétérans de l'Église catholique et l'armée haïtienne formée à l'école américaine avaient brandi l'étendard d'une campagne anti-superstitieuse dénommée «Rejeté»: les temples vaudou furent littéralement mis à sac, les objets rituels confisqués puis transportés secrètement en Europe, principalement en Belgique et en France, actuellement on peut les voir exposés: au musée de l'homme et au musée archéologique d'Afrique à Paris et les prêtres vaudou étaient forcés de renier leur foi vaudouique. Il en résulta une aversion tant dans les masses populaires que dans les milieux des prêtres catholiques indigènes et dans les rangs des intellectuels progressistes, croyants ou non-croyants. L'écrivain marxiste Jacques Roumain, créateur du premier Parti communiste haïtien, protesta dans ses écrits contre une telle avanie.

(Il ne faut pas oublier que la lutte effective contre la campagne anti-supertitieuse a été menée sur le terrain par plusieurs prêtres de l'église épiscopale d'Haïti avec le Révérend Père Félix Dorléans Juste-Constant en tête de liste.)

Jacques Stephen Alexis, qu'on peut, à juste titre, considérer comme le pionnier laïc de la théologie de la libération a, dans son roman «Les arbres musiciens,» établi les grandes lignes de cette théorie religieuse qui épouse des formes particulières dues aux réalités socio-politiques, historiques et culturelles d'Haïti. Ce roman, quoique n'étant pas un manifeste politique mais plutôt une oeuvre littéraire et hautement artistique, contribuait par ce qu'il révélait la prise de conscience de certains prêtres des années 1950. Bon nombre de ces prêtres avaient mordu à l'hameçon de la démagogie nationaliste, populiste et noiriste de François Duvalier. Certains marxistes et intellectuels aussi voyaient en lui un médecin de campagne, un ethnologue et un sociologue qui avait consacré des années de sa vie à lutter pour l'éradication du pian en Haïti et pour la promotion des ressources culturelles nationales, de la langue créole, du folklore, et de la religion vaudou.

Ce n'était pourtant que pure démagogie puisque les faits allaient révéler le vrai visage de Duvalier qui dès les toutes premières années de son règne, se manifestera clairement comme un tyran anti-populaire, antinationaliste et un vil serviteur des pays capitalistes monopolistes. Le Prêtre Jean-Bertrand Aristide, d'une génération plus tardive que celle des années 1950, connaîtra et vivra les durs moments du despotisme duvaliériste. Il fera comme tant d'autre l'expérience de l'exil qui lui avait permis de s'ouvrir des horizons nouveaux au Canada, en Israël, au Moyen Orient et en Grèce et de raffermir ses convictions politiques.

Tous ces prêtres de la théologie de la libération se livraient, chacun dans sa sphère d'exil, à d'incessantes luttes pour faire lever le fer de la révolte contre les dictateurs. En Haïti, c'est vers la fin des années 1960 et surtout après la chute de Jean-Claude Duvalier que le Prêtre Jean-Bertrand Aristide se fera remarquer par son charisme. Il a pu, dans l'espace de quelques années, gagner la confiance des masses populaires qui le soutiennent. Sa victoire aux élections du 16 Décembre 1990 qui avait défrayé la chronique marquait un tournant important dans la politique tant nationale qu'internationale. Une majorité d'Haïtiens à l'intérieur du pays et dans la diaspora décidaient de le porter au pouvoir et voir ainsi se lever le voile de l'espérance, du moins en ce qu'ils croyaient être à ce moment le pas à faire afin de s'ouvrir d'autres chemins plus lumineux en temps convenable.

Quel étonnement! Un prêtre indigéniste de la théologie de libération avait préféré quitter la soutane pour répondre aux voeux laïcs de ses fidèles: prendre le pouvoir politique par la voie démocratique pour en finir avec le macoutisme et la dictature acéphale des Duvalier.

A Washington les préoccupations augmentèrent. Le prêtre salésien n'avait jamais joui de la préférence de la Maison-Blanche et ne pouvait prétendre, selon Washington, être le représentant des intérêts d'un puissant et révélateur mouvement populaire. De toute son âme, celui-ci s'opposait à la violence et à l'arbitraire pratiqués par l'armée, bastion des intérêts oligarchiques haïtiens et en dernière instance soutien de la politique des États-Unis dans cette malheureuse nation.

Qui l'eût jamais cru? «Les peuples sont des arbres qui fleurissent malgré la mauvaise saison... Parfois il arrive que la forêt se taise brusquement. C'est qu'un homme a fleuri à la basse branche d'un jeune tronc.... Le peuple haïtien a fleuri de beaux hommes que toute l'humanité reconnaît pour les siens...» ces phrases divinatoires de Jacques Stephen Alexis dans sa préface des Oeuvres choisies de Jacques Roumain peuvent nous éclairer et nous guider dans nos recherches à des explications du dimanche 16 décembre 1990.

«Je dois retourner dans mon pays et j'y retournerai. Ce n'est pas seulement l'avenir d'Haïti qui est en jeu mais celui de tout l'hémisphère» avait déclaré le Dr.Jean-Bertrand Aristide, l'ex-Président d'Haïti. Cependant le drame que vit le peuple haïtien est souvent passé sous silence ou déformé, hors et à l'intérieur des frontières du pays, d'où l'expression actuellement en vogue est: «Fòk Titid tounen!» **Il faut qu'Aristide revienne!**

Guinée: La junte cible Kouchner

Paris est accusée d'avoir soutenu la tentative d'assassinat, jeudi dernier, du président Dadis Camara. Le Quai d'Orsay a énergiquement démenti cette information, mais les négociations de sortie de crise du pays sont aujourd'hui bloquées.

Après les bisbilles avec le Togo, la France se voit à nouveau pointée du doigt par l'une de ses anciennes colonies, la Guinée. Traumatisée par l'attentat manqué dont a été victime jeudi dernier le chef de la junte au pouvoir, Moussa Dadis Camara - lequel se rétablit à l'hôpital militaire de Rabat, au Maroc -, ses lieutenants ont directement impliqué Paris dans ces événements. Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a particulièrement été visé.


Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner

Mardi, face aux journalistes français de RFI, France 24 et l'AFP, Idrissa Chérif, ministre guinéen de la Communication et proche conseiller de Dadis Camara, a ainsi révélé qu' « *il y a trois jours, le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a reçu Alpha Condé, principal opposant aux militaires au pouvoir. Ensemble, a poursuivi le ministre, ils ont appelé Mohamed Ibn Chambas, (président de la Commission de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, ndlr) pour lui demander de faire des déclarations et essayer de prendre des contacts avec l'intérieur de la Guinée, afin de pouvoir préparer un coup d'Etat pour renverser le régime, en l'absence du chef de l'Etat.* » Ce même Mohamed Ibn Chambas, qui, mardi encore, et toujours sur les ondes de RFI, avait enjoint la junte de «*contribuer positivement et constructivement à l'établissement de la démocratie*» en Guinée.

Négociations suspendues

Mais ce ne serait pas tout. Toujours selon Idrissa Chérif, la France aurait activement pris part au complot fomenté - et finalement manqué - par l'aide de camp du président Camara, le lieutenant Aboubacar «Toumba» Diakité, aujourd'hui en fuite. « *Ce n'est pas seulement un attentat qui a été préparé, mais un coup d'Etat* », a tonné Chérif. Et d'ajouter que « *des aveux (de comploteurs arrêtés) prouvent que les services français sont derrière la tentative d'assassinat* ». « *Nous allons faire passer (ces individus) à la télévision et ils vont expliquer comment ça a été organisé, a-t-il encore déclaré. Vous serez édifiés* ».

Pour l'heure, ce sont surtout ces déclarations venues de Conakry qui édifient Paris. «*Nous démentons énergiquement ces rumeurs*», a réagi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valero, alors que certains bruits, également démentis, affirment que «Toumba» aurait trouvé refuge à l'ambassade de France à Conakry. « *Il n'y a pas de temps à perdre en polémiques stériles, a coupé court le fonctionnaire du Quai d'Orsay. Les efforts doivent porter sur les élections que le peuple guinéen attend. C'est cela la priorité et c'est aussi l'attente de la communauté internationale* ». Or, sur ce sujet, les négociations n'ont toujours pas abouti sur un calendrier précis, et les événements de ces derniers jours ne laissent aucun espoir de solution rapide: mardi, la junte a en effet annoncé sa décision de suspendre sa participation aux discussions sur la crise guinéenne, menées par le président burkinabé Blaise Compaoré. Et ce, jusqu'au retour de son infortuné leader, opéré d'un traumatisme crânien et visiblement encore loin de pouvoir quitter sa chambre d'hôpital.

Journal du Dimanche 9 Décembre 2009

Le Togo avertit Paris

Le Togo a expulsé mardi un diplomate français. Celui-ci est accusé d'avoir noué des liens avec l'opposition au président Gnassingbé, lequel briguera un second mandat en 2010.

Stupeur au Quai d'Orsay. Mardi, le Togo a fait savoir qu'il expulsait de son territoire national le premier secrétaire de l'ambassade de France à Lomé, la capitale du pays. Motif invoqué: des "*activités incompatibles avec son statut*". Dans un communiqué, le ministère français des Affaires étrangères s'étonne de cette accusation, Eric Bosc, le diplomate évincé, n'ayant «*jamais outrepassé sa mission faisant preuve d'un grand professionnalisme dans ses contacts avec tous les partis légaux*».

Ce n'est donc pas l'avis des autorités locales. Il faut dire qu'Eric Bosc était chargé par la France, ancienne puissance coloniale de ce pays d'Afrique de l'Ouest, du «*suivi de la politique intérieure*» au Togo. Or, dans l'optique de l'élection présidentielle de 2010, il était reproché au diplomate d'avoir noué des liens trop étroits avec l'opposition, incarnée par l'ancien ministre de François Mitterrand, Kofi Yamgnane.»Ça n'a aucun sens».

Le Franco-Togolais, également député socialiste du Finistère de 1997 à 2000, fait figure de challenger numéro 1 au sortant Faure Gnassingbé. Fils de Gnassingbé Eyadema, luimême au pouvoir depuis 1967, le chef de l'Etat togolais a pris le relais en 2005, à l'issue d'un scrutin présidentiel jugé acceptable par Paris et l'Union européenne, malgré de fortes suspicions de fraudes, et, surtout, des émeutes ayant entraîné la mort d'au moins 500 personnes.

Quoi qu'il en soit, réagissant à cette affaire mardi soir au micro de France Info, Kofi Yamgnane en a conclu que, du côté du pouvoir, «*on est passé du ricanement à la prise de conscience du danger et on est passé ensuite à la peur, et de le peur à la panique aujourd'hui*». «*Franchement, a-t-il ajouté, aller accuser un diplomate français d'être ami avec un homme politique franco-togolais, ça n'a aucun sens.*» De son côté, le Quai d'Orsay a tenté de calmer le jeu: «*Nous sommes attachés, comme la communauté internationale, à la stabilité et à la consolidation de la démocratie du Togo, dans la perspective des élections présidentielles de 2010*», a réagi un porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Journal du Dimanche 8 décembre 2009

Uruguay : Chavez et Mujica à la rencontre des travailleurs de l'usine ENVIDRIO

Après sa fermeture en 1999 (quand l'usine s'appelait Cristales Uruguay), les travailleurs restés sans emploi avaient décidé de remettre à flot l'entreprise. En octobre 2005 ils ont réussi à mettre en route l'entreprise que l'on connaît aujourd'hui sous le nom d'Envidrio, entreprise employant 102 travailleurs uruguayens.


Mujica, le nouveau président élu de l'Uruguay (à gauche) et le président Vénézuélien Hugo Chavez

Au mois de décembre 2005, les présidents Hugo Chávez et Tabaré Vásquez ont posé la première pierre de l'usine, située dans le parc technologique industriel d'El Cerro. Ce mardi, au cours de sa visite à Montevideo, le président vénézuelien est allé à la rencontre des travailleurs "*Vous êtes l'âme de cette entreprise*" a-t-il déclaré au cours d'un discours devant un large public, après avoir constaté les avancées des travaux réalisés sur les lieux, les niveaux de production atteints et le bien être créé par les travailleurs eux-mêmes.

"*Nous ne pourrons jamais assez remercier l'ampleur de l'aide que nous ont apporté les efforts du peuple vénézuelien*" fûrent les mots de «Pepe» Mujica, nouveau président élu de l'Uruguay, après avoir valorisé le succès que constitue la récupération de l'usine Envidrio, qui aujourd'hui permet l'intégration de plus en plus d'Uruguayens. Ce fût ainsi la première apparition conjointe du nouveau président uruguayen en compagnie du leader bolivarien, depuis son élection. "*Sincèrement, il y a beaucoup de gens qui ne se rendent pas compte de l'aide apportée par le Venezuela. Il faut reconnaître que si quelqu'un te donne la main tu n'a pas à la mordre*" a déclaré Mujica. "*Qui a formé les travailleurs et leur a fourni un système productif ? Qui leur a donné cette opportunité ? le Venezuela*" a-t-il dit, en gage de remerciement à ce pays, qui a permis que "*l'usine Envidrio se relève malgré les difficultés*". "*Merci le Venezuela, merci Chavez, toi le fils des Caraïbes au sang bouillonnant, et maintenant... musique* !"

Mujica a poursuivi : "*Le cœur qu'il y a en toi, plein de rêves et d'engagement pour faire avancer les peuples (...) nous aurons toujours une extrême reconnaissance envers ceux qui nous ont tendu la main, et nous oublierons rapidement ceux qui nous méprisent gratuitement.*". Ces quelques mots fûrent prononcés alors que l'ensemble de la foule criait "Olé, olé olé, Pepe, Pepe !», qui rappelait à ses adversaires "*il faut lutter pour construire, élever, pour faire avancer les réalités matérielles et trouver des solutions. Le peuple vote, avec souvent l'illusion de vivre un peu mieux, et le minimum que nous avons l'obligation de faire est de faire parler notre âme pour obtenir un peu de ce à quoi tous ces gens rêvent et aspirent*"

Le président Chavez a conclu la rencontre dans le secteur El Cerro en se mêlant aux travailleurs avec qui il a dialogué au sujet de la Révolution Bolivarienne. Dans la foule une femme s'exclame : "*Chavez, nous voulons la Révolution bolivarienne ici, de ta main*".

Source: MINCI / Anaís Pérez
Traduction : Grégoire Souchay
Larevolucionvive 9 décembre 2009

Le Mercosur condamne le coup d'Etat au Honduras et refuse de reconnaître de fausses élections

Les présidents des pays du marché commun du Sud (Mercosur) ont publié ce mardi un communiqué spécial dans lequel ils condamnent le coup d'Etat au Honduras et considèrent comme inacceptable les graves violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales du peuple hondurien. Ce communiqué est une réponse très ferme aux Etats-Unis et au Mexique.

Communiqué spécial des présidents du Mercosur, lu par le président Tabaré Vásquez durant la réunion

« Dans leur communiqué spécial, la République d'Argentine, la République Fédérale du Brésil, la République du Paraguay, la République Orientale d'Uruguay et la République Bolivarienne du Venezuela réitèrent : Leur plus énergique condamnation du coup d'Etat survenu dans la République du Honduras et considèrent comme inacceptables les graves violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales du peuple hondurien.

Face à la non restitution du président José Manuel Zelaya à la charge à laquelle il a été démocratiquement élu nous déclarons notre totale et entière non-reconnaissance des scrutins électoraux déroulés ce dernier 29 novembre sous l'égide du gouvernement de facto, lesquelles se sont déroulées dans un climat anticonstitutionnel d'illégitimité et d'illégalité, constituant un véritable coup dur aux valeurs démocratiques pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. ».

Quelques minutes avant l'émission du document, la réunion avait traité les avancées, les succès et les accords obtenus ce semestre dans le cadre du travail commun, notamment avec la République Bolivarienne du Venezuela.

En écho au communiqué, la présidente de l'Argentine, Cristina Fernández, a appelé ses homologues à fortifier une proposition de créer des accords garantissant la paix et la démocratie entre les gouvernements latino-américains. La présidente a averti qu'il n'y a pas de place pour ceux qui souhaitent prendre le pouvoir par la force, en tentant des coups d'Etat, dans une claire allusion au coup d'État du Honduras.

Une fois lu le communiqué spécial, les chefs d'Etat et de gouvernement ont procédé à poser pour la photo officielle de ce Sommet du Mercosur. Ils ont ensuite assisté à une représentation culturelle au théâtre Solís, à proximité des bâtiments de la Présidence d'Uruguay.

Le président de la République Bolivarienne du Venezuela, Hugo Chávez, a réfuté de manière

Suite à la page (19)

Berlusconi frappé au visage

Le président du Conseil italien a été blessé par un homme dimanche lors d'un meeting organisé à Milan. La bouche en sang et quelques dents en moins, Silvio Berlusconi a été évacué vers un hôpital où il restera en observation durant 24 heures. Son agresseur, apparemment connu pour des problèmes psychiatriques, a été arrêté. Transféré devant le procureur, celui-ci l'a formellement accusé de "blessures aggravées préméditées".

Berlusconi objet sang



Une chaussure pour George W. Bush, une statuette pour Silvio Berlusconi. A l'issue d'un meeting organisé dimanche sur une place de Milan, le président du Conseil italien a été blessé au visage par un homme, rapporte l'agence italienne Ansa. Selon les médias italiens, l'agresseur a lancé sur le dirigeant une statuette en plâtre représentant le célèbre «Duomo», la cathédrale de Milan. Des premières informations faisaient état d'un coup de poing.

La bouche en sang, Silvio Berlusconi, s'est tourné vers le public présent et a lancé: «Je vais bien.» Il a ensuite été rapidement évacué vers un hôpital. Selon des sources médicales, citées par l'agence italienne, le président du Conseil restera en observation à l'hôpital pendant 48 heures. Il souffre précisément d'une fracture du nez, deux de ses dents ont été cassées et des entailles sur ses lèvres ont nécessité quelques points du suture, a fait savoir son médecin personnel, Alberto Zangrillo. Aucune intervention chirurgicale n'a été nécessaire, a-t-il encore déclaré aux médias. Il faudra une quinzaine de jours au Cavaliere avant de reprendre les rênes du pays.

D'après Ansa, son agresseur, âgé de 42 ans, a été rapidement arrêté par la police. Selon les premières informations disponibles, il est inconnu des services de police, mais serait soigné depuis dix ans pour des problèmes psychiatriques. Dans la soirée, il a été accusé de «blessures aggravées préméditées» par le procureur Armando Spataro, chargé des affaires de terrorisme au parquet de Milan (Nord), a indiqué l'agence italienne. Le magistrat a retenu la préméditation, un crucifix et un spray lacrymogène ayant été retrouvés dans la poche de son blouson.

Berlusconi déjà attaqué en 2001

« Ce qu'ils ont fait à Berlusconi, c'est un acte de terrorisme », a réagi le dirigeant de la sulfureuse Ligue du Nord, Umberto Bossi, selon des propos rapportés par l'agence italienne. «C'est le geste d'un fou», a pour sa part commenté le président de la province de Milan, Guido Podestà, qui se trouvait aux côtés du président du Conseil au moment de l'attaque. Le président de la République, Giorgio Napolitano, a rappelé dans un communiqué qu'aucune divergence d'opinion ne pouvait justifier de tels agissements.

Avant l'agression, le discours prononcé par Silvio Berlusconi dimanche avait été perturbé par un vif échange avec des manifestants, qui avaient conspué le dirigeant, le traitant de «bouffon». «Honte à vous», avait-il répondu. S'en était suivie une altercation entre ces personnes et les membres du service d'ordre du meeting, obligeant la police à intervenir.

Ce n'est pas la première fois que Silvio Berlusconi est attaqué. En janvier 2001, un jeune italien lui avait lancé le trépied de son appareil photo sur le crâne. Connu pour ses frasques, le dirigeant italien n'attire décidément pas la sympathie: samedi dernier, des milliers de personnes ont défilé dans les rues de Rome pour réclamer sa démission lors d'un «No B Day». Comprendre, «une journée sans Berlusconi».

Journal du dimanche 13 décembre 2009

Chavez rejette les menaces de Clinton au sujet de l'Iran



Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad et son homologue vénézuélien Hugo Chavez

Le président vénézuélien et chef de file de la gauche radicale latino-américaine Hugo Chavez a rejeté dimanche les « menaces » de la secrétaire d'État américain Hillary Clinton, qui a récemment mis en garde les pays d'Amérique latine contre un « flirt » avec l'Iran.« Les déclarations de madame Clinton (sonnent) comme une menace, surtout contre le Venezuela et la Bolivie (...) C'est le signe évident d'une offensive impériale qui tente de freiner l'avancée des forces progressistes et veut récupérer son arrière-cour », a déclaré à la presse M. Chavez, qui se trouve à La Havane pour le sommet du bloc « anti-impérialiste » de l'Alba (Alliance bolivarienne pour les Amériques) qui s'est ouvert dimanche.

Mme Clinton avait mis en garde vendredi les pays d'Amérique latine contre la « mauvaise idée » d'un « f lirt » avec l'Iran, peu après une tournée fin novembre au Brésil, Venezuela et Bolivie du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, sous pression des grandes puissances à propos de son programme nucléaire.

Ces trois pays ont alors réaffirmé reconnaître le droit de Téhéran à disposer de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, dans le respect des accords internationaux. Le président bolivien Evo Morales avait pour sa part réagi samedi aux propos de Mme Clinton en dénonçant la politique « terroriste » des États-Unis.

AFP La Havane, 13 décembre 2009.
El Correo 14 décembre 2009

Sommet de Copenhague:

Suite de la page (12)

sont pas des droits pour tous, mais des privilèges pour une minorité qui peut les payer. Chico Mendès, ouvrier du caoutchouc, est tombé assassiné, en 1988, dans l'Amazonie brésilienne parce qu'il croyait en ce qu'il croyait : qu'entre l'écologie et le combat pour les droits sociaux il ne peut y avoir divorce. Chico croyait que la forêt amazonienne ne sera pas sauvée aussi longtemps qu'on ne fera pas de réforme agraire au Brésil.

Cinq années après le crime, les évêques du Brésil ont dénoncé le fait que plus de 100 travailleurs ruraux meurent assassinés, tous les ans, dans leur lutte pour la terre et ils ont calculé que 4 millions de paysans sans travail abandonnent les plantations de l'intérieur et arrivent dans les villes. En adaptant les chiffres de chaque pays, la déclaration des évêques dépeint le tableau de l'Amérique Latine tout entière. Les grandes villes latino-américaines, enflées jusqu'à l'explosion par la continuelle invasion des exilés des campagnes, sont une catastrophe écologique : une catastrophe que l'on ne peut pas comprendre ni modifier dans les limites de l'écologie sourde à la clameur sociale et aveugle face à l'engagement politique.

"La nature est hors de nous"

Dans ses dix commandements, Dieu oublia de mentionner la nature. Parmi les ordres qu'il nous a adressés du haut du Mont Sinaï, le Seigneur aurait pu ajouter, par exemple : « Tu honoreras la nature dont tu fais partie". Mais ça ne lui est pas venu à l'esprit. Il y a cinq siècles, lorsque le marché mondial fit main basse sur l'Amérique, la civilisation conquérante confondit l'écologie avec l'idolâtrie. La communion avec la nature était un péché. Et ce péché méritait un châtiment.

Selon ce que racontent les chroniques de la Conquête, les indiens nomades qui utilisaient des écorces d'arbres pour se vêtir ne dépouillaient jamais un tronc dans sa totalité pour ne pas condamner l'arbre à mourir et les indiens sédentaires semaient des cultures variées en alternant des temps de repos pour ne pas épuiser la terre. La civilisation qui venait imposer les dévastatrices monocultures destinées à l'exportation ne pouvait pas comprendre ces cultures intégrées à la nature et elle les confondit avec la vocation démoniaque ou l'obscurantisme. Pour la civilisation qui se dit occidentale et chrétienne, la nature était une bête féroce qu'il fallait dompter et châtier pour la faire fonctionner comme une machine mise à notre service depuis toujours et pour toujours. La nature, qui était éternelle, nous devait sa servitude.

Très récemment nous avons appris que la nature se lasse, comme nous, ses enfants, et nous avons su que, comme nous, elle peut mourir assassinée. On ne parle plus de soumettre la nature ; aujourd'hui, même ses bourreaux disent qu'il faut la protéger. Mais dans un cas comme dans l'autre, nature soumise ou nature protégée, elle est pensée comme située hors de nous.

La civilisation qui confond les horloges avec le temps, la croissance avec le développement et la grande taille avec la grandeur, confond de même la nature avec le paysage, pendant que le monde, labyrinthe qui ignore le centre, se consacre à briser son propre ciel.

Traduit par Manuel Colinas Balbona pour Investig'Action - Michel Collon
Source: Libre Red
Cuba si Lorraine 14 décembre 2009

Droits Humains

Suite de la page (14)

présente Convention, lors même que ces violations auraient été commises par des personnes agissant dans l'exercice de fonctions officielles.

2) Les États parties s'engagent :

a) à garantir que l'autorité compétente prévue par le système juridique de l'État statuera sur les droits de toute personne qui introduit un tel recours;

b) à accroître les possibilités de recours judiciaire;

c) à garantir que les autorités compétentes exécuteront toute décision prononcée sur le recours.

1er (Obligation de respecter les droits) « Les États parties s'engagent à respecter les droits et libertés reconnus dans la présente Convention et à en garantir le libre et plein exercice à toute personne relevant de leur compétence, sans aucune distinction fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la situation économique, la naissance ou toute autre condition sociale […].

Plus de cinq ans et demi se sont écoulés depuis que le prisonnier politique Ronald Dauphin a été écroué sans procès. Son cas n'a connu aucun progrès par devant le Tribunal de Première Instance de Saint-Marc depuis septembre 2005. L'emprisonnement dans les conditions des prisons d'Haïti, qualifiées par la CIDH, « d'inhumaines », a causé la détérioration de la santé de M. Dauphin et de la mort d'un de ses coaccusés, Wantales Lormejuste, à la prison civile de Saint-Marc. L'Arrêt-Ordonnance du 13 Avril 2007 de la Cour d'Appel des Gonaïves dans le dossier du « massacre de la Scierie », en dépit des recommandations de la CIDH, plus de deux ans après, n'a été signifié aux parties que le 24 Septembre 2009. Ce dossier, jusqu'à date, n'est pas encore retourné au Tribunal de Première Instance de Saint-Marc pour les suites de droit comme le veut l'Arrêt-Ordonnance.

L'ancienne Première Ministre, Michèle PIERRE LOUIS, a rendu visite aux milliers de prisonniers au Pénitencier National l'année dernière. Face à cette criante injustice dont ont été victimes les prisonniers, elle a dû verser des larmes de crocodile. Après 14 mois de gouvernance marquée par le détournement de 197 millions de dollars, les prisonniers de conscience croupissent toujours dans les cellules de l'injustice. De la pure hypocrisie propre à ces dirigeants hâbleurs.

C'est une sécurité pour la justice elle-même d'être juste. Une justice juste dépend de la plénitude du débat contradictoire pour former la conviction du juge et de la totale publicité de son fonctionnement qui seule en garantit le contrôle par les citoyens. Une justice fondée seulement sur l'indépendance du juge n'est pas une bonne justice. Ainsi, deux cas de figure peuvent être évoqués. L'affaire des BRANDT mis aux arrêts pour cas de corruption et celle de Franck CINE contre qui ont été retenus les mêmes chefs d'accusation. Deux cas d'espèces similaires ont été traités deux façons différentes par devant la Cour d'Appel de Port-au-Prince. Le juge, tout en étant indépendant du pouvoir politique doit être totalement dépendant de sa propre conscience qui doit se passer de toute tendance à la partialité. Et si le juge doit être indépendant du pouvoir politique, il ne peut l'être qu'à l'égard du principe de la légalité qui constitue la référence ou les motifs de ses jugements.

Ce 10 Décembre 2009 ramène le 61ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH). Enfin de compte, l'Assemblée générale des Nations unies a consacré les droits économiques, sociaux et culturels au même rang que les droits civils et politiques, en adoptant le Protocole facultatif au Droit Economique, Social et Culturel (PIDESC).

Avec le temps se développe le droit des peuples à l'autodétermination. Mais, le fait qu'Haïti, depuis 2004 croupit sous une insultante occupation, sous les bottes sordides des militaires de l'Organisation des Nations Unies (ONU) prouve dramatiquement une contradiction. Ironie du sort, l'International est le premier à violer les accords et convention qu'il a faits voter. Selon l'article premier de la Charte des Nations Unies, signée en 1945 à San francisco, Carlifornie USA, appelée également Charte des libertés : « Les buts des Nations Unies sont les suivants : Maintenir la Paix et la sécurité internationales… » Dans cet ordre d'idées, Haïti, le pays le plus pauvre du continent américain, a-t-elle représenté, dans cette condition une menace pour la paix et la sécurité internationale pour lui imposer une force d'occupation de si grande envergure.

Une fois ce protocole ratifié par l'Etat, les citoyens pourront alors porter plainte par devant une Instance de l'ONU, en cas de violation de leurs droits énoncés dans le PIDESC. On peut citer le droit à une alimentation suffisante, le droit à la Santé, le droit à l'Education, le droit au travail, le droit du travail ou encore le droit à l'autodétermination des peuples, etc.

Eu égard à cette rude bataille pour la liberté sacrée dont nos valeureux ancêtres en sont sortis victorieux, ça fait plus que de deux siècles, prouve que malgré tout, Haïti, est toujours en avance de phase. La Constitution haïtienne de 1987, en son article 22 se lit comme suit : « L'Etat reconnaît le droit de tout citoyen à un logement décent, à l'Education, à l'alimentation et à la sécurité sociale ». L'article 19 de la constitution haïtienne de 1987 stipule : « L'Etat a l'impérieuse obligation de garantir le Droit à la Vie, à la Santé, au respect de la personne humaine, à tous les citoyens sans distinction, conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'homme ».

Les articles 9, 10 et 11 de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme proclament : « Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé ».

« Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle ».

« Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes, violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi ». Ces textes de loi laissent croire que tout marche comme dans le meilleur des mondes. Malheureusement, la réalité est tout à fait différente. A travers le non respect des droits inaliénables des masses populaires, les lois sont constamment violées, qui pis est, par ceux qui ont juré sur la Constitution de 1987 par devant la nation pour les défendre, les respecter, les faire respecter et les faire appliquer.

Pour ceux qui l'ignoraient, en Haïti « *Konstitisyon se papye, bayonèt se fè* ». Alors aux masses populaires constamment victimes de ces dérives fulgurantes de s'organiser pour inverser l'ordre des choses iniques en instituant de solides tribunaux populaires où tous les coupables, rois, présidents ou papes auront à répondre de leurs forfaits. Car, l'histoire a prouvé qu'il n'est de situation de colonisation, d'occupation, ni de pouvoir aussi despotique qu'il puisse paraître que la ferme détermination des masses opprimées ne peut vaincre pour la défense et le respect des droits (humains) auxquels elles ont plein droit. 10 décembre 2009, le 61ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits Humains. La souveraineté d'Haïti l'un des pays signataires de cette déclaration se trouve confrontée à une tragique réalité d'occupation, qui pis, est sous les bottes de l'ONU qui dit prôner l'autodétermination des peuples.

Au fait de leur toupet, les tartuffes vont faire claironner la grosse caisse. Astucieux comme eux seuls, ils n'hésiteront pas à écrire plusieurs encyclopédies sur leurs réalisations. Ces horribles situations de misère infrahumaine et d'impécuniosité effrayante prouvent pourtant le contraire. Alors, toutes les conditions objectives sont réunies pour soutenir cette thèse scientifique selon laquelle la « Déclaration Universelle des droits Humains », 61 ans après, n'est qu'une Tragique Ironie en Haïti.

Mario JOSEPH,
Av Bureau des Avocats Internationaux #3, 2eme Rue Lavaud
B.P. 19048 Port-au-Prince, HAITI
Tels: (509) 2244 7987 / 88 / 89 /90
Fax: (509) 2244 7986 Cells: (509) 3554 4284 / 3701 9879
Emails: mariohaiti@aol.com mario@ijdh.org
Skype: mario.joseph

Aristid

Soti nan paj 6

mande A ou bay A, y ap mande w Bou bay B epi li pral nan C, li prale nan D jiskaske si se deyè yo bezwen mete majorite a y ap mete l deyò. Donk nou pa nayif, nou wè, nou konprann. Se pou sa nou ankouraje respektyezman pou tout otorite ki konsène yo, kit se gouvènman an, kit se konsèy elektoral la pou yo resezi yo, pou yo rann yo kont anje a se pa yon afè kenbe pouvwa, se yon afè peyi. E peyi a an sitiyasyon detrès, tankou yon bato k ap voye siyal SOS. Nou pa ka jwe avèk prensip demokratik la.

VR: Prezidan Aristide petèt ou kapab pa li twòp sou entènèt, gen anpil mesaj k ap lanse, gen moun ki lye Lespwa ak lavalas yo di se yo tou de ansanm ki kraze peyi a, e jan l ye ak prezidan Preval yo di se 2 moun ki te parèt gen tout chans pou fè peyi a chanje, a yo 2 a yo fè peyi a fè plis bak. Eske ou tande kritik sa yo?

JBA: Mwen konn tande yo (li ri), mwen konn tande yo e kòm dabitid mwen toujou fè efò pou m tande kritik paske lè se yon kritik konstritif li ede w fè mye. Lè se yon kritik destriktif, bon, ou respekte gen yon moun ki fè kritik la, paske li gen dwa pou l kritike w, men ou pa bay sa twòp enpòtans. An 1990, mwen prezidan, prezidan Preval alepòk te premye minis, nou te fè posib nou pou sa alemye, 7 mwa pita gen yon koudeta, mwen fè 3zan an egzil. Alepòk sa a se pou listwa, lè m te Washington si m te koute presyon yo t ap ban mwen, mwen pa t ap fè premye minis Rene Preval antre Washington, paske presyon yo ta ban mwen se te "si w fè premye minis ou a nan rantre Washington, nou menm nou pap ba ou ankenn sipò pou retounen lakay ou." Mwen di non premye minis la andanje, menm si li nan anbasad men li andanje, yo kapab rantre pran l tiye l, mwen paka pote bagay sa sou konsyans mwen, fè sa nou vle men mwen mwen mande pou l rantre paske y ap tiye. E si pou m ta refè, m ap refè l ankò paske se devwa m, en. Se jis yon parantèz mwen te louvri, mwen fèmen l. Koudeta sa ki te fèt an 1991 la, li fè peyi a fè bak. Ti pwogrè nou te gentan fè an 7 mwa an 90-91 fè anpil bak. Lè kounye a nou fè eleksyon lib, onèt, demokratik, an 1996 premye minis Preval vin prezidan, li te bon. Li te bon paske se te yon premye pasaj, yon prezidan demokratikman eli a yon dezyèm demokratikman eli. Se pat koudeta elektoral, se pat seleksyon jan sa sot fèt an Avril la. Gen kèk leson ki ta merite pou moun pran yo pou fè kontrè yo. Rive jounen jodi a pou m rezime repons mwen an, mwen panse sa m te fè ak tout ekip ki te avèk mwen an, sa prezidan Preval te fè avèk ekip li an nan premye manda pa l la, lè nou adisyone yo, yo diferan anpil ak sa k ap fèt depi 2004 pou rive jounen jodi a. 2004, defakto kraze peyi a pirèd, prezidan Preval vini avèk Lespwa, pèp la di li desi e li gen rezon pou l desi. Donk mwen pa melanje yo. Sepandan mwen pap kritike jis pou m kritike. Ki enterè m ta genyen pou m ta kritike prezidan Preval jis pou m di mwen pi bon pase l. Non, non, se ta yon timoun mwen ta ye. Alaj mwen ye la a se peyi m, piske se peyi m, prezidan Preval nan yon direksyon ki pa bon, si li rann li kont sou sa e li panko twòta fò l kanpe pou kounye a kat la rebat. Lè sa pou tout moun met men pou nou kapab ansanm redrese sitiyasyon an. Men si kounye a se moun k ap gade erè k ap fèt la, sitiyasyon peyi a ye la pou yo di se Lavalas, se prezidan Aristide, se prezidan Preval, se yo menm lavalas-lespwa, non Lavalas pa Lespwa, Lespwa pa lavalas, non. Lespwa pran pouvwa a pou yo te mye, yo fè pi mal. Lavalas pa nan pouvwa a depi 2004 menm si gen moun yo fè pase kòm Lavalas ki nan pouvwa sa a, men se pa Fanmi Lavalas ki nan pouvwa a. Donk Fanmi Lavalas ap tann lè gen eleksyon lib, onèt, demokratik, pou l patisipe, se pa demokrasi a mande. Se pa pran yon pouvwa pou kont li pou l di se mwen ki pi fò, si gonfle ponyèt mwen, tout moun dèyè m mwen ka sove peyi a pou kont mwen. Non, non. Mwen te toujou panse menm si nou pi fò, si gen eleksyon lib, n ap genyen, men lè nou genyen nou pa ka dirije pou kont nou paske gen de resous imèn nou pa genyen, fòk se ansanm ni ayisyen ki anndan ni ayisyen ki deyò e tout ayisyen ki renmen Ayiti pote kole pou ansanm ansanm nou sove sitiyasyon sa a. Donk nou rejte kritik ki di se Lavalas ak Lespwa paske Lavalas pa Lespwa. Lespwa pa gen espwa ankò, menmsi li bay tèt li non Inite, tanke li pa chita ak ni Lavalas, ni lòt pati politik, ni sosyete sivil elaji depi nan pwovens rive nan Pòtoprens pase nan lòt vil yo, rebat kat la ebyen nou pral de pi mal a pi mal.

VR: Nou fè yon bon rale, petèt gen de kesyon nou pa rive poze w, mwen pa konnen si ou genyen yon bagay ou ta vle ajoute?

JBA: Mwen kontan pale avèk ou, nou kontan pale avèk oditè Radyo Solidarite yo, an menm tan tou mwen rann kont se telefòn nou bloke paske mwen menm se kay moun mwen ye, donk fò nou fè yon jan pou n fini. Donk mwen ta di Venèl mèsi. Mèsi dèske ou ban m posiblite klarifye kesyon manda a. Mèsi dèske ou ban m posiblite reponn kesyon ou te poze yo paske sa ki anje a se pa ni mwen, ni ou, ni radyo Solidarite men se Ayiti. Si konvèsasyon sa a ka pote yon ti limyè ki pèmèt san ògèy, prezidan Preval, gouvènman an, Lespwa, pase pran pati politik yo, sosyete sivil, ayisyen ki anndan ou deyò pou ta kalmeman rann nou kont ke la a si nou pa redrese sitiyasyon an l ap vin pi mal, ebyen mwen espere ti konvèsasyon sa a ta ka pote yon ti limyè anplis paske pou jan soufrans nan rèd, li pa ta bon pou l vin pirèd. E li pral vin pirèd si se seleksyon ki fèt. N ap di Fanmi Lavalas si yo pa kite yo patisipe byenke mwen pa swete sa pral fèt, si yo pa kite yo patisipe, ebyen se majorite a y ap mete deyò e majorite a jan ou wè li te fè jou 16 desanm 90 la, gen yon jou k ap rive l ap refè l pirèd ankò e lè sa li pap bon pou moun k ap mete deyò kounye a. Donk pa gen kesyon de menas, pa gen kesyon de entimidasyon, se senpleman yon kesyon de vizyon. Vizyon an sèke lè Apartheid te egziste an Afrik Disid, yo pat ka kenbe l pou tout tan. An 1994, yo oblije chanje Apartheid la. Lè yo fin gen yon Apartheid sosyal ki la depi lesklavaj, se eleksyon ki ka ede nou chanje oubyen enklizyon e non esklizyon, erè k ap fèt la yo mwen espere konvèsasyon sa a ka pote yon ti limyè pou otorite ki konsène yo rann yo kont si yo koute moun k ap ba yo konsèy pou di al nan direksyon yo ye la a, ebyen se nou tout ki pral peye konsekans lan. Tandiske si yo fè bak kote gen eleksyon lib, onèt, demokratik l ap pi bon.

An final mwen espere nan yon lòt okazyon epi fasafas na pale pandan na anndan Radyo Solidarite lè ma vizite nou lè m tounen. Kòman ou prezante yon prezidan ki eli demokratikman yo mete l deyò ak koudeta epi swadizan yo di gen demokrasi an Ayiti, prezidan ki te eli demokratikman an ki ansyen prezidan kounye a pou l fè 5kan an egzil epi l ap pale a distans, sa pa fè sans. Mwen menm mwen aksepte li tankou yon sakrifis pou ajoute sou soufrans tout ayisyen ki pran boat people, sa ki pa al lekòl, sa ki pèdi jòb yo, sa k ap soufri, ki pa wè devan ki pa wè dèyè, ebyen mwen mete soufrans pa yo avèk soufrans pa m pou m fè pa yo a pase an priyorite parapò ak pa m, yon fason pou si se demen pou m rantre m ap rantre demen nan senplisite, mwen rete byen ouvè, mwen amou kòm toujou pou nou potekole ansanm … Mèsi ankò yon lòt fwa Venel.

VR: Prezidan Aristide mèsi anpil deske ou te aksepte reponn kesyon nou yo. Nou swete w bon kouraj paske nou konnen egzil la li pa dous. Mèsi ankò.

JBA: de tout coeur. Merci, bye.

Suite de la page (17)

catégorique toute issue "honorable" qui oserait avaliser un quelconque gouvernement putschiste au Honduras. « *Pauvres gouvernements que ceux qui commencent à retourner leur veste pour masquer la brutalité que subit un pays frère* » a déclaré le président vénézuelien. « *Comment est-il possible que le dictateur puisse sortir par la grande porte* » s'est-il indigné. « *J'en appelle seulement à la dignité, à la vérité* » a-t-il ajouté. Par ces propos, le chef de l'État vénézuelien a répondu à l'intervention de la ministre des Affaires Étrangères du Mexique, qui faisait référence à des soi-disant élections au Honduras qui laissaient la porte ouverte à des «issues» à la crise que «vit» le Honduras.

"*Quelles élections ? s'est exclamé le président Chávez, je suis très inquiet, parce que dire cela, c'est comme chercher à … c'est comme ça que je l'ai compris. J'espère avoir mal compris*" a-t-il ajouté à propos de l'intervention mexicaine.

Traduction : Grégoire Souchay
La revolucion vive 9 décembre 2009

Se forger une carrière artistique est difficile pour un artiste haïtien issu des milieux populaires

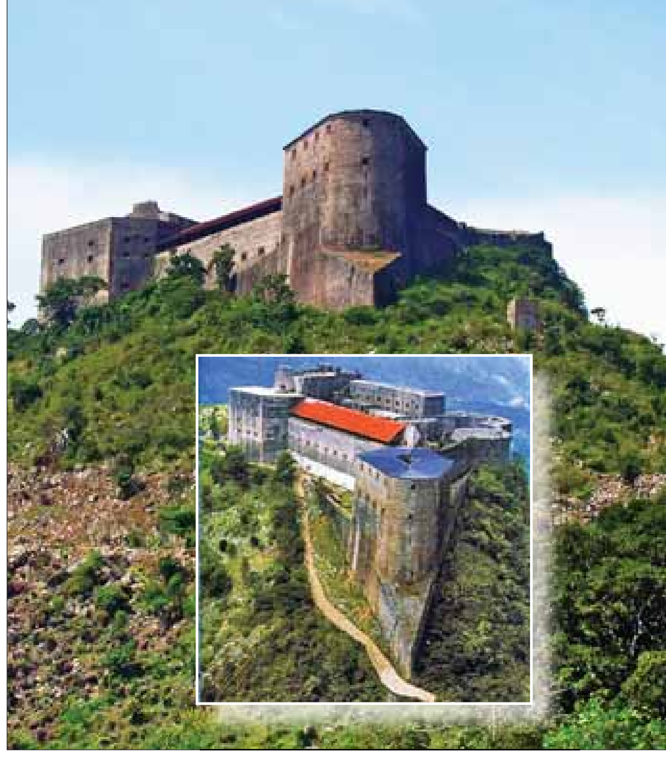
Par Patrick Mettelus

Les « Sculpteurs de la Grand Rue » sont une communauté d'artistes qui vivent dans les quartiers populaires du bas de Port-au-Prince, Haïti. Ce groupe d'artistes est le plus novateur qu'ait connu le pays au cours de ces dix dernières années. Leur production est le reflet d'une vision exacerbée de la société, de la culture et de la religion qui les entoure et à travers leurs créations ils ont fait entrer l'art haïtien dans le XXIème siècle. Jean Hérard Celeur, André Eugène et Guyodo sont à l'origine du mouvement qui comprend sept ou huit autres sculpteurs plus jeunes, dont les oeuvres sont toutes d'une grande puissance. Leurs oeuvres ont ouvert des fenêtres totalement nouvelles sur les possibilités créatrices d'un art inspiré du vodou. Leurs collages sculpturaux et "musculaires" aux multiples moteurs, entrailles d'ordinateurs, téléviseurs, vestiges médicaux, crânes, débris de bois transforment les détritus d'une économie en faillite, en des totems post-apocalyptiques.

En 2009, les "Sculpteurs de la Grand Rue" tiendront leur première "Ghetto Biennale". Ils inviteront artistes, réalisateurs, universitaires, photographes, musiciens, architectes et écrivains à investir le quartier de la Grand Rue de Port-Au-Prince, Haiti, afin de créer ou témoigner des oeuvres qui y seront montrées ou qui y seront produites. Selon les mots de l'écrivain, John Keiffer, cela sera un "troisième lieu"… un évènement ou un moment créé grâce à la collaboration entre artistes aux parcours radicalement différents"« *Les artistes utilisent tous les détritus de l'économie post-coloniale qui se sert d'Haïti comme d'une déchetterie. Aujourd'hui, ils retournent le compliment, en créant des assemblages et bricolages étonnants, qui expriment à la fois la détresse tout autant que la créativité sans fin d'Haïti et du vodou. J'ai visité leurs ateliers de la Grand Rue à plusieurs reprises au cours de ces quatre dernières années. J'ai eu la chance de voir leurs sculptures naître à partir des matériaux récupérés, dans un chantier installé sur un bout de rue, un bout de ville sur un bout de pays. Mais ce n'est pas tout, il faudrait ajouter que tout comme Haïti, leurs sculptures semblent exprimer la créativité débordante d'un peuple qui est simultanément le plus pauvre économiquement et plus riche artistiquement du Nouveau Monde* », selon le Professeur Donald Cosentino, World Arts and Cultures, University of California-Los Angeles.



Les « Sculpteurs de la Grand Rue » créent des assemblages et bricolages étonnants, qui expriment à la fois la détresse tout autant que la créativité sans fin d'Haïti



Citadelle La Ferrière

Se forger une carrière artistique est difficile pour un artiste haïtien, issu des milieux populaires. Refusés de visa pour les Etats-Unis, les artistes de la Grand Rue n'ont pu assister à la soirée d'ouverture d'une exposition qui leur était consacrée dans un musée de Miami. Le manque de soutien du gouvernement les exclut financièrement de toutes les rencontres artistiques internationales majeures. A cela, les artistes répondent en accueillant la "Ghetto Biennale", le premier festival des arts situés dans un quartier populaire d'un pays en voie de développement. L'évènement explorera ce qui se passe quand des artistes aux univers résolument opposés, se rencontrent, quand les objectifs de l'art occidental rencontrent la réalité artistique du tiers-monde et, quand les artistes du monde développé essayent de créer dans le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. L'artiste haïtien, André Eugène dit " *la Ghetto Biennale représente un changement positif dans mon quartier. Elle nous donne une chance de montrer un autre visage de la vie dans les ghettos de Port-au-Prince. Je pense que nous avons beaucoup à offrir et beaucoup à apprendre*"

L'artiste malaysien Simryn Gill dit en parlant de son implication potentielle dans la "Ghetto Biennale" : "*La manière dont on décrit le processus de création chez les artistes haïtiens, est très stimulante et attirante pour moi. Parfois, il semble que nous ayons mis derrière nous l'art de faire, de former, de transformer les matériaux avec passion et courage, et l'art ainsi est devenu un domaine de l'intellect et même de la timidité* " …

Kathy Acker, Andre Breton, Maya Deren, Katherine Dunham, Graham Greene, Jerzy Grotowski, Langston Hughes, Zora Neal Hurston, & Genesis P.Orridge, tous ont visité Haïti et s'en sont inspirés dans leur créations.

Vive TV 7 décembre 2009